

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE SUR LES DIVERS SYSTÈMES
DE LA REPRÉSENTATION DISTINCTE
DES
INTÉRÊTS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 13 Juin 1901 à 8 heures 1/2

PAR

Joseph COURTIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PILLET, professeur.
Suffragants : } MM. GIDE, professeur.
BOURGUIN, professeur.

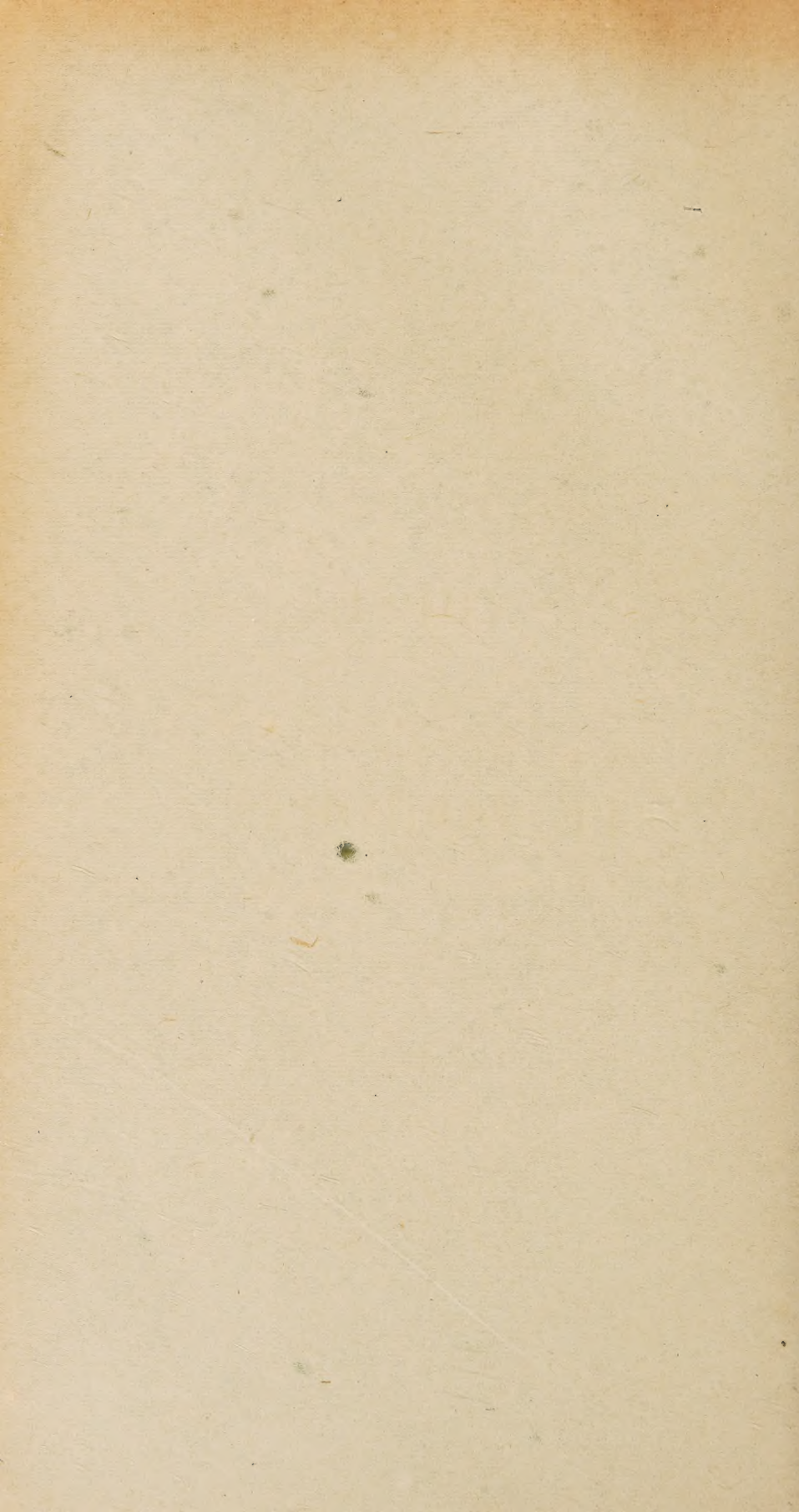
PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1901



THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

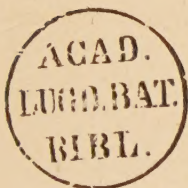
ÉTUDE SUR LES DIVERS SYSTÈMES
DE LA REPRÉSENTATION DISTINCTE
DES
INTÉRÊTS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 13 Juin 1901 à 8 heures 1/2

PAR



Joseph COURTIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PILLET, *professeur.*
Suffragants : { MM. GIDE, *professeur.*
BOURGUIN, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

« Sire, douze mille de vos sujets mouillent encore de leurs larmes les marches de votre trône ». C'est par ce touchant appel à la pitié d'un monarque que des paysans de 1789 sollicitaient la faveur d'une représentation spéciale de l'agriculture.

A cette époque déjà, « l'on ne pouvait voir sans surprise qu'il y eût depuis cent vingt ans une multitude d'établissements formés en France pour l'administration du commerce et que l'agriculture n'eût encore ni administrateurs, ni représentants ».

Plus de cent années se sont écoulées depuis lors, et, ce même étonnement du Tiers de Nemours, nous l'éprouvons encore aujourd'hui.

L'agriculture possède, il est vrai, maintenant, un Conseil supérieur, dont nous étudierons les transformations successives, la composition et les attributions actuelles ; mais si l'on critique avec raison son recrutement — puisque treize de ses membres en font partie de droit, et que les cent autres sont nommés par le Président de la République, sans que les agriculteurs interviennent dans leur désignation — on doit aussi regretter qu'il

soit seul, si haut et si loin, chargé d'assumer la défense des intérêts ruraux.

Le décret-loi du 25 mars 1852, que nul texte n'est venu depuis abroger, a bien créé des chambres d'arrondissement, dont le préfet devrait tous les trois ans choisir les membres parmi les agriculteurs notables à raison de un par canton.

Mais, en fait, la plupart de ces chambres ne sont même pas constituées, et, pour celles qu'on songe encore à former, elles n'existent guère que dans les cartons administratifs.

Elles ne tiennent jamais, sous la présidence du préfet ou du sous-préfet, ces sessions annuelles, dans lesquelles on se réservait d'entendre leurs vœux « sur les questions intéressant l'agriculture », ou même de les consulter au besoin « sur les changements à opérer dans la législation, en ce qui toucherait les intérêts agricoles et notamment en ce qui concernerait les contributions indirectes, les douanes, les octrois, la police et l'emploi des eaux ».

Prend-on jamais aussi, comme on pourrait le faire, leur avis sur « l'établissement des foires et marchés, la destination à donner aux subventions de l'Etat et du département, et l'établissement des écoles régionales et des fermes-écoles ».

Sans doute les cultivateurs ont le droit de vote, ils participent à l'élection des chambres et à celle des conseils locaux, mais, au Parlement, de même que dans les assemblées locales, ils sont représentés comme citoyens, ils ne le sont pas souvent comme agriculteurs ; je veux dire que leurs élus sont en même temps les mandataires

d'électeurs ayant des intérêts différents ou même opposés.

Les citoyens, parqués en des circonscriptions plus ou moins arbitraires, ne se comptent guère le plus souvent que sur des principes d'ordre politique ou sur des questions de clocher. Les membres du Parlement en particulier sont presque toujours élus sous l'empire de préoccupations qui n'ont rien de professionnel.

Pourtant, « à côté de ses opinions, le citoyen possède des intérêts, qui en sont bien distincts... Cependant l'intérêt professionnel, qui n'est pas le moindre, n'est pas représenté, de sorte que, quand il s'agit d'une question agricole, elle est décidée sans l'avis des agriculteurs et que personne n'est là pour défendre leurs intérêts avec qualité spéciale » (1).

C'est en partant d'une semblable constatation, que beaucoup ont proposé de modifier entièrement, ou simplement de compléter l'organisation actuelle du suffrage universel. « De nos jours, écrivait M. Prins (2), on n'a songé à représenter que des principes ; le droit de suffrage est suspendu dans le vide. Le seul lien par lequel il se rattache au monde existant, c'est le lien fictif des circonscriptions électorales. Or la société a autre chose que des subdivisions factices et des délimitations artificielles, elle a une membrure organique, des assises naturelles, c'est-à-dire les collectivités d'intérêts, les groupes agricoles, urbains.... »

Il n'entre pas dans le plan de cette étude de se pro-

1. R. de la Grasserie. — *Revue politique et parlementaire*, 1895, t. V, p. 252.

2. *La Démocratie et le régime parlementaire*, p. 195.

noncer sur le mérite d'une représentation professionnelle générale, telle que maints systèmes l'ont conçue. Il nous suffit de retenir que, les intérêts économiques n'ayant pas le plus souvent de défenseurs dans les corps élus, il doit être nécessaire de leur donner, et notamment aux intérêts agricoles, qui manquent aussi de représentation, le moyen de se manifester et de se faire entendre. Comme le disait un rapporteur belge, « l'Etat s'adresse aux académies pour distribuer les prix de littérature, et, en ces matières importantes, il ne consulterait pas des corps compétents ! ».

On peut donc ne rien modifier à la composition actuelle du Parlement, ne pas le concevoir comme « la juxtaposition des représentants spéciaux de toutes les branches de l'activité nationale, mais comme un tribunal ayant la mission haute de départager, lorsqu'ils paraissent en conflit, les intérêts divers, qui, tous réunis, ne sont que l'intérêt même de la Patrie » (1). Du moins il apparaît alors que, pour renseigner l'administration et les Chambres elles-mêmes — qui doivent ainsi « départager les intérêts divers — sur les vœux, les besoins, les intérêts des agriculteurs, dont nous nous inquiétons spécialement, les corps élus existants ne suffisent pas et qu'ils doivent être doublés d'organes nouveaux dans lesquels s'expriment les populations agricoles.

Ces corps spéciaux, dont la mission sera de parler au nom des campagnes, leur nature, leur composition, leur rôle : c'est toute la question de la représentation de l'a-

1. Burtin. — *La Représentation légale de l'agriculture*. Nancy, 1894.

griculture, telle que nous nous sommes proposé de l'étudier.

Indiquons dès maintenant que nous ne pensons accorder à ces organes nouveaux qu'un rôle consultatif. Leur reconnaître un pouvoir de décision, ce serait peut-être trop empiéter sur les attributions d'autres assemblées purement représentatives. M. Jean Dupuy s'effraie déjà de voir qu'on songe à donner aux chambres d'agriculture le droit d'être obligatoirement consultées sur certains points ; il prétend « qu'on arriverait ainsi à annihiler les attributions du Parlement et de ses commissions », que serait-ce donc si nous ne leur permettions pas seulement de donner des avis, mais si nous leur donnions le droit de décider elles-mêmes !

Représenter quelqu'un, c'est parler ou agir en son nom. Ces corps professionnels représenteront l'agriculture puisqu'ils seront ses interprètes et ses défenseurs dans les discussions où se débattront ses intérêts.

Il suffit du reste qu'ils éclairent les délibérations, que, grâce à eux, les besoins et les vœux de toute une classe ne soient pas ignorés. Il ne faut peut-être pas qu'ils imposent les vues des agriculteurs, mais il est nécessaire qu'ils les exposent, pour que ceux qui doivent se prononcer entre les divers intérêts à concilier, puissent du moins les connaître tous avant de se déterminer.

Faute de ces corps de représentation professionnelle, l'agriculture pourrait être en effet bien souvent sacrifiée au commerce et à l'industrie, qui possèdent, eux du moins, des Conseils ou des Chambres.

Si même en théorie, la nécessité de donner à l'agricul-

ture des organes de représentation n'apparaissait aussi manifeste, il suffirait presque, pour l'établir, de montrer par des exemples de quelle utilité furent pour le commerce des Chambres, que la loi récente du 9 avril 1898 vient de fortifier encore.

En 1881, et les années suivantes, lit-on dans les préliminaires de la proposition de M. de Ladoucette, les intérêts des agriculteurs ont été sacrifiés devant la concurrence étrangère, tandis que le commerce et l'industrie obtenaient des avantages. « Or ils attribuaient ces succès non seulement à la justice des causes qu'ils défendaient, mais encore aux Chambres spéciales dont l'énergique dévouement leur avait apporté un précieux concours dans l'accomplissement de leur tâche. »

Il en avait été de même en 1860, au moment des traités de commerce, si l'on en croit ce que dit M. Guillaumin lors de l'enquête de 1866. Les Chambres consultatives des arts et manufactures avaient obtenu que les tarifs des douanes fussent établis « surtout dans un sens manufacturier. On avait débuté par dégrever d'un premier coup toutes les matières premières des fabriques, qui étaient justement les produits de l'agriculture ». Et M. Guillaumin ajoutait « Si un Conseil général de l'agriculture avait été consulté à ce sujet — je ne dis pas avait prononcé — peut-être aurait-il donné des indications qui auraient modifié les solutions adoptées » (1).

Ce n'est pas au moment où le décret du 1^{er} septembre 1899 vient de réorganiser le Conseil supérieur du Tra-

1. *Enquête agricole*, 1866, 1^{re} série, t. IV, p. 507.

vail, et où celui du 17 septembre 1900 vient d'instituer : des Conseils du Travail, qu'on peut reprocher à l'agriculture de demander à son tour des organes de défense professionnelle.

Son insistance même à les réclamer prouve l'intérêt qu'elle porte à leur institution. Dès longtemps elle les sollicita du reste, et c'est pour marquer ce long effort des campagnes vers la représentation, le suivre dans ses manifestations, voir les essais tentés, les mesures successivement prises après les vœux divers exprimés, que, ne nous contentant point de rappeler les projets de loi soumis aux Chambres, nous avons fait remonter notre historique assez loin dans le passé.

Ce témoignage de l'histoire, l'étude de la représentation agricole à l'étranger vient le fortifier encore ; elle prouve ce désir commun des ruraux d'organiser la défense de leurs intérêts. Nous ne pouvions étudier toutes les législations étrangères, mais nous avons voulu choisir tout au moins les plus caractéristiques. L'examen détaillé n'en avait pas été fait, nous avons cru pouvoir lui réserver une large place. Sous la variété des systèmes, il nous a permis de constater les tendances générales, et s'il ne nous a pas donné notre modèle, il nous a du moins permis de nous inspirer des solutions ailleurs proposées.

Les systèmes, en effet, ne sont pas toujours et partout les mêmes ; il faut choisir. Entre eux nous nous sommes déterminé, et modestement nous avons proposé notre solution, dans l'espoir qu'après les Méline, les Chevallier, les de Pontbriand, les Calvet et tant d'autres amis de l'agriculture, nous aurions aussi travaillé peut-être à

atténuer la crise qui sévit sur nos malheureuses campagnes, et fait un peu pour améliorer le sort de cet admirable laboureur, « homme utile au monde, s'il y en a aucun, comme on disait au xvi^e siècle, car c'est luy qui nourrist tous les autres ; les rois, les princes ne mangent pain que par son moyen ».

HISTORIQUE

Avant le XVIII^e siècle

Pendant longtemps, le peuple des campagnes n'eut aucun moyen régulier de faire connaître ses besoins, de formuler des vœux, de parler au nom de ses intérêts. Dans la Gaule, les gros propriétaires fonciers étaient encore appelés, concurremment avec les représentants des collèges d'arts et métiers et les fonctionnaires émérites « honores », à siéger dans des assemblées restreintes et à rédiger des plaintes, des vœux et des réclamations « querelæ, desideria, postulata ». Le gouverneur ou le préfet du prétoire, souvent des légats en transmettaient le texte à l'empereur (1).

Au moyen âge, c'est à la lyre des poètes seulement que les paysans peuvent confier leurs griefs ; leur douleur se berce au chant des trouvères. Robert Wace, dans son roman du Rou, nous dira les soupirs de la Normandie du XI^e siècle, comme plus tard, au XIV^e siècle, la complainte d'Alain Chartier nous traduira les souffrances, les rancœurs et les menaces du « povre commun et de povres laboureurs », lorsque les Normands découragés

1. Semichon. *Réformes sous Louis XVI.*

voudront abandonner le pays et affamer leurs seigneurs :

Sur vous tomberont vos maisons,
Vos chasteaux et vos tènements,
Car nous sommes vos fondements.

L'association est alors de droit commun, mais contre la violence et l'oppression, les villageois, les vilains, les serfs ne trouvent de protection que dans la *ghilde*, vraie société secrète, ayant le caractère de conjuration et qui longtemps se maintint malgré la prohibition des rois (1).

C'est à son imitation qu'en 997, se formait la grande association des paysans de Normandie poussés au désespoir par la tyrannie des seigneurs. Elle comprenait toutes les classes du peuple des campagnes et portait le nom de *commune*, qui devint si célèbre dans la suite. Le souvenir n'en était pas encore effacé, lorsqu'en 1034, les paysans bretons se groupaient et se soulevaient, ou que trente ans plus tard, les Manceaux se liaient par serment, pour succomber toujours, comme les autres révoltés des campagnes, faute de chefs.

La corporation de métiers n'offrira jamais aux ruraux pour la défense de leurs intérêts, l'avantage de ses privilèges, le secours de ses prérogatives, la force de son groupement. Si, dès le début du xiii^e siècle, nous trouvons en Provence, à Montpellier, des laboureurs mêlés aux tanneurs et aux chapeliers, pour former une des sept échelles d'artisans appelés à concourir à l'élection des consuls, c'est là une exception. L'utilité de ce collège

1. Thibéaudeau. *Histoire des Etats-Généraux*, page 52.

disparate devait être minime du reste pour le bien-être des paysans.

A Strasbourg, au xiv^e siècle, on voit bien reconnaître officiellement une corporation de marchands de blé, mais elle n'accueille que les commerçants. Sous Louis XI, parmi les soixante et une bannières, on en trouve une, la cinquante et unième, qui, sans doute, groupe les maraîchers et les jardiniers, tandis que, derrière la cinquante-sixième, les vigneron sont organisés militairement ; mais les laboureurs ne sont pas embrigadés. Au xvii^e siècle, il en sera de même ; les vigneron resteront associés et la communauté des jardiniers verra ses statuts renouvelés en 1697, pour comprendre encore douze cents membres maîtres en 1766 ; mais les cultivateurs n'auront pas leurs groupements professionnels.

Ils resteront ainsi longtemps sans organisation, sans accès auprès du pouvoir central, à peine défendus contre les exigences des seigneurs. A la fin du xv^e siècle, l'admission de la population des campagnes à une partie des droits politiques va pourtant modifier leur situation. On sait ce qu'étaient les Etats Généraux sous l'ancienne monarchie. Ces assemblées, que convoquait le caprice du monarque, n'étaient pas appelées seulement à consentir des impôts, mais à présenter des doléances.

Tout d'abord elles ne donnaient leur avis que sur le point spécial qui leur était soumis ; on ne leur laissait aucune initiative, même en forme de conseil. Mais en 1468, pour la première fois, on voit nettement des cahiers de doléances, émanant des électeurs, apportés par les députés, qui d'ailleurs se contentent de les déposer et

d'en demander l'examen par le pouvoir royal (1). Pendant près de trois siècles, les campagnes n'ont pas le droit de se faire représenter à ces assises solennelles, d'y élever la voix, d'y faire parvenir leurs plaintes. C'est le privilège des bonnes villes de députer au Tiers Etat, le plat pays est soumis à la tutelle officieuse des cités.

Sans doute « le troisième ordre eut toujours le mérite de se croire chargé de plaider, non la cause de telle ou telle classe du peuple, mais celle de la masse des non-nobles, sans distinction de francs ou de serfs, de bourgeois ou de paysans » (2), mais les campagnes manquent d'une représentation propre, elles n'interviennent pas directement.

C'est en 1484 seulement que les habitants des bailliages vont pour la première fois prendre part à l'élection (3). Désormais les communes et les villages entreront dans la composition des assemblées primaires et participeront aux opérations préliminaires. « Les gens du plat pays se trouveront en état de parler par eux-mêmes et c'est d'eux que viendront directement les remontrances qui les concerneront dans les cahiers de 1484, 1560, 1576, 1588 » (4).

1. Esmein. *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 490.

2. Augustin Thierry. *Essai sur l'histoire du Tiers-Etat*, page 33.

3. Esmein. *Id.*

Boullée. *Histoire des Etats Généraux*, page 233. « Les principales villes du royaume, connues sous le nom de bonnes villes et les villes murées jouissaient seules dans le principe de l'élection des députés. Ce droit fut étendu dans la suite et notamment depuis 1484 aux cités d'un ordre inférieur, aux villes non murées et même aux *bourgades et aux villages* ».

4. Augustin Thierry. *Id.*

L'agriculture va pouvoir exhaler sa longue plainte et proposer librement les mesures propres à soulager sa détresse. Sans doute, malgré l'extension du droit de suffrage aux communes rurales, il sera rare que les noms des députés du tiers ne soient pas accompagnés de qualifications indiquant des charges judiciaires ou administratives, ou tout au moins une maîtrise; et le simple titre de laboureur n'apparaîtra guère que trois fois dans la liste du Tiers-Etat.

Mais si l'agriculture n'envoie pas souvent siéger « certains bons personnages » pris dans ses rangs, des Audiger, des Guyet, des Odet Soret (1), du moins, lorsqu'auront été publiées « à son de trompe et cri public », ou lues aux prônes des [messes paroissiales, les lettres royales enjoignant aux habitants de députer deux d'entre eux des plus notables pour assister à l'assemblée du bailliage et y apporter les cahiers de leurs plaintes, les paysans ne seront pas sourds à la voix de la cloche, qui, le dimanche, les conviera à la rédaction de leurs cahiers (2).

1. En 1576, Nicolas Guyet, *laboureur*, député du Tiers-Etat du bailliage de Montfort et Houdan. La même année, Audiger, *laboureur* et marchand, député de La Ferté-Aleps; nous voyons qu'il demande à retourner chez lui avant la fin de la session et qu'il lui est alloué quarante sols tournois pour ses salaires, frais et vacations de chaque jour, venue, séjour et retour. En 1593, Odet Soret, *laboureur*, député du Tiers-Etat de Caux. Il a même écrit une relation sur les séances auxquelles il assista. *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, année 1843, p. 3.

2. On a conservé quelques-uns de ces cahiers de villages, celui de Blauguy (1576), celui de Spoy, rédigé en 1614, avec ce titre :

Parfois la noblesse pourra bien encore, comme en 1614, prendre la défense « du pauvre peuple des champs » contre les gens du fisc « qui le réduisent à l'extrémité ». Le clergé s'intéressera bien « au pauvre laboureur des champs, qui laboure, sème et moissonne, travaillé jour et nuit, à la chaleur, au froid, à la sueur de son corps, vivant pauvrement, sobrement, de gros pain et d'eau, presque nu et mal vêtu, pour faire vivre les grands splendidement et à leur aise », mais désormais, ce seront les paysans qui nous exposeront eux-mêmes leurs misères et proposeront les réformes nécessaires à les soulager.

Et de 1576, où le tiers — après nous avoir dépeint le triste état des cultures, « les paysans tellement appauvris que les uns sont morts de nécessité, les autres mendient » — demandera qu'on restitue aux gens de la campagne leurs communaux, qu'on permette au laboureur d'enlever ses récoltes à sa commodité, qu'on diminue les impôts qui le frappent, (1) jusqu'en 1789, les cahiers seront pleins des doléances des campagnes.

Si, dans le long intervalle des sessions, les paysans

Mémoire des plaintes et doléances que font et entendent faire les pauvres habitants de Spoy.

1. « Les pauvres gens de village ont été tués et massacrés, les uns précipités, les autres à coups de pistolet ; on en a vu de brûlés à petit feu, morts, raccourcis de moitié. Ceux qui n'ont pas été tués ont été battus ; on leur a chauffé les pieds pour leur faire dire où était leur argent. Ils ont vu violer leurs femmes et leurs filles et enlever leur bétail. *Le Tiers-Etat, qui a tant souffert, espère donc la décharge des impositions* ». Etats Généraux de 1576, cité par Thibaudeau, *Histoire des Etats Généraux*, pages 9 et suiv.

doivent parfois, comme les Bretons de 1675, demander l'abolition des corvées et des champarts, ils résumeront leurs vœux dans un factum et ce sera là encore une sorte de « cahiers » qu'ils écriront.

Les laboureurs n'avaient fait en somme que profiter de l'élargissement du Tiers-Etat et bénéficier de la réforme, qui, en donnant accès dans ce troisième ordre à toutes les classes non représentées dans les deux premiers, en avait fait comme « un état du peuple », ainsi que le constataient des ambassadeurs étrangers, décrivant au xvi^e siècle la constitution politique de la France.

En réalité, nulle mesure spéciale n'était intervenue pour organiser l'agriculture, bien qu'à plusieurs reprises, les rois eussent affirmé leur sollicitude pour les classes agricoles. Pendant longtemps, l'administration s'en était même désintéressée. Martin Ruzé, l'un des secrétaires d'Etat de Henri III (1588) devait bien s'en préoccuper le premier, mais à son département ressortissaient en même temps la maison du roi, le commerce et la marine : l'agriculture devait se trouver ainsi bien négligée.

Sous Henri IV et Sully, dont on connaît cependant les sympathies pour les paysans, puisqu'ils dépensaient près de deux millions de livres par an à améliorer le sort des campagnes, elle devait ainsi rester confondue avec les finances et le commerce, absorbée dans les bureaux du contrôle général, auquel était confié le soin des intérêts économiques du pays.

En 1664, Colbert créait un conseil royal du commerce, En 1669, il instituait des assemblées « où les gardes et

jurés en charge des manufactures devaient informer de l'état auquel seraient les dites manufactures, de leurs progrès, des moyens qu'ils jugeraient nécessaires pour leur perfectionnement », mais cette même représentation n'était pas donnée à l'agriculture. En 1700, il en était encore de même. On n'appelait que des négociants à siéger dans le Conseil général du commerce réorganisé par Chamillart et l'édit du 30 août 1701 n'organisait que des Chambres de commerce (1).

Nul corps spécial n'existait donc auprès du gouvernement avec mission de l'éclairer sur les besoins de l'agriculture. Pourtant des intendants spéciaux « intendants de commerce » avaient été créés sous l'ancienne monarchie, avec mission d'inspecter. Ils devaient surtout surveiller la marche et le progrès des industries, connaître les besoins qui si manifestaient ; les fonctionnaires, les chambres de commerce, les principaux négociants devaient les renseigner ; mais, bien qu'il y prissent peu garde, ils étaient aussi chargés par le bureau du commerce *de se préoccuper de l'agriculture, d'interroger les cultivateurs et de provoquer leurs observations* (2).

1. Des conseils ou chambres de commerce avaient existé déjà sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, quand un arrêt du 29 juin 1700 vint créer à l'instigation de d'Aguesseau, un conseil de commerce, chargé de répondre à toutes les demandes d'avis que le gouvernement aurait à lui poser. *Revue générale d'administration*, 1884, tome XX, p. 261.

2. A côté des six intendants de commerce, créés en 1708, on trouve divers agents administratifs, parmi lesquels d'Armenonville, chargé des ponts et chaussées, ainsi que du service de l'agriculture et du Commerce. Après 1718, sous d'Argenson,

Mais d'abord et d'ordinaire, lorsque le pouvoir désirait se renseigner, il s'adressait aux simples intendants de province. Pour être exactement instruit, Colbert exigeait d'eux des *relevés*, des statistiques, il leur recommandait de se rendre compte chaque année des produits de la terre et des bestiaux (22 novembre 1669). « Examinez si les paysans se rétablissent un peu, leur écrivait-il, comment ils sont habillés, meublés, et s'ils se réjouissent davantage les jours de fête et des mariages qu'ils ne le faisaient ci-devant. Ces quatre points renferment toute la connaissance que l'on peut en prendre de quelque rétablissement dans un meilleur état » (1).

L'enquête était peut-être incomplète. Cependant l'intendant était en rapports constants avec les campagnes. A chaque instant, il rendait des ordonnances intéressant les cultivateurs, leur accordant des indemnités en cas de fléaux, portant interdiction de saisir le bétail, réglementant la vente, l'entrée, la sortie des blés (2). Aussi les paysans lui confiaient volontiers leurs difficultés et leurs besoins ; on réclamait de lui souvent des mesures d'intérêt général ; il était le défenseur naturel des intérêts agricoles.

L'institution des intendants de commerce reçut une plus forte organisation. Amelot fut chargé du commerce ; en dépendaient toutes les questions relatives aux grains, aux subsistances et à l'*agriculture*.

1. Lettre à Voisin de la Noyraie, 21 novembre 1670. *Académie des sciences morales et politiques*, t. XXXIX, p. 77.

2. L'administration publique en Languedoc, avant 1789, par Astre. *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, tome 23, page 214.

Deuxième moitié du XVIII^e siècle

Au xviii^e siècle et pendant une partie du xviii^e, tandis qu'on organise le commerce et qu'on se préoccupe de l'industrie, l'agriculture reste donc presque délaissée. Nous la trouvons à Paris perdue dans les services complexes du contrôle général au milieu desquels elle disparaît ; et elle manque dans les provinces de toute organisation.

Dès la deuxième moitié du xviii^e siècle, sa situation va changer ; tandis qu'elle reçoit le baptême officiel et figure désormais parmi les services administratifs, des commissions sont formées et des sociétés se fondent pour défendre ses intérêts.

L'état des esprits s'était modifié profondément, l'agriculture méprisée jusque-là suscitait des engouements, elle était à la mode. « On s'aperçut alors qu'on pouvait raisonner sur les blés ». La terre n'avait point souffert de la banqueroute du système de Law, elle n'en était pas discréditée, tandis qu'était ruinée la théorie qui voulait faire du numéraire la richesse par excellence.

Au contraire des économistes précédents, les physiocrates allaient prétendre, outrant ainsi leur théorie, que la terre était la seule richesse, que seule elle avait une valeur productive et que le commerce et l'industrie bornaient leur rôle à mettre en œuvre les richesses qu'elle leur avait fournies. L'idylle fleurissait, on chantait des pas-

torales, la poésie, la prose célébraient la vie des champs et les graves philosophes dissertaient sur la Nature : (1)

Choiseul est agricole et Voltaire est fermier.

Les paysans devaient bénéficier de cette passion, dont toute la société s'était éprise pour la campagne. De Tocqueville prétend, il est vrai, démontrer dans un de ses chapitres que, « malgré les progrès de la civilisation, la condition du paysan français était quelquefois pire au XVIII^e siècle, qu'elle ne l'avait été au XVII^e, » (2) mais lui-même restreint la portée de ses observations, en refusant de généraliser les conséquences qu'il en tire.

Sans doute, et dans la première partie du siècle surtout, des gentilshommes purent se montrer durs dans la réclamation de leurs droits féodaux ; certains, ne se sentant plus les chefs des paysans, purent subir la loi de leur position nouvelle qui les poussait à l'indifférence (3). Mais il est plus vrai de constater que « beaucoup de propriétaires riches se préoccupèrent alors du bien-être des campagnes », et que le pouvoir central « placé pourtant fort loin », témoigna maintes fois aux paysans, à partir de 1760, sa nouvelle sollicitude.

Peut-être les réformes furent longues, et lentes les mesures heureuses, mais si les vœux des laboureurs ne

1. Pigeonneau et de Foville. *L'administration de l'agriculture de 1787 à 1789*. Introduction.

2. *L'ancien Régime et la Révolution*, page 179.

3. « Partout, sauf en des coins écartés, l'affection, l'union des deux classes a disparu, le berger s'est séparé du troupeau et les pasteurs du peuple ont fini par être considérés comme des parasites ». Taine, *L'ancien Régime*, p. 42.

furent pas immédiatement comblés, l'empressement qu'on mit à les provoquer, les efforts que l'on tenta pour les satisfaire, prouvent assez la place que l'agriculture avait prise désormais dans l'opinion et dans les conseils.

Pendant cette période, les paysans n'eurent garde de négliger les moyens, qui leur avaient été donnés de renseigner les pouvoirs sur leurs besoins et leurs désirs, et nous verrons combien nombreuses furent les réclamations des campagnes, contenues dans les cahiers de 1789.

Mais les Etats généraux n'étaient pas convoqués bien fréquemment ; ils ne s'étaient pas réunis depuis 1614. Les assemblées provinciales, que les paysans pouvaient (au moins de façon indirecte) saisir de leurs griefs, avaient bien des sessions régulières, mais elles étaient bornées aux pays d'Etats. L'agriculture eut pourtant trouvé chez elles un secours assuré.

Nous voyons en effet qu'en Languedoc, une commission spéciale de l'agriculture est instituée au sein des Etats vers 1760 et qu'elle sollicite des paysans et rédige des rapports sur les questions agricoles. Chaque année, elle s'inquiète de mémoires semblables et les Etats délibèrent régulièrement sur ces sujets (1) L'Artois fait entendre aussi des vœux énergiques en faveur des campagnes, les Etats de cette province, usant de la prérogative d'adresser au prince toutes les demandes exigées par les intérêts et les besoins des citoyens, « produisent en 1784 un mémoire manuscrit au conseil de sa Majesté »

1. *L'administration publique en Languedoc avant 1789* par Astre, tome XXII, page 240.

Neker va généraliser ces assemblées provinciales, et cette institution, empruntée à Turgot, va désormais influencer sur la situation de l'agriculture. Un arrêt du 12 juillet 1778, créait tout d'abord, à titre d'essai, dans le Berry, une assemblée de trois ordres, composée de douze membres du clergé, de douze gentilshommes et de vingt-quatre membres du Tiers-Etat, douze des villes *douze des campagnes*, choisis par l'intendant. Elle devait se réunir pendant un mois tous les deux ans. Dans l'intervalle de ses sessions, siégeait une commission intermédiaire. Chargée surtout de la répartition des impôts, elle pouvait faire au roi *telles représentations qu'elle jugerait convenables et lui proposer tous règlements utiles à la province*. Le 10 novembre 1778, elle se divisait en quatre bureaux, dont l'un *chargé spécialement de l'agriculture* ; elle se montra très active, discuta entre autres des *questions agricoles*, fit des rapports, distribua des primes.

D'autres conseils furent établis dans le Dauphiné, à Moulins, à Montauban, dans la Haute-Guyenne ; ici l'assemblée organisa des *réunions agricoles*. L'administration recueillait avec soin les mémoires et les procès-verbaux de ces conseils. Elle en faisait instruire et publier tous les renseignements utiles *à l'agriculture et au bien-être des habitants des campagnes*. Presque partout ces instructions étaient lues au prône de chaque paroisse, par le curé.

En juin 1787, parut l'édit qui organisait partout des

1. Manguin, *in ev.*, tome I, § 379-380.

assemblées provinciales (1). En 1788, nous voyons notamment déjà que, dans le conseil du Poitou, les *vœux des campagnes* vont être portés par les représentants de la généralité de Poitiers et que leurs doléances tiennent la plus grande place. Les *mémoires des cultivateurs* du Bas-Poitou, adressés à la même assemblée, font directement appel à l'intervention gouvernementale et considèrent comme une des attributions du gouvernement d'indemniser les laboureurs en cas d'épizooties, d'intempéries (2).

Les rapports adressés par trente et une paroisses de l'élection de Fontenay-le-Comte à la commission intermédiaire de l'assemblée de 1788 fournissent aussi d'utiles renseignements ; si les idées générales y sont rares, on y trouve surtout les *vœux modestes des paysans* exprimés avec résolution et fermeté (3).

1. « Pour ce qui concerne la restauration des sociétés d'agriculture, M. d'Ormesson a observé qu'il entraînait dans le plan du gouvernement d'avoir *dans chaque assemblée provinciale un bureau d'agriculture* toujours subsistant ; que ce serait avec ce bureau que le comité de Paris aurait à correspondre pour les objets d'administration et que probablement ce bureau attacherait de l'importance à remettre les sociétés d'agriculture en activité ». Discussion après lecture du mémoire Lavoisier. L'administration de l'agriculture, 64^e séance, 31 juillet 1787.

2. Baudrillart. *Populations agricoles de la France*, Poitou, p. 157.

3. Dans l'assemblée provinciale de Rouen nous voyons que le troisième bureau s'occupe en particulier de l'*agriculture* : il traite des impôts, de l'état des chemins, de l'instruction à donner aux cultivateurs pour vaincre la routine, de la diffusion d'imprimés dans les campagnes sur les procédés de culture et d'élevage. . . .

Dans l'assemblée secondaire du département de Neufchatel et

Il y avait là, comme le constate Manguin, plus qu'une institution politique et comme *l'essai d'une véritable représentation des intérêts économiques* ». L'agriculture s'y imposait par ses nombreux mémoires, elle y parlait par les douze membres de campagnes qui y siégeaient. Pourtant on ne pouvait dire proprement qu'elle y déléguait ; les douze paysans, que comprenait l'assemblée, n'étaient pas élus par leurs pairs, mais désignés par le roi et chargés de nommer leurs successeurs ; l'agriculture donc n'avait pas encore dans ce conseil, plutôt politique, une vraie représentation.

Elle avait failli la trouver dans une autre institution, que les Etats provinciaux avaient précisément contribué à créer. En 1757, Gournai réunissait à Rennes les praticiens les plus éclairés et les invitait à former une association, qui s'occuperait du perfectionnement de l'agriculture, des manufactures et du commerce. A la suite de cette réunion, sur l'initiative d'un abbé de Notre-Dame de Villeneuve, était bientôt fondée en Bretagne une association d'agriculture, arts et commerce, qui s'occuperait de tout ce qui toucherait aux intérêts de ces trois branches. La première société d'agriculture était créée.

Approuvée par les Etats de la province, auxquels elle demanda ses premiers membres, elle se divisait aussitôt en six commissions. Son premier soin fut de s'informer de l'état de l'agriculture, des causes de ses progrès et de

d'Eu, nous trouvons le second bureau avec, pour attributions, le commerce, *l'agriculture* et le bien public.

sa décadence. Chaque commissaire dut rédiger un mémoire développé sur les causes de la fécondité des terres et les moyens de l'accroître. Comme son siège était à Rennes, elle pouvait rentrer facilement en rapport avec les Etats, qui secondaient ses efforts, encourageaient ses essais, l'aidaient de secours en argent. Son action bien-faisante fut très sensible.

Pour remplir complètement la mission dont elle s'était chargée et ne rien négliger des intérêts qu'elle voulait servir et défendre, elle s'enquit auprès des agriculteurs mêmes de leurs besoins et de leurs vœux. « Tous les laboureurs de la province furent en même temps appelés à présenter leurs observations et leurs vues par des mémoires, qui furent ensuite dépouillés, étudiés, analysés dans les procès-verbaux de la société » (1).

Après de semblables consultations maintes fois renouvelées, les doléances des campagnes étaient sans cesse exposées aux Etats et, par eux comme par les Commissions, signalées au gouvernement. On demandait aux Etats, la création de nouvelles routes, l'entretien des voies de communication ; on sollicitait du pouvoir avec insistance l'établissement des droits, l'allègement des taxes les plus onéreuses pour les paysans.

L'élan était donné ; la première tentative avait réussi ; des sociétés analogues allaient être créées par toute la

1. *L'agriculture, les classes agricoles de la Bretagne*, par du Châtellier. Efforts des Etats de Bretagne et de la noblesse en faveur de l'agriculture pendant le cours du XVIII^e siècle, note, p. 29.

France. En 1760 ce sont celles de Rouen, Tours (1) et Bourges; en 1761 celles de Limoges, Dijon, Paris, Riom, Lyon, Orléans, Soissons, La Rochelle, Mautauban; en 1762 celles d'Auch, de Caen, d'Alençon; en 1763 celles d'Aix et de Valenciennes; en 1764 celle de Châlons.

Parmi elles il en est une surtout, qui devait prendre de l'importance : celle qu'un arrêt du 1^{er} mars 1761 avait établi dans la généralité de Paris, sur la demande de Trudaine et Turgot. Elle avait quatre bureaux, à Paris, Meaux, Beauvais et Sens. L'intendant avait entrée et voix délibérative dans ces Assemblées. Ses délibérations et ses mémoires devaient être transmis au contrôleur général des finances qui était tenu d'en rendre compte au roi (2).

Pourtant elle n'était guère à ses débuts qu'une Académie; c'était surtout de science qu'elle traitait et ses onze sections se préoccupaient plutôt d'étudier des sujets d'agriculture pratique. Elle ne rendait pas non plus tous les services qu'on en pouvait attendre, parce qu'on n'avait pas suffisamment assuré d'abord ses rapports avec les autres sociétés. Celles-ci, du reste, si nous en croyons un mémoire de Lavoisier de 1787, étaient peu

1. L'année suivante, le 24 février 1761, un arrêt du Conseil constituait, dans l'ancienne généralité de Tours, trois bureaux d'agriculture, dont le siège était dans les villes de Tours, d'Angers et du Mans. Chacun d'eux était composé de vingt membres et avait pour but « de favoriser les progrès de l'agriculture, de faire des expériences et découvertes utiles, d'instruire le public et d'exciter le zèle et l'émulation des cultivateurs » — Baudrillart. *Populations agricoles de la France*. — Touraine.

2. Mauguin, I, 278-281.

actives, peu influentes, « on ne les avait pas créées assez indépendantes de la surveillance de l'Administration, elles ne pouvaient prospérer, on ne les avait pas assujetties à des Assemblées régulières, on n'avait pas exigé d'elles une correspondance habituelle et des travaux suivis ».

La société de Paris avait seule conservé son activité, encore avait-elle éprouvé une interruption de vingt années, ne recevant aucun membre nouveau de 1770 à 1783. A ce moment, Bertin essaya de la réorganiser et des lettres patentes du 3 septembre 1784 en firent une sorte de conseil supérieur de l'agriculture.

Pendant un temps, une autre institution allait pourtant encore lui enlever de son importance et s'essayer à remplir le rôle important qu'on venait de confier à la société royale. En 1785, la sécheresse des premiers mois donnait de sérieuses inquiétudes et le gouvernement s'émut des rapports qui lui étaient adressés.

Depuis quelque temps, il avait manifesté du reste une vive sollicitude pour l'agriculture. En 1761, l'année même où, sur la proposition de Bertin, la société royale de Paris était instituée, l'agriculture apparaissait pour la première fois dans l'Almanach Royal, comme une des branches de l'Administration. Elle figurait dans les services du contrôle sous ce titre peu ambitieux : « Examen des projets d'agriculture et de commerce ». En 1763, Bertin devenait secrétaire d'Etat, ministre des affaires du dedans du royaume, et, dans le département un peu disparate qu'il se créait, on trouvait notamment l'agriculture et les sociétés agricoles placées sous la direction

d'un premier commissaire. C'était une sorte de premier ministère de l'agriculture et du commerce intérieur, qui devait subsister jusqu'en 1780, pour renaître en 1783, sous de Calonne, joint au bureau des impositions et confié à Gravier de Vergennes.

Le Gouvernement, qui donnait cette attention aux intérêts agricoles, fut donc vivement préoccupé des conséquences, que pouvait avoir la sécheresse de 1785. Le fourrage était rare. On pria plusieurs membres de l'Académie des Sciences de se réunir et d'indiquer les moyens de parer à cette disette. Leur rapport fut communiqué par les soins du contrôle général à toutes les provinces.

La mission de ces savants accomplie, leur commission devait se dissoudre, mais le département de l'agriculture demanda que ce comité fut conservé à titre permanent, avec mission d'examiner les mémoires adressés au contrôle et de désigner à son attention ceux qui le mériteraient. Gravier de Vergennes, Tillet, Darcet, Lavoisier, Dupont de Nemours et Poissonnier en faisaient partie. La commission, officiellement organisée sous le titre d'*administration de l'agriculture*, tint sa première séance le 16 juin 1785.

Dans son esprit et par sa composition, elle était plutôt un corps savant, une réunion d'agronomes instruits, un comité technique que le gouvernement se réservait de consulter sur les pratiques agricoles. Mais bientôt il ne lui suffit plus de s'inquiéter des progrès de la culture. Que la société d'agriculture s'occupe de science, « l'assemblée d'administration doit veiller à l'administration

des bienfaits, à la réforme des abus, à l'amélioration des lois ; ce ne sont pas là des travaux d'académie, il faut sonder trop avant les plaies de l'Etat » disait déjà Dupont de Nemours.

Lavoisier ne fera que le répéter dans la séance du 31 juillet 1787. « Ce ne fut point une société académique qu'on se proposa de créer à côté, ce fut un comité consultatif. Ce comité avait principalement pour objet d'examiner tous les projets qui pourraient intéresser l'agriculture, de donner son avis sur les réponses à faire, de suivre, sous le magistrat chargé du département, la correspondance avec les intendants et les sociétés d'agriculture, de rédiger des instructions, enfin d'*éclairer l'administration* sur les besoins de l'agriculture et sur les obstacles qui pouvaient en arrêter les progrès ».

C'est que le défaut de lumières et d'instruction n'était pas la seule cause qui s'opposât en France au progrès de l'agriculture, c'était dans les institutions et dans les lois qu'elle trouvait des obstacles réels et le comité qui s'était heurté à des abus, qui avait aperçu des réformes à réaliser, avait crû pouvoir se consacrer à cette nouvelle tâche « dans le secret et la confiance de l'administration ».

Pour « sonder plus avant dans les plaies de l'Etat », et mieux connaître les besoins des campagnes, il devait s'adresser aux intéressés ; mais « la correspondance avec les intendants et les sociétés agricoles » dont parlait Lavoisier était peu active et fournissait peu de renseignements. On se mit en rapports avec le clergé, qui s'inquiétait beaucoup du sort des paysans et avait sur eux

une grande influence. Des religieux, des prémontrés et des génovéfains, des fermiers, des cultivateurs entrèrent en relations avec le comité qui possédait en 1787 plus de neuf cents correspondants.

On encouragea la fondation de comices agricoles, on étudia divers projets, on se préoccupa déjà de fonder des caisses de prêts pour les laboureurs, d'organiser dès cette époque le crédit agricole ; on s'inquiéta même de modifications moins spéciales aux campagnes, et l'on discuta par exemple le mémoire de M. de Calonne soumis aux notables.

Le comité devenait de plus en plus un conseil d'administration et de législation ; c'est ce qu'il tint à affirmer lorsque le contrôleur général, qui s'attribuait le département de l'agriculture, le reçut en 1787. « Les travaux avaient moins pour objet l'art de la culture que l'administration générale de l'agriculture du royaume ; la législation française avait besoin à cet égard de réformes importantes et pour les opérer d'une manière utile, il était indispensable de réunir aux connaissances du comité les lumières de quelques magistrats du conseil ». « Lavoisier espérait encore que le gouvernement prendrait l'initiative de la réforme. L'organisation définitive du département de l'agriculture, qui l'aurait préparée, était une dépense urgente. Le comité déjà existant pour l'administration de l'agriculture resterait un *comité consultatif*, il conserverait le privilège de désigner les nouveaux membres au choix du ministre, mais il serait *autorisé à correspondre avec les assemblées provinciales et d'arrondissement*, après avoir

été institué par arrêté du conseil, on pourrait en profiter pour ranimer les sociétés d'agriculture déjà existantes et en créer de nouvelles qui seraient les auxiliaires des assemblées provinciales.

Le 11 septembre 1787 le comité se réunissait sous la présidence du nouveau contrôleur général, le conseiller d'Etat Lambert. Les questions politiques furent écartées, le comité redevenait une annexe de l'académie des sciences. Le 18 septembre, il se sépara pour ne plus se réunir. L'année suivante, il ne figurait plus à l'almanach royal » (1).

Cette commission de savants n'avait pû réaliser ses projets généreux ; le pouvoir n'avait pas secondé ses efforts ; dans ce comité, dont les membres pourtant avaient été désignés par le gouvernement, l'agriculture perdait un puissant auxiliaire. Peut-être le gouvernement avait-il trouvé que ces académiciens exagéraient leurs attributions et voulaient s'attribuer un rôle trop large. Les campagnes devaient regretter cette disparition (2).

La société royale hérita bientôt des attributions prin-

1. Pigeonneau et de Foville. *L'administration de l'agriculture de 1785 à 1787.*

2. « Il y a cependant quelques années qu'à la suite de la calamité causée par une sécheresse extraordinaire, le gouvernement a eu la velléité de donner à l'administration de l'agriculture des soins suivis .. On avait donc rassemblé quelques savants et quelques personnes attachées aux travaux de l'administration et l'on avait formé un comité pour celle de l'agriculture.

Le tiers état du bailliage de Nemours a eu connaissance de ce comité, avec lequel plusieurs cultivateurs, quelques seigneurs et

cipales de l'administration de l'agriculture ; elle fut en effet chargée d'examiner les mémoires et de centraliser la correspondance avec les sociétés provinciales. Une ordonnance du 30 mai 1788 vint décider que la société royale serait « le centre, le lien de correspondance des sociétés d'agriculture » ; elle instituait au sein de cette société un comité « pour l'examen des *objets d'agriculture ou d'économie rurale intéressant l'administration, sur lesquels le gouvernement jugerait à propos de le consulter* ». Le contrôleur général des finances était l'intermédiaire entre le gouvernement et elle. L'agriculture avait donc enfin une sorte de représentation.

Instituées par arrêt royal et chargées de se recruter elles-mêmes, lès sociétés provinciales avaient bien un

plusieurs curés ont entretenu une correspondance, qui ne pouvait produire que beaucoup de bien.

La partie scientifique et pratique de l'agriculture n'était pas l'objet spécial des travaux du comité ; il ne s'en occupait que relativement aux encouragements et à la protection qu'elle a droit d'attendre du gouvernement, mais *on y attaquait toutes les lois nuisibles*...

Le Tiers Etat du bailliage de Nemours avait conçu la plus grande espérance de cet établissement. C'est avec une véritable douleur qu'il a vu que les fonctions en avaient été supprimées... et que le gouvernement, paraissant borner à la société Royale tous ses soins, semblait indiquer que si la science et la pratique de la cultivation ne lui sont pas devenues indifférentes, il ne prend plus le même intérêt à *la législation, et croit pouvoir abandonner l'agriculture à tous les abus et à toutes les oppressions*... Il paraît au Tiers Etat de Nemours que *c'est moins le savoir que le pouvoir, dont ils auraient besoin, qui manque à nos cultivateurs* ». Cahiers des sénéchaussées et bailliages, Etats généraux de 1789. *Archives Parlementaires*, t. IV, p. 191.

peu le caractère d'une délégation officielle et la société royale d'agriculture, qui sans doute n'était pas l'émanation de ces assemblées, mais était chargé de parler en leur nom et jouissait aussi du privilège de se recruter elle-même, obtenait droit d'accès auprès du gouvernement et se trouvait constituée en comité consultatif.

Cette société s'inquiéta vraiment de remplir sa mission et d'intéresser les pouvoirs aux besoins des campagnes. Elle parla maintes fois au nom des laboureurs, se recommandant d'eux et l'administration ne fut pas seule à recevoir ses suppliques et ses réclamations. C'est ainsi que par ses soins le 24 octobre 1789 était présenté à l'Assemblée nationale un mémoire du duc de Charost « sur les abus qui s'opposent au progrès de l'agriculture et sur les encouragements qu'il est nécessaire d'accorder à ce premier des arts » (1).

1. On y lisait, notamment : « La Société Royale d'agriculture, devenue par la protection d'un roi citoyen, le centre de toutes les connaissances et de tous les encouragements relatifs à l'économie rurale, doit porter à l'Assemblée nationale l'hommage respectueux des cultivateurs, elle doit être l'organe de leurs vœux.

« La liberté, l'intérêt de la propriété, la facilité d'acquérir, les encouragements propres à accroître la reproduction nationale, tel a été le but de la société et de ses correspondants de toutes les provinces. C'est sous ce point de vue qu'elle réclame avec confiance de l'Assemblée nationale un décret contenant les principaux points du Code rural. La société s'en rapporte au surplus à la sagesse des représentants de la nation pour modifier, rectifier et perfectionner les projets qu'elle ne s'est permis de soumettre à l'Assemblée nationale que dans la vue de concourir à préparer ses déterminations et à ménager ses instants précieux.

« En conséquence la Société Royale d'agriculture propose, au

Un décret du 27 septembre 1791 allait modifier cette organisation une première fois, il supprimait les Chambres de commerce et ne permettait plus aux sociétés agricoles de subsister qu'en s'isolant et en devenant sociétés départementales. La loi du 8 août 1793, qui portait suppression de toutes les sociétés savantes, allait porter le plus rude coup et ruiner, en faisant disparaître la société royale d'agriculture, les espérances que les campagnes avaient pu fonder sur elle.

C'est sur cette première ébauche de vraie représentation que devait se clore le XVIII^e siècle. Pourtant nous devons mentionner encore une décision prise par l'Assemblée nationale et noter l'essai tenté par Bénézech. Le 2 septembre 1789, le baron de Marguerites proposait à l'Assemblée d'établir un comité d'agriculture et de commerce, qui serait chargé de lui préparer toutes les questions concernant l'agriculture et le commerce, dont elle devrait s'occuper. Il recevrait en même temps la mission de rédiger sur chacun de ces sujets un rapport qu'on discuterait après la constitution.

« L'Assemblée délibéra sur cette proposition et décréta

nom des cultivateurs, de décréter les articles suivants: ... (suivent 20 articles et l'indication de 3 modes d'encouragement: utilité d'honorer les laboureurs, de fonder une caisse de prêt, de créer une société d'agriculture pratique dans chaque département ou arrondissement « laquelle correspondrait avec celle de la province et celle de la province avec celle de Paris »).

Mémoire sur les abus qui s'opposent aux progrès de l'agriculture et sur les encouragements qu'il est nécessaire d'accorder à ce premier des arts, déposé par le duc de Charost. *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. IX, p. 515 et 523.

qu'il serait formé un comité d'agriculture et de commerce qui s'occuperait, dès à présent, de tous les objets relatifs à ces deux sources fécondes de la prospérité publique, pour en faire le rapport après la constitution et lorsque l'Assemblée pourrait se livrer à cette portion de ses travaux ».

Nous n'aurions point parlé de cette commission, si les membres eussent dû en être choisis parmi les députés, mais l'Assemblée nationale décidait en même temps qu'ils seraient *élus par les intéressés* et que chaque généralité devrait être représentée dans le comité par un député. Les agriculteurs comme les commerçants allaient donc être appelés à former un conseil de législation (1).

Ce n'était plus ainsi un corps provisoire, à mission temporaire et strictement déterminée, que Bénézech devait plus tard établir; et si l'organisation qu'il créait n'avait pas pour base l'élection et reposait sur la désignation gouvernementale, il la faisait du moins plus complète, en ne la bornant pas à un corps central et en l'établissant permanente. Le 27 avril 1791, un décret avait réuni les services de l'agriculture au ministère de l'intérieur, ils devaient avoir dans ce département une administration tout à fait distincte et former désormais et définitivement un bureau spécial (2).

Le 12 brumaire an IV (1796), Bénézech était appelé à réorganiser, à répartir les travaux dans l'intérieur des

1. *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, tome VIII, page 548.

2. La Convention nationale elle-même avait établi dans son sein un comité n° 13 d'agriculture et des arts, doublé d'une commission exécutive d'agriculture et des arts.

départements et il chargeait la 4^e division de se consacrer exclusivement au service de l'agriculture. Avec l'aide de cette administration, il créait dans les premiers mois de l'an V (1797) auprès de lui un bureau consultatif d'agriculture, dans lequel il appelait à siéger *les hommes les plus versés dans la science et la pratique agricoles*.

Lui-même, voulant résumer son œuvre et exposer d'un mot ce qu'il avait fait dans l'intérêt des campagnes, écrivait : « J'ai nommé des correspondants, parmi lesquels plusieurs représentants, qui adressent à mon ministère leurs vues et le résultat de leurs expériences. Leur correspondance est soumise à un *bureau consultatif d'agriculture* et tout ce qu'on peut en extraire d'utile est imprimé dans *le Cultivateur* ». On s'y occupait peut-être encore plutôt d'agronomie que de législation rurale, mais il y avait là cependant une nouvelle tentative, étroite encore, mais heureuse, de représentation. Bénézech ne devait pas avoir le temps de démontrer l'utilité de cette nouvelle institution et d'en expérimenter les avantages; il tombait le 28 messidor an V (1797).

Si les applications avaient été rares, les projets du moins avaient été nombreux et les théories fréquentes. A côté de réformes purement politiques et générales, on avait vu défendre dans certains écrits et par certains hommes politiques divers systèmes d'organisation spéciale pour la défense des intérêts des cultivateurs.

Ce n'était encore qu'une sorte de Conseil général que proposait de Calonne dans son mémoire sur les assemblées provinciales soumis aux notables. Les campagnes

y étaient représentées, les terriens y prenaient une place prépondérante, nous voyons que les assemblées de district recevaient en particulier la mission « de rédiger les observations apportées par les députés des communautés des campagnes », que les assemblées supérieures devaient « proposer les chemins et canaux pouvant servir à la circulation et faire connaître les besoins des divers cantons de la province », toutes choses fort intéressantes pour l'agriculture, mais il n'y avait encore là qu'un corps politique, dont la mission principale était de répartir les charges locales.

Turgot, lui, n'avait pas eu l'intention de recommander au Roi de créer une représentation de l'agriculture, lorsqu'en 1775, il lui avait présenté son mémoire sur les municipalités; il rêvait seulement de Conseils administratifs préoccupés surtout de prévoir les tableaux publics et de mieux répartir l'impôt; pourtant il faisait aux paysans une large place dans cette organisation nouvelle. En n'admettant que des propriétaires terriens dans ces assemblées des villages, chargées aussi d'éclairer le roi « sur leurs besoins et leurs facultés », il « appelait les propriétaires des terres à la participation qu'il leur croyait due dans l'administration du pays », ainsi que disait Dupont de Nemours; mais surtout il leur permettait de s'exprimer par « la municipalité royale », émanation un peu lointaine des assemblées municipales et qui devait constituer auprès du pouvoir comme une sorte de délégation permanente d'États perpétuels, aux lumières desquels le Roi pouvait avoir recours pour connaître exactement l'état de ses sujets.

Quelle eut été l'influence de ces conseils politiques sur l'amélioration du sort de la classe agricole ? Il est permis de supposer qu'elle n'eût pas été considérable, si l'on eut dû se borner, comme le voulait Turgot, « à leur faire demander les réformes que le Roi aurait déjà projetées et à leur faire proposer le remplacement des impôts onéreux que le Roi aurait eu l'intention de changer ».

Pourtant, « en éclairant le pouvoir sur les besoins de chaque lieu », en renseignant les bureaux de Versailles, — qui, jusque-là, si l'on en croit Necker, « voulaient gouverner la France du Béarn à la Flandre et de Marseille à Strasbourg, sans savoir ce qui se passait en province » —, eussent-ils pû provoquer certaines réformes utiles et réaliser certains désirs ignorés des classes agricoles. Les services rendus par les assemblées provinciales « simple anneau de la chaîne que Turgot avait conçue » le laissent du moins espérer.

D'autres, et depuis longtemps, avaient rêvé, souhaité, proposé, défendu quelque institution plus spécialement chargée de veiller au bien-être des campagnes et de parer à leurs besoins. Dès 1727, de Boulainvilliers (1) reprochait au gouvernement l'insuffisance notoire de son système d'information et proposait d'établir dans les paroisses des chambres ou des conseils qui seraient chargés de recueillir les renseignements statistiques, *de donner des avis* et de dresser tous les ans, fin octobre, un tableau des récoltes.

1. Mémoires présentés à Mgr le duc d'Orléans, Régent de France par le Comte de Boulainvilliers. A la Haye et à Amsterdam, MDCCXXVII.

* La crainte de la famine et le désir de prévenir les disettes inspiraient bien un peu les réformes qu'il proposait, mais il cherchait surtout dans une organisation nouvelle le moyen de venir en aide « au même peuple, dans lequel on trouve les laboureurs et les vigneron, et qui est plus utile à un Etat que les riches, puisque c'est lui qui fait tous les ouvrages pénibles ».

Il se préoccupait sans doute de faire mettre en réserve les blés du royaume, mais surtout il remarquait que « le conseil du commerce protégeait les commerçants auprès du Roi, mais qu'il ne fournissait pas d'argent aux fermiers et laboureurs pour leur donner moyen de mieux cultiver les terres et parvenir à d'abondantes récoltes ». Aussi c'est « *à l'effet de protéger et soutenir l'agriculture* » qu'il demande au prince « d'établir à Paris, par commission, six personnes avec le titre de conseiller d'Etat, grands trésoriers du commerce, cette direction générale pouvant faire statuts et règlements pour le bien et l'avantage de son commerce, d'établir *en chaque ville et paroisse* du Roiaume, autre que celle de Paris, une chambre ou bourse commune et direction particulière tant des affaires de la communauté de chaque paroisse que de l'agriculture et commerce qui s'y font ».

Ces chambres qu'auraient composées un syndic perpétuel, un syndic élu par les habitants, un commissaire inspecteur de l'agriculture et un agent trésorier, auraient eu pour mission d'entretenir une correspondance régulière avec la direction de Paris, afin que celle-ci « eut connaissance de l'état de fabriques et de l'agriculture pour

pouvoir à point nommé y répandre de l'argent à ceux qui en auraient besoin ».

Boulainvilliers voulait surtout procurer aux campagnes une aide pécuniaire ; il projetait même d'organiser dans les paroisses des caisses de secours, constituées avec les prélèvements opérés sur les salaires, mais l'agriculture eut trouvé dans cette institution un autre appui ; la Direction générale, renseignée par les chambres locales sur les besoins des populations agricoles, confidente de leurs maux et de leurs désirs, ne se fut pas contentée de leur envoyer quelque argent, elle eut souvent sans doute usé de son pouvoir réglementaire pour présenter au roi certaines réformes réclamées par les campagnes, « en suppliant très humblement Sa Majesté de les confirmer ». On eut eu dès cette époque comme un premier essai de chambres agricoles et d'un conseil supérieur de l'agriculture (1).

En 1785, Mercier aura moins d'exigences, et après avoir déploré « que l'agriculture soit extrêmement négligée en France », il souhaitera seulement que, tous les ans, des lettres de noblesse soient distribuées aux laboureurs et que soit instituée « une commission com-

1. Dans son désir « d'instruire le prince de tout ce qui est bon à faire dans l'Etat » Boulainvilliers demandait « d'inviter tout le monde à proposer des vues et des projets utiles avec promesse de récompenser tous ceux qui seraient jugés tels. Quelques personnes sages, éclairées, fidèles pourraient être chargées de les examiner, d'en recueillir l'utile et de le présenter à S. A. R. en la forme qui conviendrait le mieux ».

posée d'hommes intelligents et éclairés dans cette partie et qui en embrassent tous les rapports » (1).

C'est également à cette simple institution d'une commission supérieure auprès du pouvoir que plusieurs politiques borneront leur projets, Necker, dans son premier ministère, ne concevra guère l'idée que d'un bureau central, chargé de recueillir les renseignements sur les divers faits économiques et de se documenter notamment sur la marche de l'agriculture, le progrès des défrichements, l'état des cultures. Encore cherchera-t-il moins à s'éclairer sur les besoins des campagnes qu'à réunir les éléments d'une bonne statistique économique (2).

De même, lorsque Roland, ministre de l'intérieur, cherchera les moyens de favoriser l'agriculture, il ne se préoccupera pas d'organiser les travailleurs des champs et de leur faciliter l'accès des pouvoirs, il songera seulement à créer dans son département un service spécial auquel il confiera la mission d'étudier les diverses questions agricoles. Déposant son projet de budget de dépenses pour 1793, il demande à la Convention de former un bureau de six personnes pour traiter uniquement les questions relatives à l'agriculture.

Examiner tous les mémoires adressés aux ministres sur ces matières, suivre les progrès agricoles, dresser le tableau des progrès à réaliser, des améliorations à intro-

1. L'observation du pays et du royaume, par Mercier, auteur du tableau de Paris, du Bonnet de nuit, etc. Londres, 1785.

2. Manguin. *Etudes historiques sur l'administration de l'agriculture en France*, page 408.

duire « dans toutes les parties qui pourraient intéresser cette industrie », voilà quel serait le rôle du nouveau bureau.

Bien que Roland se fut évertué à chanter les paysans et à célébrer les laboureurs, et que son rapport eut pris la forme charmeuse d'une riante bucolique, s'égarant « sur des tapis toujours émaillés de fleurs, dans l'ombrage des forêts, dans des vergés chargés de fruits, des champs couverts de moissons, chez ces heureux habitants des campagnes, pour lesquels chaque saison prépare de nouvelles jouissances et qui parviennent aux portes du trépas, ayant réuni par des fleurs les deux extrémités de la vie », l'assemblée n'accorda pas les crédits nécessaires à la création de cette utile institution. Des laboureurs aussi heureux ne pouvaient guère éveiller d'inquiètes sollicitudes et réclamer d'aide secourable.

Au contraire des précédents, d'autres amis de l'agriculture s'inquiétaient moins de créer à Paris ou à Versailles des bureaux où se centraliseraient les renseignements ; ils se préoccupaient davantage de perfectionner les moyens d'obtenir les renseignements des intéressés eux-mêmes. En 1875, M. de Sutières-Sarcey déposait sur le bureau de l'*administration de l'agriculture* un mémoire dans lequel il proposait la nomination d'un certain nombre d'agronomes ambulants. Ces agents nouveaux, dirigés par un inspecteur général de l'agriculture, auraient reçu la mission spéciale d'aller par les campagnes et d'*éclairer l'administration sur les besoins des cultivateurs* ; en même temps, ils auraient parmi les paysans répandu des connaissances utiles.

C'est à ce désir d'interroger les laboureurs eux-mêmes et de connaître d'eux plus directement les réformes souhaitables qu'obéissait Lavoisier en 1787, lorsqu'il proposait de convoquer aux réunions de l'administration de l'agriculture des délégués des départements. « Ce serait dans ces séances, écrivait-il, que les grands intérêts de l'agriculture nationale pourraient être discutés contradictoirement avec ceux des finances et du commerce et que l'administration, après avoir éclairci les questions par une discussion approfondie et avoir entendu les *diverses parties intéressées*, pourrait prendre des décisions en connaissance de cause, arrêter des projets de lois et les rapporter ensuite au conseil du roi, qui deviendrait alors un conseil d'agriculture, de finances et de commerce ». N'était-ce pas là l'embryon d'une vraie représentation avec ses organes nécessaires ?

Plus tard, François de Neufchateau, ministre de l'intérieur, pour recevoir les mêmes avis et les mêmes renseignements, ne devait pas créer une organisation nouvelle, mais utiliser les services des sociétés libres. Il les chargea de communiquer avec son département et de lui dresser un juste tableau de l'état de l'agriculture et lui-même leur fit tracer un plan de travaux et d'études.

Mais les projets de Gournai valaient peut-être encore mieux que tous ceux-là. Dès 1755, Gournai, qui devait l'année suivante présider à la constitution de la première société d'agriculture à Rennes, avait eu le dessein de donner aux campagnes une vraie représentation. Dès cette époque, il en avait eu la conception nette et complète. A la base, il désirait des représentants éclairés,

dont le gouvernement aurait des renseignements exacts sur la situation et les besoins de l'industrie agricole et qui tiendraient eux-mêmes les cultivateurs au courant des découvertes de la science.

Mais en haut, il voulait à Paris instituer, pour l'agriculture spécialement, une assemblée économique, centrale, analogue au conseil de commerce fondé par Colbert et réorganisé par Chamillart et Desmarests. Il y eut réuni les plus intelligents des cultivateurs et les savants de la France entière. Une mort trop prompte l'empêcha de réaliser cette grande œuvre ; s'il eut vécu plus longtemps, peut-être l'agriculture eut-elle bénéficié, dès cette époque, d'une représentation, à laquelle il n'eut manqué pour être parfaite que de reposer sur l'élection et d'émaner des libres suffrages des laboureurs consultés.

Comme bien on pense, les théoriciens et les ministres n'étaient pas seuls à se préoccuper de ces questions, et le monde des campagnes, qu'elles intéressaient directement, n'avaient garde de les négliger. Les laboureurs devaient, les premiers, chercher à sortir de leur isolement et songer à organiser la défense de leurs intérêts compromis. La grande consultation nationale, qui précéda les Etats généraux de 1789, allait leur fournir l'occasion de manifester leurs sentiments, d'exprimer leurs vœux, de révéler leurs besoins, d'exposer leurs revendications.

Comme autrefois, un certain nombre se contentèrent d'énumérer leurs maux et de proposer les remèdes nécessaires à quelques abus spéciaux. En Anjou (1) comme

1. La situation des campagnes angevines et leurs besoins tien-

en Artois (1) ou dans la sénéchaussée de Draguignan (2) nous voyons le Tiers proposer des réformes d'ordre divers réclamées par les laboureurs ; il demande l'organisation de l'assistance médicale dans les campagnes, la réforme des fermages, l'extension des baux, la substitution à la bataille en argent d'une imposition en nature, la réforme générale des impôts.

Mais certains appels ont été plus pressants que d'ordinaire, certaines convocations aux assemblées, dans lesquelles devaient s'élaborer les cahiers des villages, ont paru remplies d'une sympathie plus vive, d'une sollicitude plus émue : « Portion chérie de la nation ! Vous, dont les soins utiles font fleurir nos campagnes et dont les moissons alimentent nos villes, éclairez-nous sur toutes les ressources qui manquent pour le bien de l'agriculture ; indiquez-nous les moyens de vous favoriser... ! »

nent une place *considérable* dans les vœux adressés par les trois ordres de la sénéchaussée d'Anjou aux Etats Généraux de 1789. L'agriculture était l'objet des vœux spéciaux du Tiers Etat, qui demandait notamment la suppression des impôts-génants et l'assistance médicale. Anjou. Baudrillart : *Populations agricoles de la France*.

1. Deux documents nous renseignent sur l'Artois, l'une antérieur aux Etats Généraux « Avis aux députés des trois ordres de la province d'Artois, pétition en faveur des laboureurs artésiens » ; l'autre est un résumé des vœux consignés dans les cahiers du Tiers.

2. Cahiers des doléances des communautés de la Sénéchaussée de Draguignan en 1789. Les communes d'Aups, Bargème, Draguignan, Lorgues, Le Luc, Ramatuelle, Verignon, Taradéau, Villecroze sollicitent des réformes.

Enhardis par d'aussi touchants témoignages d'intérêt, pressés par le besoin, instruits par l'organisation du commerce, travaillés par les essais déjà tentés, par les projets esquissés déjà, les laboureurs vont proposer des réformes générales et réclamer l'organisation de leur classe.

Les uns, comme ceux de la commune du Luc, vont demander seulement qu'on « établisse, dans tout le royaume des Etats particuliers analogues à ceux du Royaume, pour que l'agriculture, l'industrie, le commerce reçoivent la protection qu'ils méritent », mais les autres vont solliciter une représentation agricole spéciale : « Sire, des milliers de vos sujets mouillent encore de leurs larmes les marches de votre trône ! »

Le tiers Etat du bailliage de Nemours ne peut constater sans surprise « qu'il y ait depuis cent vingt ans une multitude d'établissements formés en France pour l'administration du commerce et que l'agriculture n'ait encore ni administrateurs ni représentants. »

« Il n'y a guère plus d'un an qu'au titre du Conseil de commerce on joint ces mots : et de l'agriculture, mais aucune affaire relative à l'agriculture n'y a été rapportée. Cependant la France est un royaume agricole ! » Il y eut bien un essai, « le tiers-état du bailliage de Nemours avait conçu la plus grande espérance de l'établissement de l'administration de l'agriculture, mais c'est avec une véritable douleur qu'il a vu que les fonctions en avaient été supprimées et que le gouvernement ne paraissait plus prendre le même intérêt à la législation

et croyait pouvoir abandonner l'agriculture à tous les abus et à toutes les oppressions. »

Les Etats Généraux ont de grands pouvoirs, ils peuvent rendre d'éminents services, mais « ils ne sont pas perpétuellement existants », il faut qu'ils laissent cette fois une administration derrière eux, qui s'occupe des campagnes, car « nulle portée des travaux humains n'est aussi importante que l'agriculture. » Et le tiers réclame une organisation spéciale : un conseil dans lequel l'agriculture ne serait pas subordonnée au commerce ; un intendant propre, chargé de protester contre les lois nuisibles aux laboureurs et de proposer celles qui leur seraient utiles. Il veut de plus à côté de cet intendant une sorte de comité supérieur, chargé de l'aider et de le conseiller et il demande que la Société Royale complétant tout cet organisme devienne l'inspiratrice habituelle de cette administration (1).

C'est encore à la création d'un conseil supérieur que songe le tiers Etat de la sénéchaussée du Maine, lorsqu'il sollicite « l'établissement d'un bureau d'agriculture et de commerce », qui serait composé de douze membres et placé sous la présidence d'un secrétaire d'Etat. A côté d'anciens négociants, on y appellerait des cultivateurs distingués, qui s'occuperaient de tous les renseignements relatifs à l'agriculture, « solliciteraient l'abolissement des lois ou traités nuisibles à l'agriculture, leurs modi-

1. *Archives parlementaires*. Cahiers des sénéchaussées et bailliages. Etats Généraux, 1789, tome IV, page 191.

fications et l'examen de nouveaux traités, qui se trouveraient avantageux (1) ».

« C'est moins le savoir que le pouvoir dont ils auraient besoin, qui manque à nos cultivateurs » disait le tiers du bailliage de Nemours. D'autres cherchèrent surtout à augmenter ce pouvoir, cette autorité, cette influence, cette puissance des travailleurs des champs.

« S'il fallait faire l'éloge de quelque gouvernement, c'est celui de Suède qu'il faudrait prôner, avait écrit autrefois Diderot. C'est le seul où les paysans, c'est-à-dire les trois quarts d'une nation et cette partie précieuse, qui nourrit et défend la patrie, soient comptés pour quelque chose; ils font le quatrième ordre du royaume et l'on ne décide pas du bien public sans les avoir consultés » (2).

Cette institution tant vantée par le philosophe langrois avait au moins l'avantage de cadrer avec l'organisation du moment et de s'harmoniser avec les cadres de la société divisée en ordre. Elle devait apparaître peut-être comme plus simple, comme plus pratique, moins neuve, moins révolutionnaire, aussi la trouvons-nous défendue, réclamée dans maints cahiers des bailliages.

« Pourquoi cette classe immense de journaliers, de salariés, sur lesquels portent toutes les révolutions physiques, toutes les révolutions politiques, cette classe

1. *Id.* tome III, page 647.

2. Correspondance littéraire, philosophique et critique adressée à un souverain d'Allemagne depuis 1753 jusqu'à 1769, par le baron de Grimm et par Diderot, 1^{re} partie, tome II, page 89. Lettre du 15 septembre 1756.

qui a tant de représentation à faire serait-elle rejetée du sein de la nature ? *Pourquoi n'aurait-elle pas de représentants propres ?* » (1).

Cela, les laboureurs l'avaient aussi pensé ; nous ne sommes donc pas surpris de les voir insister pour nommer des députés spéciaux, qui représentent seulement les campagnes. « Qu'on ajoute auxdits trois Etats celui des paysans, comme il se pratique en Suède » demande la communauté de Montigny-en-Ostrevent, de l'intendance de Flandre (2).

« Nous demandons à ce qu'on nous rende nos anciens Etats et qu'on y ajoute un quatrième ordre, savoir l'ordre des paysans, comme il se pratique en Suède » disent les laboureurs du village d'Estrées, du bailliage de Douai (3). Le même vœu se trouve reproduit dans les doléances, plaintes et remontrances de la commune d'Hamelle (4), dans les plaintes, doléances et remontrances des manants et habitants du village de l'Ecluse (5), d'Etaing (6) et de Dury de la gouvernance de Douai (7).

1. Cahier du quatrième ordre des pauvres journaliers, des infirmes, des indigents etc., l'ordre sacré des infortunés etc. pour suppléer au droit de députer directement aux Etats Généraux, ce qui appartient à tout français, mais ce dont cet ordre ne jouit pas encore, par M. du Fourny de Villiers, Hotel de Cluny, Rue Neuve des Mathurins, 25 avril 1789. — Cité par John Labusquière. — *Les paysans et la Révolution française*.

2. *Archives parlementaires*. Cahiers, etc, tome III. page 283.

3. *Id.*, page 232.

4. *Id.*, page 233.

5. *Id.*, page 235.

6. *Id.*, page 237.

7. *Id.*, page 238.

La noblesse même parfois sollicite cette réforme, mais c'est autant dans son esprit pour détruire l'influence « des notaires, avocats, procureurs, gens de pratique, médecins ou chirurgiens » qui trop souvent parlaient au nom du tiers Etat, que pour servir les intérêts des classes agricoles (1).

C'est à cette organisation d'un ordre nouveau, constitué seulement par la population des campagnes, c'est à la formation d'une quatrième classe, qui comme les trois autres aurait le pouvoir de déléguer par intermitteuce aux sessions d'Etat, des députés propres chargés de parler en son nom et de voter sur toutes propositions même d'ordre général, que se bornent presque tous les désirs des paysans.

Il en est peu qui conçoivent alors l'idée d'une repré-

1. « Création d'un 4^e ordre — qu'il soit créé et établi un 4^e ordre, qui sera composé de tous les habitants des paroisses de campagne, de quelque profession qu'ils soient, à l'exception seulement de ceux déjà compris dans les trois autres ordres, savoir nobles, ecclésiastiques et notamment les huissiers et praticiens, lesquels seront appelés à l'ordre proprement dit du tiers-état. . . ; lequel 4^e ordre, sous le nom d'*ordre des paysans*, députera et sera représenté, ainsi que l'ancien ordre du tiers Etat, par un seul député par chaque députation et pourra choisir ses députés et représentants dans tous les ordres, pourvu qu'ils ne soient ni notaires, ni avocats, procureurs, gens de pratique, médecins ni chirurgiens : alors le corps des Etats, ayant quatre voix au lieu de trois, les décisions passeront à la pluralité, et, en cas de partage, il n'y aura pas de décision ».

Cahier des pouvoirs et instructions de l'ordre de la noblesse du bailliage de Gien, remis à M. de Villiers, élu député pour les Etats généraux. — *Archiv. Parlement.*, *Id.*, p. 400.

sensation spéciale permanente, en dehors des assemblées politiques. Et les bailliages sont rares, qui, comme celui de Lille, demandent vraiment, dès 1789, dans leurs cahiers « l'établissement de *chambre d'agriculture* pour les campagnes, à l'exemple des chambres de commerce, auxquelles toutes les lois concernant l'agriculture seraient préalablement envoyées ».

Les chambres d'agriculture ! Voici donc que leur nom apparaît pour la première fois et que derrière ce terme nouveau se cache la vraie réforme ; que l'on satisfasse ce vœu des gens du bailliage de Lille, qu'on leur donne le droit d'élire eux-mêmes les membres de ces chambres qu'ils réclament, qu'on précise le droit d'initiation de ces nouveaux conseils agricoles et on aura réalisé dès cette époque ce que demandent encore vainement aujourd'hui les propositions soumises à notre Parlement.

Dix-neuvième siècle

La Révolution a fait s'évanouir les vains systèmes, les savantes théories et les timides essais ; poussé par la misère, par la faim, fatigué de ses longues supplications, le peuple des campagnes s'est rué à la conquête de ses droits pour la grande « translation de propriété ». Les Jacqueries se sont succédées ; on n'a plus eu recours aux suppliques ; il s'est bien agi de réclamer la création d'un conseil supérieur ou de solliciter l'autorisation de déléguer quelques députés, chargés d'intéresser le gouvernement aux besoins du « bas pays » ; le peuple a lui-même opéré ses réformes, par la violence.

Au lieu de réclamer la suppression d'impôts trop lourds pour l'agriculture, on a jeté à l'eau les agents du fisc, qui se présentaient pour les percevoir, et plutôt que d'implorer une refonte des fermages, on a brûlé les châteaux et réduit en cendres les vieux livres où s'inscrivaient les rentes et les servitudes.

Puis, peu à peu l'ordre s'est rétabli ; beaucoup qui ne possédaient pas sont devenus propriétaires ; les vieux cadres se sont élargis ; une nouvelle classe agricole s'est formée qu'il va falloir organiser et dont il faudra défendre les intérêts.

Les auteurs vont moins écrire sur la représentation de l'agriculture, mais les hommes d'Etat vont à leur tour proposer leurs solutions à cette question importante et chercher à réaliser cette vieille réforme tant désirée. Parfois quelque théoricien, se rappelant les doléances des bailliages et des sénéchaussées, se fera l'interprète « des vœux libres et sans passions de la plus saine partie de la France » et demandera que « chaque collègue électoral puisse rédiger encore des cahiers pour faire connaître des griefs, des abus ou des vues d'utilité publique et que le législateur soit *tenu* d'en connaître et d'en délibérer en public, parce que c'est sur la matière agricole qu'il importe surtout qu'il y ait un centre d'unité, vers lequel de tous les points du royaume, on transmette des éclaircissements relatifs » (1).

Mais, à défaut des écrivains, les gouvernements vont

1. *Histoire de l'Agriculture française* par J. B. R. Delabergerie, membre de plusieurs sociétés savantes nationales et étrangères, ancien préfet, 1815.

se préoccuper de la question et les systèmes succédèrent aux systèmes à mesure que les ministres se remplace-
rèrent au pouvoir. Les uns demanderont aux sociétés
agricoles les éléments de la nouvelle représentation ; les
autres croiront devoir créer des organes spéciaux : con-
seils, chambres, comités (1).

Sociétés.

En mai 1798 (prairial an VI), grâce à François de Neuf-
chateau, l'ancienne Société Royale avait été reconsti-
tuée ; partout du reste les anciennes associations agri-
coles supprimées en 1793 commençaient alors à se refor-
mer. Elle avait pris le titre modeste de « Société libre
d'agriculture du département de la Seine ». Mais en
1804, après la proclamation de l'Empire, elle allait revê-
tir un caractère officiel.

Par un décret en date du 25 août (7 fructidor an XII)
Napoléon I^{er} l'autorisait en effet à prendre le nom de
« Société impériale d'agriculture » et décidait qu'elle se
composerait de soixante membres résidants. Le 28
décembre suivant, le ministre de l'intérieur, sous la sur-
veillance duquel elle était placée, fixait son règlement
intérieur. Elle était chargée de veiller au progrès de
l'industrie agricole et on lui donnait, comme autrefois

1. Pour toute cette nouvelle partie historique, des renseigne-
ments précieux m'ont été fournis par les savantes, *Etudes histori-
ques sur l'administration de l'Agriculture en France* de Mauguin,
1876-77.

à la société Royale sous Louis XVI, la mission de correspondre sous le couvert du ministre, avec les sociétés départementales ; pour augmenter même ses rapports avec la province, on permettait aux préfets d'assister à ses séances, lorsqu'ils se trouveraient à Paris.

La Restauration ne fit que modifier son titre, mais lui conserva ses attributions ; une ordonnance du 4 juillet 1814 l'instituait Société Royale et une circulaire du 28 février 1815 rendait obligatoire et régulière les correspondances des sociétés départementales d'agriculture avec elle. Ces sociétés devaient chaque année lui présenter leurs observations *sur les améliorations dont l'industrie agricole était susceptible* et la société centrale à son tour devait résumer leurs communications dans un rapport à l'administration.

C'est surtout des petites associations de cette nature que devait s'occuper plus tard M. Decazes en 1819. Le 14 août, il demandait aux préfets d'en constituer une par arrondissement, qui s'occuperait d'études théoriques, tandis qu'à côté dans chaque canton les comices feraient de la pratique agricole ; la société du chef-lieu devait servir de centre commun à toutes celles du département et se tenir en rapports réguliers avec elles.

Puis les gouvernements s'inquiètent moins de hiérarchiser et d'organiser ces associations ; ils se bornent à consacrer leur importance en prenant souvent dans leurs rangs les membres des conseils officiels de l'agriculture et à favoriser leur développement en leur accordant des subventions. Ce sont, à plusieurs reprises les agriculteurs, membres de ces sociétés qui vont essayer d'en augmen-

ter l'influence et de les employer à la défense plus active et plus puissante de leurs intérêts.

Pour avoir des organes accrédités de leurs besoins, la Bretagne et la Normandie forment des associations générales à session annuelle, qui discutent les questions théoriques et pratiques intéressant leurs campagnes. En 1843, les producteurs du Nord prennent une plus large initiative et émettent l'idée d'un congrès général, qui deviendrait l'organe des intérêts agricoles de la France entière. Une commission est nommée. L'administration autorise la réunion qui se tient en 1844 dans une salle du Luxembourg.

Sur sept cents associations, cent trois seulement y sont représentées par cent trente délégués, auxquels se sont joints des agronomes et des députés et l'on se sépare en nommant une commission permanente chargée de préparer une nouvelle session. Les réunions se continuent les années suivantes.

Puis, après la loi de 1851 organisant une représentation de l'agriculture est intervenu le décret de 1852, modifiant cette institution. Les agriculteurs insuffisamment protégés, vont se liguier eux-mêmes par la défense. En Sologne, ils se réunissent à la fin de 1858 et demandent au gouvernement de constituer un comité central agricole de leur province, qui se réunirait sous son patronage et serait chargé de l'éclairer sur les besoins de l'agriculture locale.

Les préfets des trois départements intéressés vont s'associer au vœu des populations rurales et un arrêté du 25 juin 1859 institue le comité désiré, qui se composera

de tous les présidents et vice-présidents des associations agricoles de la circonscription, des ingénieurs en chef chargés des travaux d'améliorations et de différents membres choisis par le ministre parmi les savants ou agriculteurs distingués.

Pendant treize ans, ce comité peut exercer en Sologne une heureuse influence. Le gouvernement le consulte sur le tracé des routes dont il a proposé la création, sur les travaux de canalisation pour l'assainissement du pays, sur les améliorations nécessaires ; ses avis sont toujours suivis. Mais, après la chute de l'Empire, des préoccupations politiques viennent l'envahir et le détourner de l'examen des questions économiques qui lui sont confiées et en 1873, un arrêté en prononce la dissolution ; l'administration lui enlève son caractère officiel et ne lui permet plus que de se reconstituer en société libre.

Ce n'est qu'une société libre aussi, mais plus large, puisqu'elle ne se borne pas à grouper les intérêts d'une province et veut défendre ceux de toute l'agriculture française qui vient alors de se fonder en 1868 sur les débris de l'ancien Congrès agricole, disparu depuis 1852. Un congrès ne paraissait plus suffisant aux agriculteurs, ils veulent une association et ils forment la Société des Agriculteurs de France. Deux arrêtés l'autorisent en 1870 et un décret de 1872 la reconnaît d'utilité publique.

On sait quelles proportions elle a prises depuis et quels services elle a déjà rendus à la cause des travailleurs des champs (1). Non contente d'instruire, de ren-

1. Nous nous réservons de parler, dans la troisième partie de

seigner, de conseiller, d'organiser les cultivateurs, elle a, dans ses sessions annuelles, dans ses congrès étudié toutes les grandes questions agricoles et malgré son caractère privé, nous savons combien de fois elle est intervenue par des délégations auprès des pouvoirs publics pour défendre les intérêts des campagnes et appuyer de son influence autorisée les réformes réclamées par les populations rurales.

Conseils. Chambres d'agriculture.

Grâce à Bénézech, nous l'avons dit, un bureau consultatif d'agriculture avait été constitué près du ministre. Sous des formes diverses, avec des titres différents cette institution sera conservée par la plupart des ministres, qui se succéderont au pouvoir. Elle est presque définitivement entrée dès cette époque dans notre administration. En l'an IX (1801) Chaptal la reprend sous le titre de conseil général d'agriculture, des arts et du commerce.

Puis pour compléter ce comité central, il prescrit aux préfets de former auprès d'eux des conseils semblables qui puissent les renseigner constamment sur les mesures à prendre dans l'intérêt de ces diverses industries, et qui soient tenus de fournir un rapport annuel sur l'état de l'agriculture et des manufactures dans leur

cette étude, des syndicats agricoles et de leurs unions; ils sont aussi de merveilleux et puissants instruments de défense professionnelle, depuis 1884; certains même voudraient leur réserver le droit de représenter les populations rurales.

département. Le conseil central reçoit mission de se tenir en correspondance avec eux, avec les préfets et les autres autorités. C'est une sorte de représentation à deux degrés, accordée aux cultivateurs.

On se préoccupe même alors des intérêts de nos colons et pour leur prouver sa sollicitude, le gouvernement, par un arrêté du 23 ventôse an XI, leur donne des chambres d'agriculture, dont il se réserve seulement de choisir les membres (1).

En France, sur la demande même de l'Empereur, qui désire être exactement renseigné, des tableaux, formant un système complet d'information sont adressés aux préfets en l'an XIII ; les questions portent sur l'état de l'agriculture, sur les progrès à réaliser, sur les réformes urgentes et nécessaires. Afin de compléter ces renseignements, on recourt même à des missions agronomiques.

On s'inquiète aussi de rédiger un code rural, un projet est déposé qu'on n'adoptera passans l'avoir fait examiner par les intéressés. Des commissions consultatives sont créées pour donner leur avis sur les modifications importantes apportées à la législation ancienne et à côté des magistrats et des conseillers généraux, on y appelle des cultivateurs et des membres pris dans les associations agricoles. De 1808 à 1810, ces commissions poursuivent leurs travaux.

On ne pouvait manquer de constituer alors un conseil central auprès de l'administration supérieure. Dès l'an

1. Les chambres d'agriculture, par A. Gairal, professeur. Lyon, 1890.

XIII, on trouvait un projet de décret dont l'article premier était ainsi conçu : « Le conseil d'agriculture près le ministre de l'intérieur est rétabli ». Dans le courant de 1810, M. de Montalivet en forma un, qui est, aux termes de l'arrêté « chargé de donner son avis sur les questions d'économie rurale ou d'administration qui lui serait renvoyées » ; il se réunit une fois par mois.

L'institution nouvelle, tout en rappelant les anciens bureaux d'agriculture est en progrès sur eux, elle ne comprend plus seulement des fonctionnaires ; la moitié de ses membres, soit dix, sont choisis parmi les agronomes les plus distingués des départements. Elle apparaît comme tellement utile que Louis XVIII la conserva en 1814 sous le nom de comité des Haras, la chargeant d'étudier toutes les questions relatives aux progrès de l'agriculture. Dix agriculteurs en font encore partie.

Avec Decazes, elle va s'élargir. L'ordonnance du 28 janvier 1819 établit le conseil d'agriculture sur de nouvelles bases. Les agriculteurs qui en faisaient partie n'étaient guère assidus aux séances, leurs occupations les retenaient à la campagne ; au lieu de les obliger de siéger à Paris, on va les prendre à titre de correspondants. Leur nombre s'augmente, il y en aura quatre-vingt-six, un par département, choisis parmi les cultivateurs les plus instruits ; on ne conservera que dix résidants.

La mission de ceux-ci reste la même ; donner leur avis sur les questions de législation et d'administration, sur les projets adressés au gouvernement, présenter leurs vues sur les améliorations susceptibles d'amener des

progrès de l'agriculture. Les correspondants ont voix consultatives dans les séances du conseil, ils sont chargés « de faire connaître les besoins et les vœux des cultivateurs qui les entourent ».

L'agriculture obtient encore cette fois les éléments d'une représentation complète ; elle a pour parler au gouvernement, pour le renseigner, des intermédiaires officiels et autorisés, choisis il est vrai par le ministre, mais pris dans ses rangs et capables de défendre ses intérêts. Une circulaire du 9 février demande bientôt aux préfets de dresser une liste des candidats et les membres résidants sont désignés.

Le nombre des correspondants s'augmente ; ils sont cent trente à la fin de l'année, deux cent soixante-douze l'année suivante ; chaque arrondissement a presque le sien. Le Conseil fonctionne ainsi jusqu'en 1823. A cette époque ses pouvoirs expirent. Les membres ont été nommés pour trois ans et comme on ne les réélit pas et qu'on ne les remplace point par d'autres, le conseil doit cesser de se réunir. Il sommeille ainsi jusqu'en 1828.

M. de Martignac alors prend le ministère de l'intérieur, avec le désir sincère de favoriser et de faire progresser l'agriculture. Il rapporte avec lui de nouveaux projets, un nouveau plan d'organisation, mais il commence par faire renaître l'ancien conseil en renommant ses membres. Puis, par une série de décisions, il va le transformer et le compléter.

Il veut « pour l'intérêt du pays, pour l'intérêt bien entendu de l'industrie elle-même, que le gouvernement donne enfin à l'agriculture, ce qu'il a donné au com-

merce, c'est-à-dire ses correspondances scientifiques, ses communications administratives, ses conseils et ses protecteurs. »

Le conseil a été reconstitué, l'ordonnance du 4 février 1829 élève à quinze le nombre de ses membres. Dix jours plus tard un arrêté est pris qui rétablit les correspondants, à raison de un par arrondissement. De Martignac trouve insuffisante cette restauration des deux organismes de 1820, il crée près de chaque sous-préfecture un comité consultatif qui comprendra trois ou quatre des meilleurs cultivateurs du pays, désignés par le préfet et il institue dans chaque chef-lieu de département un conseil qui groupera les correspondants et les membres des comités d'arrondissement.

Il détermine les fonctions de ces nouveaux organes de représentation agricole : les préfets et les sous-préfets devront les consulter chaque fois qu'ils auront à répondre à des questions posées par l'administration supérieure et chaque fois aussi qu'ils voudront prendre une mesure d'intérêt local intéressant l'agriculture. Ces assemblées ne se réuniront que, lorsque pour l'une de ces causes, leur avis devra être sollicité.

L'agriculture possède la représentation officielle la plus complète que jamais on lui ait donnée. Près de la haute administration, ses intérêts sont défendus par un conseil supérieur composé de savants agronomes et renseigné par les correspondants établis dans chaque arrondissement auprès des autorités locales, elle a ses comités d'arrondissement et ses conseils départementaux dont la consultation est obligatoire.

Mais le conseil supérieur inaugure à peine ses travaux que déjà M. de Martignac quitte le ministère ; les assemblées locales ne sont point encore organisées ; l'agriculture ne profitera pas des bienfaits de la nouvelle institution.

En 1831, l'agriculture a presque son ministère spécial, son administration devient distincte des services politiques de l'intérieur. Le comte d'Argout veut lui redonner un conseil général. Mais il pense qu'à faire délibérer ainsi, séparément, les assemblées qui représentent les diverses industries, on ne peut obtenir d'elles que des vues étroites et exclusives. Si on les obligeait à discuter ensemble, on en obtiendrait peut-être des avis plus sûrs moins égoïstes et plus conformes à l'intérêt commun, Aussi crée-t-il par ordonnance du 29 avril 1831, trois conseils généraux d'agriculture, des manufactures et du commerce, qu'il fusionne. Ces assemblées doivent avoir une session annuelle. Elles doivent donner leur avis au ministre, toutes les fois qu'il le requiert ; de plus elles doivent émettre des vœux sur les plaintes, les réclamations, les demandes qui leur sont adressées par ceux qu'elles représentent.

Ces vœux sont communiqués au Conseil supérieur que crée la même ordonnance et qui reçoit en même temps que la mission de les examiner celle de donner son avis sur certaines propositions de loi et de faire des enquêtes pour le ministre.

Lorsqu'il faut délibérer sur un sujet intéressant les diverses industries, on forme des commissions mixtes, avec des membres pris dans les trois conseils pour étu-

dier ce sujet connexe. Le roi désigne des commissaires pour exposer devant les trois comités les questions qui leur sont soumises, et pour faire ensuite au conseil supérieur un rapport sur les délibérations de ces assemblées.

Trente propriétaires ou membres de sociétés agricoles nommés pour trois ans par le ministre, composent le conseil de l'agriculture. Les membres de ceux des manufactures et du commerce puisent leur désignation dans l'élection par leurs pairs, ce qui leur donne une autorité plus grande ; l'influence des trois conseils est du reste limitée par l'importance du conseil supérieur, qui doit se prononcer sur leurs opinions, et, comme l'agriculture ne compte guère qu'un membre dans cette haute assemblée, les cultivateurs doivent regretter l'organisation précédente, qui leur assurait une plus forte représentation.

Le conseil d'agriculture puise pourtant dans sa composition une certaine autorité ; il ne comprend pas que des agronomes, la moitié de ses membres presque appartient à la chambre des Pairs ou à celle des Députés, et, grâce à cela, souvent il obtient des satisfactions que le gouvernement lui eut refusées. En janvier, il se réunit chaque année, souvent il s'inquiète du développement des associations agricoles, du code rural ; il obtient qu'en 1836, une dénomination spéciale soit donnée au ministre, chargé des intérêts de l'agriculture ; on fonde alors le ministère des Travaux Publics, de l'Agriculture et du Commerce.

Malgré cela, les intérêts des labouréurs ne sont pas encore assez utilement représentés, assez fortement défen-

du ; les cultivateurs éprouvent le besoin d'une organisation plus complète et leurs propositions, leurs réclamations assaillent alors le bureau de la Chambre des députés. Les bonnes volontés vont surgir à cet appel des campagnes et de puissants concours vont favoriser les revendications des paysans.

M. Martin (du Nord), ministre, proclame en séance (28 juin 1837) la grande utilité d'une représentation de l'agriculture, auxiliaire du gouvernement et protectrice des intérêts ruraux ; il met cette question à l'étude et commence une enquête auprès des conseils généraux. Sa chute trop rapide l'empêche de déposer le projet préparé.

En 1839, la commission de budget revendique pour les laboureurs le droit d'obtenir auprès du pouvoir des organes qui révèlent leurs besoins et transmettent leurs doléances.

MM. Defitte et Beaumont ne vont faire que traduire en résolution pratique toutes ces aspirations, tous ces souhaits ; le 8 avril 1840, ils formulent une proposition tendant à la création d'une chambre d'agriculture par département et à l'établissement d'un conseil général à Paris.

Les chambres devraient être composées d'autant de membres que de cantons ruraux, sans pouvoir excéder trente. Les membres seraient élus par une assemblée cantonale de soixante électeurs choisis par le conseil général au nombre des notables agriculteurs.

Grâce au Maréchal Bugeaud et malgré le ministre, cette proposition est prise en considération. Une commission est nommée pour l'examiner, qui apporte au

premier projet quelques modifications et demande des chambres d'arrondissement, avec membres élus, à raison de un par canton, par vingt notables agriculteurs désignés par les conseils municipaux. Mais son rapport déposé en fin de session par M. Touret, ne peut venir en discussion.

Toutefois, comme la chambre vient d'adopter le principe de la représentation, M. Gonin se préoccupe à son tour de la question. Il demande aux préfets par sa circulaire du 1^{er} août 1840, de consulter les conseils généraux sur ce sujet, il veut savoir si les laboureurs ne se contentent pas de l'appui des associations agricoles, du conseil général d'agriculture, du conseil supérieur du commerce et de tous les corps politiques : conseil d'arrondissement, de département, chambres.

Mais, à la rentrée, M. Gonin n'est plus là pour faire part de ces renseignements intéressants ; M. Cunin-Gridaine a pris sa place au ministère, sans y apporter les mêmes bienveillantes préoccupations pour le projet de la commission qui est repoussé ; le nouveau ministre n'a rien fait pour le soutenir.

A défaut de chambres, qu'on propose toujours et qu'on ne donne jamais, on institue du moins par deux arrêtés du 2 janvier 1841, quatre inspecteurs auxquels on donne la mission de voir les préfets et de les consulter sur les besoins de l'agriculture ; ils sont en outre chargés de visiter les sept cent soixante-et-onze sociétés agricoles d'alors et de renseigner le gouvernement sur toutes les améliorations désirables.

On réorganise aussi le conseil d'agriculture ; une

ordonnance du 29 octobre élève à cinquante-quatre le nombre de ses membres, que le ministre devra choisir dans les associations agricoles ; il est vrai qu'on l'oblige à délibérer toujours et sur tous les sujets avec les conseils des manufactures et du commerce.

Ces maigres satisfactions ne paraissent pas suffisantes aux trois conseils généraux, qui, se réunissant le 22 décembre 1845, réclament formellement que la représentation officielle de l'agriculture soit complétée par la création de chambre d'arrondissement.

M. Cunin-Gridaine se saisit de la question, il prépare encore des projets, mais la révolution de février 1848 le force à démissionner avec le cabinet.

M. Tourret devient ministre, il dépose sur le bureau de l'assemblée nationale, un projet de loi reproduisant en très grande partie celui de la commission de 1840. Il demande une chambre par arrondissement, et un conseil général composé de membres choisis à raison de un par département. Le comité d'agriculture est appelé à se prononcer sur ce sujet, mais l'Assemblée nationale se sépare encore sans avoir abordé la question.

M. Lanjuinais, qui a le portefeuille de l'agriculture reprend le projet et l'envoie suivant la procédure législative alors en vigueur, devant le Conseil d'Etat. Celui-ci, le 17 octobre 1847 émet son avis aux termes duquel il repousse tout ce qui concerne le conseil général et approuve l'institution de Chambres d'agriculture mais à raison de une par département. Il déclare du reste que c'est un décret et non une loi qui doit leur donner naissance.

Le conseil général de l'agriculture, des manufactures

et du commerce, qu'un crédit nouveau en date du 1^{er} février 1850 vient de réorganiser encore en décidant qu'il comprendra à l'avenir 96 agriculteurs dont 10 seront pris parmi les notabilités agricoles et les autres seront nommés par le ministre à raison de 1 par département, le conseil général se réunit le 6 avril suivant et se prononce dans le même sens que le Conseil d'Etat : il demande un simple règlement d'administration publique instituant des chambres départementales qui se composeraient d'un membre élu par canton et de délégués des sociétés agricoles et du Conseil général.

A ce moment, l'Assemblée nationale est saisie, depuis le 10 décembre 1849 d'une proposition de loi de M. de Ladoucette sur l'organisation des Chambres consultatives de l'agriculture, qui, prise en considération, a été renvoyée à l'examen d'une commission spéciale. Mais le Conseil d'Etat et après lui le Conseil général d'agriculture ayant émis cet avis qu'une loi n'était pas nécessaire pour l'institution de la représentation agricole, le ministre pressé de satisfaire les vœux des cultivateurs et des agronomes fait rendre à la date du 23 juillet un décret qui établit par département une Chambre consultative dans laquelle chaque canton rural enverra son représentant.

Le préfet est chargé de désigner les cantons ruraux, de déterminer pour chaque commune le nombre des électeurs. Ceux-ci devront être propriétaires, cultivateurs ou chefs d'exploitation depuis trois ans au moins; ils seront éligibles; leurs élus seront nommés pour six ans et renouvelés par moitié tous les trois ans.

Les Chambres ainsi constituées devront tenir chaque année une session de dix jours ; elles pourront être convoquées extraordinairement par le préfet ou le ministre ; elles comprendront autant de sections que de circonscriptions agricoles ; chaque section ayant son président et son secrétaire.

La commission législative examinait alors la proposition de Ladoucette. Elle s'émut du décret nouveau qui semblait imposer à l'Assemblée nationale ses décisions en cette matière et même paraissait vouloir entamer ses privilèges, en lui enlevant le droit d'organiser la représentation agricole.

M. Dumas dut céder à ces observations et pour éviter un débat devant l'Assemblée, provoquer le décret du 3 septembre 1850, qui rapportait celui du 23 juillet précédent. Mais désireux de réaliser indirectement la réforme sans attendre les lenteurs de la discussion devant l'Assemblée nationale et en ménageant les susceptibilités du législateur, le ministre se hâta d'adresser le 1^{er} octobre suivant, une circulaire aux préfets pour leur prescrire de créer, chacun par un arrêté préfectoral, dans leurs départements respectifs une commission départementale d'agriculture sur des bases identiques à celles déterminées dans le décret du 24 juillet.

L'instruction se terminait par un long questionnaire auquel devaient répondre les commissions. Celles-ci devraient fonctionner jusqu'à ce qu'une loi sur les Chambres d'agriculture fut définitivement votée. Aucune protestation ne s'élève cette fois du sein de l'Assemblée nationale, mais les Conseils généraux se crurent menacés

dans leur influence et dans leur autorité par ces nouvelles Assemblées, qui, dans chaque département, en face d'eux, allaient se constituer. Ils réclamèrent et, pour satisfaire leurs protestations, le ministre écrivit aux préfets une nouvelle instruction, en date du 24 octobre, leur demandant de faire autant que possible représenter dans chaque commission, un canton rural par un conseiller général, si ce dernier avait là sa résidence ou ses intérêts agricoles.

Ces commissions furent accueillies sans grand enthousiasme, si nous en jugeons par les lignes que leur consacre le *Journal des Economistes* de cette époque : « Si nous ne nous trompons, écrivait-il alors, les préfets sont incapables de remplir cette mission économico-scientifique et les commissions départementales ne répondront que fort mal ou pas du tout aux nombreuses questions que leur adresse M. le ministre dans son rapport » (1).

Mais à ce moment même, on expérimentait en Algérie l'organisation de conseils plus utiles. Le ministre de la guerre avait créé là des Chambres consultatives de l'agriculture « sur des bases tout à fait rationnelles ». Les membres en devaient être choisis par tous les cultivateurs, sans exception de religion et de nationalité, et l'on pensait qu'ils pourraient exprimer fidèlement les idées et les besoins des colons, qu'on avait tant de fois fait parler sans les entendre.

Un rapport du ministre de la guerre au président énumérait les résultats obtenus et les déclarait satisfaisants.

1. *Journal des Economistes*, août à novembre 1850, tome XXVII, page 302.

Aussi voyait-on dans cette innovation « l'annonce d'un projet de loi portant création de Chambres semblables en France, où le congrès agricole les avait mises en honneur ». Les commissions étaient à peine formées et elles n'avaient pas encore été réunies, lorsque l'Assemblée nationale se mit, en février et en mars, à discuter les propositions de loi qui lui étaient soumises. On aboutit enfin à la loi du 20 mars 1851.

Elle établissait dans chaque arrondissement un ou plusieurs comices, qui, chargés spécialement des progrès de la pratique agricole, devenaient les électeurs et les correspondants des chambres d'agriculture. Celles-ci, instituées dans tous les chefs-lieux de département, comprenaient un nombre de membres égal à celui des cantons du département.

Elles devaient tenir une session annuelle de huit jours, mais le préfet et leur président pouvaient les réunir extraordinairement.

Elles avaient le droit de présenter des vues au gouvernement sur les sujets d'intérêt agricole ; on pouvait prendre leur avis sur certains changements de législation et sur certaines questions, elles devaient être nécessairement consultées. Pour le reste, la loi reproduisait à peu près les dispositions du décret du 23 juillet 1850.

Cette institution était complétée par celle d'un conseil général d'agriculture, dont chaque chambre élisait un membre, et qui pouvait émettre des vœux, donner des avis et connaître des questions générales soumises aux chambres. L'agriculture avait enfin sa représentation.

Pour permettre au conseil général de se réunir l'année

même, un décret fut pris le 9 avril édictant que désormais les conseils généraux des manufactures et du commerce en seraient séparés et l'on fit voter un crédit de 33.000 francs par l'assemblée.

Mais le 10 avril, le gouvernement passait en d'autres mains. Le 13 août suivant, M. Buffet, le nouveau ministre, interprétait dans une instruction aux préfets les dispositions de la nouvelle loi. Puis en novembre, à la suite d'une circulaire du 4, les membres des chambres consultatives étaient élus et le 22, une instruction venait régler la tenue des sessions et porter à la connaissance des chambres les questions que leur soumettait l'administration.

Les commissions départementales étaient en même temps dissoutes, sans avoir jamais été réunies. Enfin l'agriculture allait avoir ses assises et le jour approchait, où officiellement consultés, ses représentants allaient pouvoir discuter ensemble de ses intérêts.

Mais encore une fois au moment où ils croyaient avoir obtenu la réforme si longtemps attendue, les événements politiques allaient encore contrarier la satisfaction de leurs impatients désirs. Les Chambres étaient sur le point de se réunir, mais une instruction du 9 décembre vint ajourner la session, sous le prétexte de laisser aux membres le moyen de voter le plébiscite du 20. « On voulait en réalité d'abord empêcher dans chaque département la réunion d'une assemblée influente, qui pouvait, si elle était mal disposée, peser sur le scrutin du 20. D'autre part, on était décidé à modifier l'organisation des chambres consultatives ».

Un décret du 25 mars 1852 vint abroger la loi trop libérale de 1851 et remplacer la représentation large qu'elle avait instituée par l'organisation des chambres consultatives d'arrondissement, dont les membres pris parmi les agriculteurs notables à raison de 1 par canton ne devraient plus leur désignation aux suffrages des laboureurs des comices, mais recevraient l'investiture du préfet (1).

Le conseil général lui-même était réorganisé ; désormais ses quatre-vingt-six membres, qui représentaient toutes les chambres d'agriculture de France ne seraient plus élus par ces chambres mêmes, mais seulement choisis dans leur sein par le ministre ; quatorze membres pris parmi les notabilités agricoles les complèteraient. Enfin on enlevait aux chambres le droit qui leur avait été reconnu par la loi de 1851 d'être obligatoirement consultées dans certains cas, on ne laissait subsister de la loi précédente que les dispositions purement réglementaires. L'agriculture n'avait plus qu'une apparence de représentation.

En 1853, pourtant l'administration eut l'intention de prendre l'avis du conseil général d'agriculture et de lui soumettre, pour qu'il y fit à son tour réponse, les questions qui avaient été posées aux commissions de 1850. Un décret du 10 mai fixa même l'ouverture de sa première session au 19 décembre suivant.

1. La Tunisie bénéficie, depuis le 19 mars 1892, d'un régime analogue à celui de la loi républicaine de 1851, grâce à un arrêté du ministre résident général Massicault, créant une chambre d'agriculture élective française pour le territoire du protectorat.

Mais dans l'intervalle, on eut à subir une nouvelle crise des subsistances. Pour la conjurer, le gouvernement avait résolu de recourir au besoin à certaines mesures, il craignit que le conseil général critiquât ses déterminations et gênât ses projets, il rendit donc un décret, le 7 décembre, prorogeant à une époque indéterminée la réunion du conseil général.

De cette façon il se débarrassait de vœux bien platoniques mais qu'il redoutait cependant parce que, ainsi que le disait Morny de Mornay dans son rapport au ministre, ils n'étaient le plus souvent « que des actes d'opposition ou des entraves aux mesures gouvernementales ».

Le conseil général même épuré par les soins du ministre lui semblait encore trop redoutable.

Et depuis on ne s'inquiéta plus guère des chambres nouvellement créées et qu'avait condamnées d'avance le vice de leur recrutement ; à peine leur demanda-t-on en 1855 de se faire représenter dans les commissions cantonales chargées de recueillir les usages locaux pour servir au projet de code rural. En 1856 encore, on sollicita leur avis sur la question de l'intérêt légal ; puis on ne prit plus la peine de les réunir ou de les consulter.

Quant au vieux conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, qui jamais n'avait trop servi les intérêts agricoles, un décret du 18 novembre 1869 vint le modifier en portant de deux à trois le nombre des membres qui dans son sein représenteraient chacune des trois branches d'industries. Puis le conseil supérieur disparut dans la tourmente de 1870. Un décret

d'avril 1872 le reconstitua de nouveau, spécifiant qu'il devrait être composé des hommes les plus autorisés. Un nouveau décret pris par M. de la Bouillerie, à la date du 5 mai 1873, porta qu'il comprendrait à la-fois des membres nommés par le pouvoir et des membres de droit et qu'il serait divisé en trois sections.

Il n'avait point encore atteint sa forme définitive ; une fois encore un décret du 1^{er} octobre 1879 vint le remanier et toujours d'une façon insuffisante, car bien que M. Tirard eût, dans son rapport, exprimé le désir de voir les délibérations du Conseil revêtir un caractère d'indépendance absolue, il conclut en nommant lui-même les seize membres de l'Assemblée nouvelle, dont dix étaient pris à la Chambre ou au Sénat. Depuis seulement, en 1881, M. Devès a distrait de ce Conseil la section relative à l'agriculture, c'est la seule amélioration, bien faible, apportée dans sa constitution.

Restait le Conseil général. En le prorogeant, le décret du 7 décembre l'avait, en fait, supprimé. Depuis longtemps, il n'existait plus réellement, lorsqu'en 1881 fut créé le ministère spécial de l'agriculture. Auprès du nouveau ministère on voulut établir un comité consultatif, répondant mieux aux nouveaux besoins. Ce fut l'objet d'un décret du 11 janvier 1882, qui, fusionnant deux institutions, établit sous le titre de Conseil supérieur de l'agriculture, une Assemblée assez analogue à l'ancien Conseil général.

Ce Conseil dont le décret du 25 juillet suivant modifia légèrement la composition, comprend cent membres au maximum choisis et présidés par le ministre et répartis

en quatre sections, correspondant aux quatre grands services du ministère : soit cinquante-cinq membres à l'agriculture proprement dite, quatorze aux forêts, dix-sept à l'hydraulique agricole et quatorze à la section de la production chevaline. Sa mission est d'étudier les questions générales, d'aplanir les difficultés, qui, dans l'exécution des mesures, peuvent surgir entre les différents services ; enfin de donner son avis sur les questions d'intérêt général que le gouvernement lui soumet. Ses réunions n'ont pas de date fixe, elles ont lieu quand le ministre juge bon de les provoquer.

Le décret du 4 mars 1893 est venu le réorganiser, en disposant que le Conseil supérieur comprendrait des membres nommés par décret et des membres de droit, ceux-ci ne devant pas être comptés dans les cent membres accordés par le décret du 1882. Désormais le Conseil eut au moins une session plénière annuelle, sous la présidence du ministre. Surtout on prit dans son sein une commission consultative permanente, chargée de donner dans une session mensuelle son avis sur toutes les questions renvoyées à son examen par le ministre et dont les travaux ont été chaque année résumés, exposés devant le Conseil supérieur lors de sa session.

Depuis ces réformes récentes, le Conseil a été appelé à intervenir par ses avis dans la solution de toutes les grandes questions intéressant l'agriculture, et le Parlement s'inspira notamment avec profit de ses travaux, lorsqu'il voulut réformer notre régime douanier. Malgré tous les services rendus, le Conseil supérieur, doublé de sa commission, ne suffit pas cependant à l'agriculture.

Nommé par le ministre, au lieu d'être élu par les intéressés, placé « trop haut et trop loin » des cultivateurs, privé du concours de Chambres dont on ne désigne même plus les titulaires, il ne peut, à lui seul, constituer une représentation agricole.

Aussi depuis longtemps les projets et les propositions de loi se multiplient, apportant leur remède au délaissement des campagnes.

Dès 1866, les agriculteurs consultés avaient réclamé le droit de choisir eux-mêmes les interprètes de leurs revendications. « Leur vœu fut accueilli en principe par la commission. Elle ne crut pas nécessaire néanmoins de créer les Chambres départementales, que la législation de 1851 avaient organisées, mais préféra proposer un système de représentation à deux degrés : des comices dans les arrondissements et un Conseil supérieur à Paris. L'Assemblée centrale comprenait un membre par département nommé pour trois ans, infiniment rééligible et que devait choisir le Conseil général. Quant au gouvernement, il ne conservait que le droit de désigner le quart du nombre total des membres du Conseil.

« Le ministre compétent s'empressa de donner suite à la question et mit à l'étude une loi sur la représentation agricole. Peu de temps après, M. le marquis d'Andelarre et M. Ernest Picard déposèrent au Corps législatif des propositions qui offraient entre elles une certaine analogie, en prescrivant toutes deux l'institution de comices, de Chambres d'agriculture et d'un Conseil général. Dans les deux systèmes, l'Assemblée centrale était élue par les Chambres départementales. Cependant

M. Picard faisait nommer les Chambres par le suffrage des habitants ; M. d'Andelarre confiait cette élection aux membres des comices qui devaient être eux-mêmes choisis par les agriculteurs. Ce dernier projet fut ensuite modifié par l'auteur et quelques-uns de ses collègues pour laisser aux sociétés agricoles le droit de se constituer librement ».

Depuis, nous avons eu la proposition Lespinasse, soumise à l'Assemblée nationale dans la séance du 10 mai 1872 et prise en considération le 17 juin de la même année ; la proposition de Saint-Victor, déposée sur le bureau de l'Assemblée le 18 mai 1872, prise en considération le 3 juillet 1873, après un rapport sommaire de M. Robert de Massy ; la proposition Etienne de Ladoucette du 17 mai 1883, prise en considération le 4 février 1884 au rapport de M. Demarçay, puis reprise par son auteur en 1890 ; le projet Méline du 4 février 1884, repris le 10 décembre 1885 sous forme de proposition de loi. M. Francis Laur en fit le rapport sommaire le 8 février 1886 et, après la prise en considération le 20 février, M. Ch. Boysset la rapporta le 28 octobre 1886. Elle revint en 1889 au rapport sommaire de M. Barbe déposé le 10 décembre et fut comprise avec d'autres dans le rapport de M. Cordier du 12 juillet 1893. On la vit réapparaître encore en 1894 et le 4 juillet 1898 ; — la proposition Bouthier de Rochefort, qui date du 26 mars 1885 et revint en 1890 ; — celle de M. de Pontbriand, présentée en 1890, rapportée par M. Cordier en même temps que la précédente et celles de MM. Méline et de La Doucette, reprise en 1894 et le 28 juin 1898. Dans la session de

1896, M. Chevallier avait déposé son rapport sur cette proposition et sur celle de M. Méline ; — enfin la proposition de M. Calvet, sénateur, qui remonte au 28 janvier 1896, le projet Viger du 11 novembre 1898, le projet Jean Dupuy tout récent, puisque le ministre l'a déposé le 20 février 1900 et la proposition Cazanvieilh, annexée au procès-verbal de la séance du 21 février 1901 de la Chambre des députés.

Nous nous bornons à énumérer ici tous ces travaux, nous réservant de les examiner en détail et d'apprécier leurs dispositions dans la troisième partie de cette étude. Sans vouloir nous prononcer dès maintenant sur le mérite des propositions diverses, si nombreuses, dont nous venons de dresser le tableau, nous pouvons tout au moins regretter que le Parlement se soit si peu hâté de discuter leurs articles et qu'il n'ait pu, depuis le temps qu'elles lui sont soumises, réaliser la réforme importante qu'elles soumettaient à ses attentions.

LA REPRÉSENTATION A L'ÉTRANGER

A l'étranger, les mêmes besoins ont amené les mêmes préoccupations, et pour guérir les mêmes maux, c'est au mêmes remèdes que l'on a songé.

Libre comme en Angleterre et aux Etats-Unis, provisoirement officieuse comme au Portugal et en Hongrie, semi-officielle comme en Belgique, en Espagne, en Italie ou dans divers pays d'Allemagne et d'Autriche ; officiellement instituée, légalement réglementée comme ils l'ont été en Prusse dans d'autres pays allemands, ou comme le proposent maints projets, — partout la représentation de l'agriculture est jugée nécessaire : on l'organise ou on la réclame.

I. — Angleterre

Sir John Gorst avait, en Angleterre, déjà proposé l'organisation de meetings paroissiaux dans lesquels *le peuple* des campagnes discuterait les questions le concernant, pour donner ensuite une sorte de préavis aux conseils des comtés. En dépit des bonnes raisons dont il pouvait appuyer son projet, la représentation reste confiée seule-

ment à des chambres de district et à une chambre centrale.

Cette représentation à deux degrés qu'aucun texte ne fonde est de cette façon officieusement assurée par des sociétés entièrement libres et indépendantes, qui constituent des corps fermés, puisque le paiement d'une cotisation en éloigne pas mal d'intéressés.

Créées dans un but plutôt scientifique ou technique, elles ne se sont élevées que peu à peu jusqu'au rôle qu'elles remplissent actuellement. En 1838 était fondée la société Royale d'Angleterre sous le vocable de société anglaise d'agriculture. Le 26 mai 1840, elle obtenait une charte d'incorporation.

Son but était de faire progresser l'agriculture. Mais « un principe essentiel de sa constitution portait l'exclusion la plus sévère de ses conseils de toute question de controverse ayant une tendance politique ou *se référant à une mesure, qui serait ou devrait être l'objet des délibérations de l'une ou l'autre des deux Chambres du Parlement* ». La défense était absolue.

Cette société « rendit les plus grands services à la science et à l'économie rurale », le pays se couvrit d'associations agricoles. Pourtant après 1860, on « exprime le désir de centraliser ces diverses associations et de créer dans chaque comté des chambres centrales qui fussent en mesure de recueillir et *d'exposer au gouvernement* avec plus d'autorité les besoins de la contrée » (1).

1. 1868. Enquête agricole. M. Lenglet, consul de France à Liverpool.

Les rapports avec le pouvoir semblent déjà moins inquiéter. Et en effet en 1866, comme les campagnes sont cruellement éprouvées par une peste qui sévit sur les bestiaux, des chambres s'établissent dans les comtés ou districts et la Chambre centrale se crée.

Le gouvernement ne marque encore aucune tendance à s'insinuer dans les questions relatives à la culture du sol. L'agriculture doit, comme toutes les autres industries, vivre de ses propres forces, entièrement libre, livrée à elle-même et seulement régie comme tous les métiers par les lois de la libre concurrence. N'est-ce pas là le principe général de la politique anglaise ? « L'influence politique au surplus, que donne la possession de la terre et qui forme une sorte d'apanage des propriétaires du sol, leur assure une représentation adéquate dans les conseils du gouvernement et leur grande richesse leur fournit les moyens de donner l'essor désirable à leurs intérêts généraux ».

Cependant on se demande bientôt s'il ne conviendrait pas de permettre aux sociétés de « discuter certaines questions pratiques devant venir en discussion devant les Chambres du Parlement ». Ce n'est encore qu'un désir ! Mais le gouvernement lui-même a déjà pris de certains des avis sur des questions spéciales. Il est vrai que celles-ci n'étaient guère que préliminaires, qu'il s'agissait de simples renseignements « sur l'état de choses que la charte royale semblait avoir en vue » plutôt que d'une consultation sur le fond d'un débat pendant devant les Chambres. Mais on tolère aussi les pétitions

faites par les sociétés au gouvernement pour en obtenir des mesures générales en faveur de l'agriculture (1).

Ainsi peu à peu la mission se précise, le rôle s'accroît, grandit; et maintenant la Chambre centrale, dans ses communiqués officiels, peut se vanter d'être « la seule institution capable de représenter effectivement les intérêts de l'agriculture au Parlement ».

Les Chambres de district ou de comté (*the County or district Chambers*) participent à son action. Elles apportent dans ses discussions générales les échos des réclamations de la province et des doléances spéciales de leur région.

Elles se composent de membres qui paient des cotisations annuelles de montant variable. Les propriétaires fonciers, les fermiers et les laboureurs peuvent seuls en faire partie. Bien que les derniers soient admis avec une cotisation purement nominale, en fait, les chambres de province ne se recrutent pas dans leurs rangs; le peuple des campagnes ne compte dans ces chambres que de rares représentants.

Ce sont les membres existants qui nomment les nouveaux membres, ceux-ci doivent en outre être agréés par le conseil ou comité.

Les Chambres de district ont, dans certains cas, le droit de provoquer des réunions de petits fermiers dans leurs localités respectives. Pour défendre les intérêts spéciaux de l'agriculture dans leur circonscription, elles

1. *L'agriculture de l'Angleterre*. Série de traités préparés pour le Congrès international de l'agriculture en 1878, traduits de l'anglais par P. R. de la Tréhonnois, pages 55 et 653.

désignent un ou plusieurs députés au conseil de la Chambre centrale, dont les réunions se tiennent une fois par mois, à Londres, de novembre à juin.

Cette Chambre centrale (*Central Chamber of Agriculture*) qui les unit, est une fédération des Chambres de province, des clubs de fermiers et des autres sociétés de même genre. Elle groupe 68 associations qui représentent un total de plus de 13.000 membres, sans y comprendre les adhérents du « club des fermiers » et de « l'association anglaise des fermiers pour le lait » ; des sociétés agricoles de toute nature y ont en effet successivement adhéré, élargissant ses cadres et modifiant sa première composition.

Complétée par les Chambres de province, qui députent à ses assemblées, elle est « la plus parfaite organisation de la représentation de l'agriculture dans le royaume ». Comme elle comprend des délégués venus de toutes les régions, elle peut connaître vraiment l'opinion du pays agricole et l'exprimer ensuite avec « la force d'une représentation vraiment nationale ».

Les membres paient une cotisation annuelle de une livre sterling ou une cotisation totale et pour la vie de dix livres. Les nouveaux adhérents sont désignés par les membres existants et élus par l'Assemblée. Chaque Chambre locale qui veut y déléguer doit payer annuellement trois livres par chaque député qu'elle envoie. Ce versement, avec les cotisations des membres ordinaires, constitue la principale source de ses revenus.

Elle est très fière d'avoir pu « pendant plus de trente ans, avec des ressources financières aussi modestes, dé-

fendre fidèlement et énergiquement l'agriculture » et elle se flatte d'être avec son maigre budget la seule capable de résumer et de protéger les intérêts agricoles devant le Parlement. Son influence manifeste s'y explique en effet surtout lorsqu'on sait que, sur ses deux cent quatre-vingt-trois adhérents, il en est cent trente qui sont membres de la législature, soit une centaine pour la Chambre des Communes.

Son utile intervention fut maintes fois efficace. C'est à elle que l'on doit la création en Angleterre d'un ministère de l'agriculture en 1889. Ce département spécial, dont on comprend toute l'importance pour les campagnes, fut institué sur sa demande formelle.

Elle a du reste sur toute la législation exercé son heureuse influence. Elle-même se plaît à énumérer toutes les mesures bienfaisantes qui ont été prises sous son inspiration, notamment en matière d'impôts, de taxe de chemin de fer, d'enseignement agricole... Elle exerce un contrôle continu sur les projets qui viennent en discussion devant le Parlement.

Ainsi récemment, le 12 mars 1900, le gouvernement propose de modifier la loi sur les propriétés agricoles, qui règle les rapports des fermiers et des propriétaires. Immédiatement elle convoque son Comité. Dès le 22 mars une réunion est tenue dans laquelle avec la plus scrupuleuse attention, on étudie le détail des mesures proposées (1).

Le Comité constate avec plaisir que sur bien des points

1. Report of the agricultural Holdings act committee. 1900.

on a tenu compte de ses désirs et de ses observations. Il étudie tous les articles du projet, approuvant sans réserve ceux qui lui donnent satisfaction, critiquant les autres, émettant des vœux, des propositions, qui seraient communiqués au gouvernement pour lui faire connaître les « désirs de la communauté agricole ». Enfin il décide de se mettre en rapport avec la *Commission royale d'agriculture*, pour étudier de concert avec elle certaines modifications.

Deux mois après, le Conseil siège encore le 29 mai 1900. Cette fois, il ne s'agit plus de discuter un projet spécial mais de dresser un plan général de réformes, pour le présenter ensuite à l'agrément des membres du Parlement (1).

Des orateurs établissent qu'en intervenant ainsi auprès des législateurs, la Chambre centrale reste dans sa tradition et dans son rôle. En 1895, elle s'est déjà manifestée, mais tous ses vœux n'ont pas été adoptés, il lui faut parachever son œuvre. Du reste en s'immisçant dans les travaux législatifs, elle ne commet pas un acte « révolutionnaire » ; ne représente-t-elle pas tout le pays agricole ? Ne résume-t-elle pas le sentiment de toutes les sociétés agricoles ? « Foyer de concentration des idées de toutes les Chambres du royaume », elle a bien le droit de présenter comme nécessaires au Parlement les réformes qui sont désirées par les agriculteurs.

Aucun texte n'exige que ses observations soient obéies, mais en fait ses avis sont écoutés et si ses pouvoirs sont

1. Proceedings of the central Chamber of agriculture. London, 1900.

plutôt de « conseiller » une réforme que de « l'imposer », du moins peut-elle « conseiller avec toute la force que donne une connaissance pratique du sujet et que peut posséder une Chambre qui prend ses racines dans tout le royaume ».

Voilà, fixés par un de ses membres même, le rôle et l'importance de la Chambre centrale et par suite, déterminées la nature et l'autorité de la représentation agricole en Angleterre : libre, constituée par des sociétés sans mandat légal, en rapport avec les Chambres et les commissions officielles et jouissant sinon d'un droit de consultation, du moins d'un pouvoir d'initiative et de contrôle, dont son origine et la qualité de ses membres augmentent chaque jour l'importance.

II. Etats-Unis

Au siège du gouvernement fédéral un véritable ministère de l'agriculture a remplacé le 18 septembre 1888, le simple commissariat dont on s'était jusqu'alors contenté.

Le nouveau département était à peine constitué que M. J. M. Rusk, auquel on en donnait la direction, comprenait « toute l'importance qu'il y avait pour son administration à être promptement et directement informée ».

Toutefois, au lieu d'organiser une représentation agricole auprès des pouvoirs, c'est plutôt à une sorte de représentation de l'administration auprès des agriculteurs qu'on songea. M. J. M. Rusk ne demanda pas aux

campagnes de déléguer auprès de son département ; il voulut au contraire désigner lui-même des agents chargés de s'instruire auprès des cultivateurs de leurs doléances « et d'indiquer au gouvernement la manière la plus efficace de les protéger et de leur venir en aide ».

Un échange de vues de plus en plus actif devait par ce moyen s'établir entre le département et les populations rurales ; une correspondance régulière se créait, dans laquelle on s'éclairerait réciproquement. « C'était là, disait M. Rusk lui-même dans son rapport du 25 octobre 1890 au président des Etats-Unis, une source d'informations sans égale » (1).

Indépendamment de ce ministère, dont l'action s'étend sur l'ensemble des Etats-Unis, chaque Etat possède un service agricole spécial qu'il subventionne. L'organisation n'en est du reste pas uniforme ; sa composition, son rôle, ses moyens d'action sont ici et là très différents.

Si la constitution de la Louisiane ne prévoit que la création d'un bureau d'agriculture composé de trois hauts fonctionnaires et qui n'est guère qu'un comité technique, nous voyons que le bureau d'agriculture, entretenu par l'Etat d'Illinois à Springfield, s'est associé des correspondants dans chacun des trois cents comtés ou arrondissements de l'Etat. Il ne doit pas en recueillir

1. Une loi du 18 juin 1898 a autorisé la nomination d'une commission extra-parlementaire chargée de réunir toutes les informations d'examiner et de proposer toutes les mesures législatives sur les questions concernant le travail, l'agriculture et le capital. *Annuaire de législation étrangère*, 1899, page 738.

vraisemblablement que les données utiles à l'établissement de sa statistique annuelle des faits agricoles.

En Californie, l'organisation est encore plus complète. La loi du 31 mars 1897 a divisé les 57 comtés en 44 « districts agricoles » et dans chacun d'eux l'administration s'est assuré le concours des citoyens. On a créé dans les 44 districts un bureau de directeurs (*district board of directors*) que composent des citoyens désignés dans le pays par le gouverneur.

La loi reconnaît aussi là spécialement aux agriculteurs le droit de se grouper dans le district et de former des associations auxquelles on accorde tous les droits des personnes civiles.

Dans tous les Etats du reste les associations agricoles sont nombreuses et c'est par elles vraiment que les cultivateurs sont officiellement représentés. Il y en a partout et beaucoup. Il s'est établi du reste entre elles une sorte de hiérarchie.

Nous trouvons à la base des « *Pairs* » de comté qui rappellent les comices agricoles ; puis au-dessus des sociétés générales publiques « *State agricultural societies* » même des bureaux d'Etat « *State Board of agriculture* ». Il en est enfin qui embrassent tous les Etat-Unis.

Deux d'entre elles surtout ont une grande influence. Le « *National Farmers Congress* », Congrès national des fermiers, est une assemblée délibérative que composent des délégués de tous les Etats. Il tient une session annuelle en novembre. Pour bien marquer quels étaient ses désirs et ses ambitions, il a nommé dès 1892 un bureau national « *National Board of agriculture* », qui,

siégeant à Washington, doit non seulement étudier les intérêts agricoles, mais « *veiller à ce qu'il ne soit proposé et voté aucune loi préjudiciable à ses intérêts.* »

L'*Association of American agricultural Colleges and Experiment Stations* est un corps plutôt scientifique formé de députés d'écoles d'agriculture ou de stations agronomiques, mais elle « *exerce aussi son influence sur la législation relative aux intérêts agricoles* » (1).

Il en est d'autres, qui, créées pour organiser la défense sur un point spécial, ont bien vite élargi leur rôle et conquis une énorme importance grâce au nombre des adhérents qu'elles avaient pu recueillir.

La *National Grange of the patrons of husbandry* qui date de 1867, avait, en 1875, déjà réuni plus d'un million et demi de membres. Elle s'est inquiétée surtout des questions de transports et ses protestations contre le monopole des chemins de fer ont fait établir un nouveau règlement des tarifs.

Mais nous voyons qu'en 1891, à l'occasion de son 25^e anniversaire, elle rédige un cahier de doléances et dresse pour le gouvernement un tableau des réformes désirables. Elle demande qu'il s'inquiète du meilleur entretien des routes, qu'il prenne des mesures contre la spéculation, qu'il augmente les collèges d'agriculteurs.

Au lieu de recourir ainsi à de platoniques représentations, certaines sociétés se sont jetées dans la mêlée politique. Elles ne se contentent pas d'avoir un pro-

1. *L'agriculture aux Etats-Unis*, par M. E. Levasseur, de l'Institut, 1894, p. 42.

gramme de réformes, elles veulent avoir des candidats prêts à le défendre et à le soutenir dans les élections. Citons seulement la *National Farmers Alliance and industrial Union*, sorte de franc-maçonnerie à idées avancées, qui intervint déjà dans l'élection présidentielle, en défendant les théories socialistes.

L'action de ces diverses sociétés se double parfois de congrès organisés par les agriculteurs eux-mêmes. On vit, par exemple, en novembre 1889, une grande assemblée de cultivateurs se réunir à Saint-Louis du Missouri. Tous les Etats du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Sud-Ouest y avaient envoyé de nombreux délégués. Elle se termina par une pétition au Congrès de Washington, dans laquelle, après avoir rappelé que l'industrie agricole, bien que comprenant plus de la moitié des habitants, près de dix millions de travailleurs, était pourtant la plus maltraitée, on exposait tous les vœux des campagnes et ceux surtout qui avaient trait aux droits de douane et aux monopoles. Mais les Congrès ne sont point permanents et ne tiennent point d'assises fréquentes. Ce sont donc les sociétés qui protègent vraiment, chacune à sa manière et par des procédés différents peut-être, les intérêts de l'agriculture. Libres, autonomes, sans en avoir reçu le mandat officiel, elles constituent en fait, auprès des pouvoirs, la représentation du monde des campagnes.

III. — Hongrie

Les sociétés libres jouent aussi dans ce pays et depuis longtemps un rôle important. En 1878, M. Ch. Kéléti,

dans son rapport sur l'état de l'agriculture en Hongrie (1) nous les signale comme l'un des principaux facteurs auxquels ait recours l'administration pour se renseigner. S'il faut l'en croire, lorsqu'il s'agit de questions qui ne sont pas purement administratives, le ministère a toujours soin de s'enquérir de l'avis des hommes du métier et c'est des professeurs des écoles supérieures d'agriculture et des sociétés agricoles qu'il prend toujours conseil. Elles jouent donc un rôle prépondérant déjà et plus particulièrement toutes les fois qu'on s'inquiète de mesures à prendre pour favoriser le développement de l'agriculture.

La première d'entre elles est celle dite « du Pays » qui a son siège à Budapest. Elle se trouve admirablement placée pour éclairer le gouvernement toutes les fois qu'il l'interroge ; si l'administration lui communique tous les rapports officiels concernant le pays ou l'étranger, elle lui transmet à son tour tous les renseignements, tous les avis, toutes les réclamations, toutes les plaintes et toutes les demandes qui lui parviennent. Elle tient ses séances toute l'année.

Les autres sociétés agricoles moins importantes, qui sont réparties entre les 65 comitats, la secondent dans sa mission. Toutes sont entièrement indépendantes. On ne leur impose qu'une obligation : celle de déposer leurs statuts. Et pourtant leurs rapports avec le gouvernement sont très intimes ; il les subventionne.

Leur consultation est d'usage, sinon de droit et

1. Congrès international de 1878.

M. Ch. Kéléti pouvait terminer son étude en disant : « Chaque fois que le gouvernement se prépare à prendre quelques dispositions touchant les progrès de l'agriculture, ou qu'il se voit dans la nécessité de prendre certaines mesures, c'est toujours aux sociétés agricoles qu'il s'adresse pour s'enquérir par leur intermédiaire des vues des agriculteurs ». Si les questions sont trop spéciales seulement, il fait appel aux lumières des savants.

Leur importance n'a fait que grandir avec leur nombre et avec le temps. Elles se sont répandues et hiérarchisées. Il est des cercles agricoles communaux, puis des cercles cantonaux ; plus haut, tous les comitats, ou presque tous, ont leur société d'agriculture.

Enfin en dehors et au-dessus de ces associations départementales, il reste la Société nationale d'agriculture (1) qui est la plus ancienne et qui joue un rôle décisif dans les questions de politique agraire. Elle est le centre du mouvement, car elle comprend dans son sein les propriétaires fonciers les plus considérables et les hommes d'Etat les plus distingués.

Pourtant, malgré son autorité grande, on a pensé qu'elle était insuffisante encore pour assurer une représentation de l'agriculture, et récemment, en 1897, on a constitué, sous sa haute direction, un syndicat national des sociétés agricoles, qui unit toutes les sociétés départementales et forme ainsi « une représentation agricole nationale sur la base de l'association libre ».

Ce syndicat tient des Assemblées générales annuelles ;

1. Országos magyar gazdasági Egyesület.

son « Conseil » a des réunions plus fréquentes et tient chaque année plusieurs séances. On s'y préoccupe avant tout, comme dans les sociétés régionales, de mettre en relief les doléances des campagnes et l'on s'applique à réclamer avec insistance du gouvernement et de la législation l'étude des questions techniques et plutôt la solution des problèmes de la politique agraire.

Cependant les agriculteurs réclament encore davantage. « Les cultivateurs eux-mêmes, peut écrire M. Rubinet, le distingué secrétaire de la Société Nationale, considèrent cette représentation agricole comme purement provisoire, et continuent à en réclamer une autre légalement constituée ».

Actuellement il n'y a pas de projet de loi sur la matière. Par deux fois le gouvernement a déjà tenté de dresser un plan d'organisation légale de la représentation agricole, mais comme ses projets n'avaient pas obtenu l'approbation des cultivateurs, dont ils ne satisfaisaient pas les ambitions, il a dû les retirer.

La question n'aura guère de solution qu'au jour où les comitats auront une administration centralisée, « nationalisée » ; jusqu'alors leur autonomie s'est opposée à l'élaboration et à l'adoption de ce règlement général.

Il ne reste donc de tous ces efforts vers la création d'organes officiels de représentation, que la constitution de comités consultatifs d'agriculture.

Le ministre royal hongrois de l'agriculture avait, par une ordonnance, invité les Conseils généraux à en établir. Beaucoup ont été institués. Mais la plupart tardent encore à fonctionner ; leur action s'arrête aux limites de

leur département et leur caractère n'est pas nettement professionnel, puisque les agriculteurs ne sont pas seuls à les nommer.

IV. — Portugal

En vain les associations libres multiplient encore ici leurs services et redoublent d'activité pour défendre les intérêts des campagnes, c'est une représentation légale, officiellement organisée qu'on réclame. Pourtant les sociétés agricoles ont acquis une réelle influence auprès du Parlement et du Pouvoir, et si quelque texte ne leur reconnaît pas le droit d'être obligatoirement consultées sur les mesures et les réformes intéressant les campagnes, une pratique constante veut que les questions agricoles leur soient soumises avant d'être résolues.

Cette autorité de fait qu'on leur reconnaît et qu'on leur accorde est déjà grande, bien que les intéressés la trouvent encore insuffisante. Les syndicats mêmes, encore peu répandus dans le royaume sont souvent consultés par le pouvoir central.

Le Portugal n'en compte guère que trente à peine, de toutes sortes, de district, d'arrondissement, de paroisse ou de région et déjà « les syndicats districtaux en particulier disposent d'une grande force, notamment à cause des représentations qu'ils peuvent adresser aux pouvoirs publics en faveur des intérêts agricoles » (1).

1. Don Luis de Castro. Le Portugal au point de vue agricole. *Le crédit agricole et le mouvement associatif rural*, p. 906.

Une Union centrale, telle qu'on rêve d'en former une, avec siège dans la capitale, augmenterait leur puissance dans des proportions considérables. En attendant que cette union des syndicats soit constituée, *la Royale association de l'Agriculture Portugaise* la supplée dans sa mission de défense professionnelle et de représentation agricole.

Elle date de 1860. Fondée dans un moment de crise, elle se mit aussitôt en campagne contre la politique libre-échangiste d'alors et contraignit bientôt, grâce au mouvement qu'elle réussit à créer, le gouvernement à prendre des mesures protectionnistes. Elle montrait ainsi dès le début le rôle qu'elle voulait s'assigner et la puissance qu'elle possédait.

Les agriculteurs apprirent d'elle à se réunir pour discuter de leurs intérêts et à saisir les pouvoirs de leurs doléances. Dans la deuxième quinzaine de février 1888, un congrès agricole se réunissait sous ses auspices et sur son initiative. C'était la première fois que les agriculteurs du royaume étaient appelés à délibérer sur leurs intérêts spéciaux et à formuler leurs vœux.

« Toutes les régions avaient envoyé des représentants. Aucune des branches de la production agricole n'y resta sans avocat. Ouvert le 20 février, le congrès clôtura ses travaux le 25 après six longues séances remplies par des débats sur les questions les plus variées ».

Sans doute « les résolutions adoptées n'avaient d'autre autorité que celle qu'elles tenaient de la compétence des votants ; c'étaient des vœux auxquels le gouvernement pouvait donner telle suite qu'il jugerait convenable »

Mais, outre que ces résolutions « pouvaient servir de base à des propositions de loi dues à l'initiative parlementaire » elles s'imposaient encore à l'attention, sinon à la sanction gouvernementale.

Du reste pour marquer le caractère et l'importance du congrès, ne suffirait-il pas de dire que ses travaux étaient publiées à *l'officiel* et que le prince royal et l'infant Don Alphonse assistaient à ses séances, tandis que le président du conseil, les ministres des travaux publics, des finances et des affaires étrangères prenaient part à ses discussions (1).

« Deux autres congrès, organisés par la Royale Association décidèrent du sort de la culture du froment dans le pays en imposant aux gouvernements un régime protectionniste » (2). D'autres suivirent.

En février 1900, trois mille viticulteurs venus de tous les points du royaume se réunissaient encore aux appels de la même société pour discuter des mesures à prendre et proposer les remèdes aux maux dont souffrait le commerce des vins. Le roi lui-même présidait leur séance d'inauguration en présence de la famille royale. « Une représentation fut adressée au Parlement, comme résumé des travaux de l'Assemblée. Le gouvernement n'attendait que les conclusions du congrès pour présenter un projet de loi donnant satisfaction à la requête des intéressés » (3).

1. *Bulletin du ministère de l'agriculture*, 1888. Rapport de M. Billot, ministre de France à Lisbonne.

2. Don Luis de Castro. *Id.*, page 891.

3. *Ibid.*

Voilà qui suffirait à établir l'autorité de cette Royale Association dont le roi se proclame « le protecteur et le premier sociétaire » et dont les ministres enregistrent avec tant de soin et d'attention les manifestations et les doléances.

Pour consacrer davantage encore son crédit et son pouvoir, on l'invite « à nommer des délégués et des représentants, soit dans les Commissions administratives, soit dans les Conseils investis d'une mission officielle liée d'une manière quelconque aux intérêts généraux de l'agriculture ».

Tout dernièrement encore on vient de lui réserver la prérogative de désigner dans les départements les délégués du Marché Central des produits agricoles, dont la mission est si importante au point de vue des statistiques, des renseignements sur les prix, sur les récoltes, sur les mouvements et les fluctuations des cours. Enfin son directeur et son président ont acquis *le droit* de siéger au Conseil supérieur de l'agriculture et au Conseil du Marché des produits agricoles.

Voilà qui confine à la représentation officielle. En indiquant le rôle, les fonctions, l'importance de cette société libre qu'est la *Royale Association*, on croit parler de l'influence et des attributions d'une véritable institution d'Etat. Et pourtant l'une des plumes les plus autorisées du Portugal peut écrire : « Mais de tout cela à la formation de Chambres d'agriculture, analogues à celles que vous proposez en France, il y a un *profond abîme*, que nous n'avons pas encore essayé de combler, ayant à lutter à chaque pas contre la bureaucratie agricole, qui

se croit omnipotente et ne veut pas être dépassée dans ses pouvoirs auprès du gouvernement ».

V. — Italie

C'est en 1556 qu'on paraît s'être pour la première fois en Italie, préoccupé de pourvoir à la défense des intérêts agricoles. A cette époque, la République de Venise forma sous le nom de « *Beni inculti* » une institution revêtant à la fois les caractères d'une union professionnelle, d'une société scientifique et d'un conseil administratif.

Il n'y eut là qu'une tentative isolée d'intervention officielle, mais avec le ^{xviii}^e siècle, les cultivateurs commencèrent à s'unir et bientôt les sociétés agricoles se multiplièrent et partout s'épanouirent nombreuses. Le Piémont surtout se couvrit d'associations nouvelles.

C'est pourtant en 1860 seulement qu'une loi vint créer un ministère spécial de l'agriculture. Un décret royal du 26 décembre 1877 du reste le supprima pour raison d'économie. Mais l'utilité de ce département n'étant vraiment comprise qu'après sa disparition, dès l'année suivante, devant les réclamations des campagnes formulées nettement dans la grande enquête d'alors, le cabinet Cairioli réorganisa le département trop vite sacrifié par M. Depretis.

Pour seconder dans sa tâche le nouveau ministère reconstitué, le décret du 8 décembre 1878 rétablit auprès de lui l'ancien conseil supérieur de l'agriculture. Le

gouvernement gardait en outre pour s'instruire des besoins des campagnes, le droit de recourir à des enquêtes ou de nommer des commissions d'études.

En 1871, on avait déjà vu douze commissaires, convoqués pour « faire l'unité agricole de l'Italie » recueillir sur place les renseignements nécessaires, dresser des rapports et proposer les mesures rendues indispensables par les maux de l'agriculture. En 1878, une autre commission d'enquête avait exactement reçu la même mission. Comme une crise sévissait sur la culture, elle avait été chargée d'en rechercher les causes et d'en indiquer les remèdes. Elle fit alors un tableau complet de toutes les réformes attendues et désirées.

Mais il n'y avait là qu'un mode d'information coûteux et indirect, auquel on ne pouvait avoir recours qu'à de rares intervalles.

Pour faire parvenir au pouvoir leurs doléances, les laboureurs ont heureusement un intermédiaire plus stable et plus direct dans les comices agricoles. C'est là le seul organe imparfait encore de leur représentation professionnelle.

Ils ne furent pas créés par une loi spéciale, c'est un simple décret royal du 23 décembre 1866, sous le ministère Cordova, qui les institua. Leur but fut clairement fixé ; s'ils recevaient la mission de « vulgariser les bonnes méthodes », ils étaient surtout chargés de « recueillir sur les lieux les informations les plus détaillées sur l'état de l'agriculture et de *proposer au gouvernement les mesures générales ou locales les plus avantageuses* ».

En 1870 déjà nous voyons que M. Cantoni, chargé par

le ministère d'étudier leur œuvre, consigne en un long rapport maintes propositions émanées d'eux et peut énumérer plusieurs de leurs réponses aux « interpellations ministérielles ». On les voit par exemple demander la diminution de certains impôts, insister pour l'amélioration des routes et réclamer le développement de l'instruction professionnelle.

Deux décrets du 22 juin 1879 et du 3 avril 1884 sont venus modifier celui de 1866. Dans chaque chef-lieu de circonscription, un comice est établi. Tous les hommes qui s'adonnent à l'agriculture ou s'intéressent à ses travaux sont appelés à en faire partie. Pour augmenter leur importance et leur autorité, maintenant on leur permet de se syndiquer par province ou par groupe d'arrondissements et d'élire le conseil de direction auquel est confiée leur administration générale (1).

Ils forment des institutions libres que le gouvernement se contente de surveiller et auxquelles il accorde, sinon des subsides fixes, du moins des subventions spéciales, chaque fois qu'elles se proposent d'atteindre un but d'une utilité reconnue.

Les comices ont donc un rôle consultatif ; ils ont en outre le droit de proposer spontanément des réformes ; ils constituent ainsi des sources précieuses d'information « sur les besoins de leurs circonscriptions respec-

1. Il existe des comices dans 69 chefs-lieux de province, 128 chefs-lieux de département (circonscription), et 87 chefs-lieux de district. — *Capiluoghi di Provincia, di Circondario, di Distretti ove debbono aver sede i Comizi agrari in conformita del Decreto Reale 23 dicembre 1866.*

tives ». On étudia ces dernières années un projet de loi qui fixait davantage leurs attributions et réglait plus uniformément leurs fonctions ; mais il n'a pas encore abouti.

Près d'eux ont grandi des associations libres agricoles, qui ont développé leur action parallèle. S'il existe, et depuis longtemps en Italie, des académies et des instituts d'agriculture, des sociétés agraires ; les syndicats se sont partout multipliés comme en France dans de grandes proportions.

Ceux-ci ne sont pas régis par une loi spéciale, mais soumis aux dispositions du Code de commerce. Ils s'occupent surtout d'achat et de vente ; mais depuis qu'ils se sont groupés en une fédération, dont le siège est à Plaisance, ils aspireraient volontiers à jouer un autre rôle, assez analogue à celui des comices.

Ces sociétés tinrent un important congrès agraire à Rome en 1894. Une commission fut nommée pour étudier les avantages des associations agricoles et en 1895 se fondait à Rome la « Société des Agriculteurs Italiens » qui correspond à peu près à notre Société des Agriculteurs de France.

La représentation constituée par ces divers éléments, n'avait point paru suffisante, et on avait proposé naguère de la compléter par l'institution de véritables chambres d'agriculture. Le Sénat s'occupa de cette question en 1872 (1). Ces chambres se fussent composées de délégués nommés par les Comices et pour trois ans, à raison de un

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1872, p. 365.

par 50.000 habitants. A la tête de chacune d'elles se fut trouvé un comité de direction, composé d'un président, d'un vice-président et de six conseillers. Le ministre de l'agriculture eût pu se faire représenter à leurs séances par des délégués chargés d'y porter la parole, sans y avoir jamais le droit de vote.

Leur budget eût été alimenté par les communes, qui, pour concourir aux dépenses nécessitées par l'organisation de la représentation agricole, se fussent imposées de deux francs par cent habitants, pour la somme totale être partagée entre le comice et la chambre. On les eût reconnues d'utilité publique et on leur eût donné la personnalité civile.

Surtout on se proposait de leur accorder des pouvoirs de représentation plus marqués. L'article II portait spécialement qu'elles « représenteraient légalement les intérêts agricoles de leur zone, de leur bassin et de leur versant, et s'occuperaient de tout ce qui pourrait les favoriser ». On leur donnait le droit de diriger les travaux du comice et des sociétés agricoles et de correspondre avec eux ; pour augmenter leur action, on leur permettait de « se mettre en rapport les unes avec les autres et de se former en fédération ».

Mais ces chambres qui eussent officiellement exercé de vraies fonctions représentatives, agissant librement sous la réserve d'un simple contrôle de l'administration, ayant des droits fixes et certains, des moyens d'action, un budget même, ces chambres ne sont pas encore instituées. Des considérations politiques ont empêché jusqu'alors l'adoption du projet de loi qui les voulait créer.

VI. Belgique

Des comices, des sociétés provinciales, un conseil supérieur d'agriculture ; voilà ce qui constitue la représentation agricole actuelle en Belgique. On mit quelque temps avant d'arriver à cette organisation. L'évolution fut lente. Malgré des améliorations successives, malgré l'importance croissante, acquise par les véritables intéressés des campagnes dans ces corps chargés de les défendre, on pourrait dire qu'elle n'est pas achevée. Les modifications proposées à l'état de choses établi se multiplient.

Le conseil supérieur remonte aux premières années de la Belgique indépendante. Dans la séance du 22 février 1834, M. de Smet, représentant d'Alost, attirait l'attention du gouvernement sur la haute utilité que présenterait pour l'agriculture nationale l'institution de ce conseil (1). Le vœu exprimé par M. de Smet ne tarda pas à être réalisé.

1. « Nous avons, disait-il, une Commission supérieure de manufacture et de commerce, établie près le Gouvernement et dont les fonctions sont de solliciter des lois favorables à ces deux genres d'industrie ou de fournir au ministre des éclaircissements et des observations sur celles qu'il propose.

« Mais il est remarquable que le premier des arts, la plus importante de toutes les professions, l'agriculture, qui est l'occupation, je puis dire entière de la nombreuse population de la Belgique, qui est la source de toutes ses richesses et de sa puissance n'ait auprès du Gouvernement aucun représentant pour défendre ses intérêts. Il serait donc très utile d'instituer près du Gouverne-

Le 23 mars 1834, un arrêté royal créait le conseil supérieur. A considérer la première composition de ce conseil, il semble que le gouvernement de l'époque ait eu moins en vue la représentation des intérêts agricoles que la constitution d'une espèce de commission parlementaire de l'agriculture. Des neuf membres nommés par le gouvernement, quatre appartenaient au Sénat et cinq à la Chambre des Représentants.

Les débuts du nouvel organisme ne furent guère remarquables et son activité ne dut pas provoquer de grandes espérances dans le monde agricole. De 1838 à 1845, en effet, le Conseil ne se réunit qu'une seule fois. Depuis une convocation faite en 1841, il pouvait même être considéré comme dissous. Il fut rappelé à la vie par l'arrêté du 31 mars 1845, présenté au roi par M. le ministre Nothomb. De profondes modifications suggérées par l'expérience, furent apportées à son fonctionnement.

Si nous ne constatons pas encore la désignation des délégués au conseil directement par les associations agricoles, nous pourrions cependant remarquer un acheminement vers cette réforme. Le Roi nomme bien les neuf représentants des commissions provinciales au conseil, mais il les prend dans une liste triple de candidats présentée par ces commissions mêmes. Neuf membres du conseil sont comme précédemment nommés par le roi, mais les fonctions de membre et de secrétaire du conseil, sont incompatibles avec celles de membre des

ment, une Commission supérieure d'agriculture qui correspondrait avec les sociétés provinciales et, d'accord avec elles, prendrait tous les moyens de faire progresser notre agriculture ».

deux chambres législatives et de gouverneur. Cette incompatibilité est caractéristique du système nouveau. Le gouvernement de l'époque veut que le conseil devienne un collège indépendant, délibérant et votant en dehors de toutes considérations d'ordre parlementaire.

Le conseil devait s'occuper de l'examen de toutes les questions relatives à l'agriculture et des mesures propres à en augmenter la prospérité, donner son avis au Gouvernement sur les affaires concernant l'économie agricole soumises à ses délibérations, prendre connaissance des rapports annuels des commissions provinciales et adresser au ministre de l'Intérieur un rapport général sur la situation de l'agriculture. Un Comité central du Conseil était chargé d'expédier les affaires courantes et de donner son avis sur les affaires urgentes ou d'importance secondaire.

L'arrêté royal du 26 novembre 1849 allait réaliser de nouveaux progrès. Pour que le conseil pût jouir d'une légitime popularité et d'une réelle influence, on pensa qu'il devait être l'émanation spontanée des intérêts professionnels et l'on décida de confier aux associations agricoles nées d'une similitude d'intérêts, le soin de le constituer.

En 1845, une telle solution était impossible. Les organismes professionnels faisaient défaut. En 1849, la réforme était devenue réalisable, grâce à l'institution des comices créés par l'arrêté royal du 20 janvier 1848. Depuis lors il y avait en effet dans chaque district agricole un comice ou une section d'une société d'agriculture agréée par le gouvernement.

En faisaient partie les membres de la commission d'agriculture, les vétérinaires et, en nombre illimité, les propriétaires ou fermiers résidant dans la circonscription. Leur mission était plutôt technique, mais on les chargeait de concourir à la composition des commissions provinciales.

Celles-ci, réorganisées le 26 novembre 1849 étaient établies dans chaque province. Un membre par district agricole, un vétérinaire et un secrétaire les composaient. Leur but était de communiquer au gouvernement les vœux qu'elles croiraient devoir émettre et de lui donner, ainsi qu'à l'administration provinciale, les avis et les renseignements nécessaires (1).

Or les membres de ces commissions étaient bien encore, comme par le passé, nommés par le roi, mais le droit de présentation des candidats était transféré des commissions aux comices. C'était un nouveau pas dans la voie de la désignation des représentants de l'agriculture par les agriculteurs.

Nouveau progrès avec l'arrêté royal du 30 avril 1859. Jusque-là le nombre des membres du conseil, directement nommés par le gouvernement, était égal à celui de ceux qui représentaient les sociétés agricoles. Désormais ces sociétés auraient droit à une représentation double ; 18 membres au lieu de 9 leur étaient accordés. En outre le choix de leurs délégués ne devait plus être ratifié par

1. L'agriculture belge. Rapport présenté au nom des sociétés agricoles de Belgique, par E. de Laveleye. *Congrès agricole international de Paris*, 1878, page CCI.

le Roi. Les commissions provinciales choisissaient leurs mandataires sans intervention du pouvoir.

Une étape décisive fut franchie trente ans plus tard avec l'arrêté royal du 18 octobre 1889. Les comices avaient presque partout perdu leur activité ; les sociétés libres s'étaient au contraire développées. Le nouveau régime consacre ce fait accompli en faisant des sociétés le pivot du système. Les comices s'absorbent dans les sociétés tout en gardant leur ancien nom (1). C'est l'organisation actuelle.

Il est institué dans chaque province des *comices* agricoles dont la circonscription est déterminée par le ministre, après avis de la commission provinciale. Il suffit pour en faire partie d'avoir son domicile ou sa résidence dans la circonscription ou d'y être propriétaire d'une exploitation agricole. Toute société de cinquante membres peut, avec l'agrément du ministre, constituer un comice. Une cotisation annuelle, qui varie d'ordinaire entre 2 et 5 francs, en éloigne les ouvriers et les petits cultivateurs.

Chaque comice nomme un comité de 7 membres, chargé de le représenter, de correspondre avec la commission provinciale et de désigner dans chaque commune de la circonscription un correspondant de la société. Dans deux réunions annuelles et au besoin dans des assemblées extraordinaires, les comices s'inquiètent des intérêts agricoles qu'ils représentent.

Ils sont fédérés par province. Leur groupement cons-

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1890, page 504.

titue la *Société Provinciale d'agriculture*. Chacun d'eux y est représenté par son président ou son vice-président et par un délégué pris parmi les adhérents. Un membre de la députation permanente du conseil provincial, désigné par le gouverneur, fait de droit partie de l'assemblée. Celle-ci « émet son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Gouvernement, par l'administration provinciale ou par le conseil supérieur de l'agriculture et délibère sur les propositions qui lui sont faites par la commission ».

A son tour, l'assemblée des délégués nomme dans son sein un bureau chargé de l'administration courante et qui prend le nom de *commission provinciale d'agriculture*. Celle-ci, qui comprend de cinq à neuf membres, outre son bureau, « donne son avis sur toutes les questions qui intéressent le progrès agricole dans sa province ; elle renseigne l'administration centrale sur tous les faits préjudiciables à l'industrie rurale ; elle coopère à la confection de la statistique agricole ». En fait le gouvernement la consulte souvent et le rapport annuel qu'elle dresse pour le ministre devient un vrai cahier de doléances.

Enfin au sommet se trouve le Conseil Supérieur. C'est la délégation des agriculteurs au second degré. Il doit s'occuper de toutes les mesures qui intéressent le progrès de l'agriculture nationale et délibérer sur toutes les propositions relatives à l'agriculture qui lui sont soumises par le gouvernement, les sociétés agricoles provinciales, ou par ses membres.

Il tient deux sessions par an au moins. Le Roi peut

déléguer à ses réunions plusieurs hauts fonctionnaires, qui n'ont pas voix délibérative. Dans l'intervalle des séances, un comité central pris dans son sein le supplée dans son rôle de conseiller du Gouvernement dans les questions urgentes ou peu importantes.

« L'examen de chaque affaire a lieu d'abord au sein de la section compétente, puis en assemblée générale, elle retourne instruite avec conclusions au Gouvernement. Le conseil peut aussi s'éclairer par voie d'enquête en invitant à ses réunions les personnes dont il veut l'avis.... un compte sérieux est tenu de ses conseils dans la confection des lois et des règlements en matière agricole » (1).

Nous avons à dessein omis de faire connaître la composition du Conseil Supérieur. En vertu de l'arrêté royal du 18 octobre 1889, le conseil comprenait deux délégués choisis pour deux ans par chacune des sociétés provinciales d'agriculture et neuf membres nommés par le Roi. Cependant après quelques années, on dut reconnaître que, malgré de notables perfectionnements, la représentation des intérêts agricoles n'était pas complète dans son sein. Durant une longue période, les comices avaient été, sinon l'unique, du moins la principale manifestation de l'esprit d'association dans les campagnes. Mais, à côté de ces institutions officielles, un grand nombre d'unions agricoles libres s'étaient formées, qui avaient fait réaliser à l'agriculture d'incontestables progrès. Le

1. 3^e Congrès international d'agriculture. Bruxelles, 8-16 septembre 1895. Rapports préliminaires, *Les comices agricoles en Belgique*, par J. Cartuyvels-van der Linden.

Roi par son arrêté royal du 21 février 1898 reconnut la nécessité d'accorder dans le conseil supérieur une représentation spéciale à ces associations. Et maintenant le conseil se compose comme précédemment de deux délégués élus par chacune des sociétés provinciales d'agriculture, mais aussi de dix-huit membres nommés par le Roi, dont neuf représentant les associations libres poursuivant un but agricole.

Voici comment M. L. de Bruyn, ministre de l'agriculture, appréciait lui-même cette réforme dans une séance du conseil supérieur tenue le 24 janvier 1899 : « Dans l'état actuel des choses, le gouvernement dut assumer la charge de désigner lui-même ces délégués. L'œuvre par conséquent n'est pas parfaite et le Gouvernement sera heureux de connaître l'avis de votre conseil sur la meilleure organisation à donner, dans l'avenir, à la représentation des intérêts professionnels de l'agriculture.

« Vous serez sans doute amenés aussi à examiner l'orientation qu'il conviendrait de donner aux travaux futurs du conseil. Votre Collège, Messieurs, a plus que jamais un rôle considérable à remplir. Une administration qui ne s'éclaire pas constamment sur les besoins et les vœux de ses administrés s'expose à de lamentables échecs » (1).

C'est parce que « l'œuvre ne semblait point parfaite » à beaucoup que plusieurs ont proposé de modifier le régime actuel de la représentation agricole.

1. Conseil supérieur de l'agriculture. Session 1898-1899. Séance du 24 janvier 1899. Discours de M. L. de Bruyn, ministre de l'agriculture et des travaux publics.

Le conseil supérieur lui-même, dans sa session de 1893-94, étudiant l'arrêté royal de 1889 y apportait déjà de sensibles modifications. Une commission spéciale examinant ensuite le texte adopté par le conseil s'arrêtait à une première rédaction.

Au lieu de l'indétermination précédente, quant au nombre des comices et à l'étendue de leur circonscription respective, on en instituait un seulement par canton judiciaire. Au lieu d'admettre qu'il suffirait de résider ou d'être domicilié dans son ressort pour être admis à en faire partie, l'on exigeait des conditions professionnelles des nouveaux adhérents. Pour être membre effectif, il faudrait désormais être agriculteur, ouvrier agricole, propriétaire de biens ruraux ou rentrer dans certaines catégories déterminées : être vétérinaire, ingénieur agricole, instituteur, exercer une industrie connexe à l'agriculture.

Le rôle du comice reste encore modeste, bien qu'on le charge cette fois de « donner à l'administration les renseignements utiles », pourtant on marque encore le désir d'y voir augmenter l'influence des vrais intéressés : le comité doit être en majorité composé de cultivateurs.

Les sociétés provinciales gardent leurs attributions et la même mode de recrutement, mais on supprime les commissions provinciales, qui les secondaient. Leurs fonctions d'ordre intérieur passent à un « bureau administratif de la société », que l'on crée. Quant à leur mission représentative, qui nous intéresse davantage, on la donne à des « comités d'études agricoles ».

Ceux-ci sont composés de 5 membres, dont 3 désignés

par l'assemblée des délégués dans son sein et qui doivent être des cultivateurs de profession, puis deux nommés par le ministre, de préférence parmi les agronomes de l'Etat, les ingénieurs agricoles ou les vétérinaires. Deux ou plusieurs comités sont institués dans chaque province suivant son importance.

Ils doivent « donner leur avis sur toutes les questions agricoles, qui intéressent plus spécialement leur circonscription et qui leur sont soumises par le Gouvernement, l'autorité provinciale, le bureau de la société ou l'assemblée des délégués ». On ne touche pas à l'organisation du Conseil supérieur, qui reste établi sur les bases de l'arrêté de 1889.

Après avoir étudié diverses autres propositions, c'est à l'établissement d'un régime analogue à celui que nous venons d'exposer que conclut M. Jacques dans son rapport à la deuxième section du Conseil supérieur, pendant la session 1898-1899.

Il conserve les comices tels que les voulait la Commission de 1894 ; il garde le bureau administratif, les sociétés provinciales ; par contre, il supprime les comités d'études agricoles, mais il reprend les commissions provinciales avec la composition et le rôle, qui leur sont assignés par l'arrêté royal de 1889 ; il leur permet même de prendre « les mesures reconnues nécessaires à la suite des rapports des agronomes de l'Etat ».

Ces petits changements ne mériteraient peut-être pas d'être signalés et nous n'aurions probablement pas fait mention de la proposition nouvelle de M. Jacques, si nous n'y avions découvert une intéressante modifica-

tion quant au rôle et à l'influence des sociétés agricoles libres.

On sait que l'arrêté de 98 accorde à ces sociétés dans le sein du Conseil supérieur neuf représentants que le Roi désigne ; M. Jacques veut d'abord que les sociétés libres elles-mêmes nomment désormais ces neuf membres et, pour augmenter la puissance de leur intervention, il demande en outre qu'elles puissent également députer aux commissions provinciales.

Celles-ci comprendraient alors « des membres élus, dans la proportion du quart de l'ensemble, par les sociétés libres fonctionnant dans la province, s'occupant de progrès agricole sans but commercial ou industriel ». Ces sociétés devraient seulement, pour obtenir le droit d'élection, soumettre leurs statuts à l'agrément du gouvernement, et l'un des vice-présidents de la commission devrait forcément être choisi parmi les membres qu'elles y enverraient siéger.

Cette participation des associations libres à l'action des groupements officiels, ces commissions consultatives dans lesquelles fusionneraient des sociétés indépendantes et des comices réglementés, ce projet de représentation agricole à double origine valaient d'être signalés.

On ne trouve point trace des mêmes préoccupations dans une autre proposition, soumise vers la même époque à l'examen du conseil supérieur par M. Francotte. Elle ne s'inquiète que des comices.

Au maximum, elle en établit un par commune, au minimum, un par canton. Voilà pour la circonscription.

Toute société de cent membres peut du reste en prendre le titre et le caractère officiel. Mais le rôle des comices devient plus important ; pour la première fois, on leur reconnaît le droit « de donner leur avis sur les questions qui leur seraient soumises par les pouvoirs publics et de faire connaître à ces pouvoirs les besoins de l'agriculture de la région et les desiderata des agriculteurs ». Pour la première fois aussi, nous voyons qu'on leur permet de « déléguer un membre à l'Assemblée Provinciale ».

Ainsi tout le pouvoir de représentation se trouve maintenant appartenir aux comices ; c'est au contraire l'« assemblée des délégués » qui n'a plus à jouer qu'un rôle électoral. On la charge seulement de nommer les membres de la commission provinciale et du conseil supérieur ; ces deux corps conservant du reste à peu près la composition et les attributions que leur donne l'arrêté de 1889. Les comités d'études agricoles ont encore ici disparu.

Jusqu'alors, ce sont des sociétés agricoles à caractère officiel plus ou moins marqué que les arrêtés royaux, d'abord, puis les propositions successives, tendant à les modifier, ont pris comme seuls organes de la représentation de l'agriculture. M. Niézette et quelques-uns de ses collègues socialistes ont trouvé cette organisation surannée. « Les comices sont devenus actuellement des sociétés particulières, obéissant à des intérêts de coterie. Actuellement la libre participation est uniquement subordonnée au paiement d'une cotisation annuelle ; on a chassé les cultivateurs ».

Pour que tous les intéressés et eux seulement, puissent, en dehors de toute affiliation à une société quelconque, avoir le droit de se faire représenter ou celui de représenter leur classe auprès des pouvoirs, ces messieurs proposent l'établissement de vraies chambres d'agriculture, analogues à celles dont on réclame l'institution en France. Mais leur imitation n'est point un esclavage ; des retouches successives corrigent le modèle qu'ils ont voulu reproduire.

Dans chaque canton de justice de paix, ils créent une chambre d'agriculture, à laquelle ils conservent le nom de « comice ». Ses neuf membres sont répartis également entre trois catégories ; la première comprenant trois fermiers propriétaires, la deuxième, trois fermiers locataires et la troisième, trois membres ouvriers, tous élus par leurs pairs (1). Un ingénieur agricole y est adjoint comme secrétaire. Le conseil supérieur le désigne.

Chaque comice délègue un membre par catégorie pour former la « chambre provinciale d'agriculture » ; à son tour, chaque chambre provinciale envoie trois de ses membres, soit un par catégorie, siéger au conseil supérieur. Des secrétaires y sont également adjoints.

Ces divers corps hiérarchisés tiennent chacun annuel-

1. Sont fermiers propriétaires : tous ceux qui exploitent moins de terres qu'ils n'en donnent en location ; fermiers-locataires : tous ceux dont l'exploitation est supérieure en superficie aux terres qu'ils offrent en location ; ouvriers : tous ceux qui ont pour occupation principale un travail agricole quelconque en qualité de salarié au service d'un cultivateur. Tous sont électeurs et éligibles dans leur catégorie. Le vote est obligatoire.

lement une session de quinze jours, trois semaines ou un mois. Le conseil supérieur et le département de l'agriculture reçoivent communication des procès-verbaux des séances.

Les attributions des comices sont ainsi déterminées : « Ils ont pour mission de *délibérer sur les intérêts de l'agriculture et des classes agricoles dans leur circonscription*; de concourir à la diffusion des connaissances pratiques, de prendre, dans les limites tracées par la loi, toutes les mesures qu'ils pensent utiles, de contribuer à la réalisation des institutions propres à assurer les progrès agricoles ou à améliorer les conditions des classes rurales, de prévenir et autant que possible d'aplanir par voie de médiation, de conciliation et d'arbitrage les difficultés ou les conflits qui pourraient surgir particulièrement entre les propriétaires et les locataires ou entre les chefs d'exploitation et les ouvriers ou domestiques agricoles et de fixer le taux des fermages ».

A côté de leur but représentatif, les comices ont donc un rôle économique à jouer et surtout une mission sociale à remplir.

C'est peut-être parce que l'on veut que « les trois facteurs principaux de la production agraire soient également représentés » qu'on divise le monde agricole en trois catégories, dont chacune envoie deux délégués au comice ; mais on ne règle même pas les rapports de ces chambres cantonales avec l'administration ou le gouvernement.

C'est qu'on « voit surtout dans les comices réorganisés les représentants du pouvoir social venant établir la

véritable égalité des contractants dans les différentes opérations que suppose la pratique de l'agriculture ». C'est encore ici le contrat de travail qu'on veut surtout régler.

Dans une proposition plus récente, M. H. Denis n'a fait que reprendre les idées de M. Niézette. Il crée seulement une quatrième catégorie : celle des « propriétaires non-cultivateurs » dans laquelle rentrent « tous ceux qui, sans exploiter eux-mêmes, donneront en location des terres comprises dans le territoire agricole d'une commune du ressort du comice, pourvu qu'elles aient une étendue totale d'au moins un hectare ».

Après viennent « les propriétaires cultivateurs en faire-valoir direct », soit : tous ceux qui sont propriétaires de plus de la moitié de l'étendue des terres qu'ils cultivent dans la commune. Ces deux groupes distincts forment la « section de la propriété ». Les sections : « de l'agriculture » formées par les seconde et troisième catégories et « du travail » constituées par les représentants de la quatrième complètent l'organisation. Chacune peut délibérer séparément. Remarquons seulement que dans ce projet une sorte de représentation proportionnelle s'ajoute à la représentation professionnelle, car aux deux représentants qu'on lui attribue, chacune des quatre catégories a le droit d'en ajouter « un par 50 habitants de toute condition, relevés dans la commune au dernier recensement ».

La mission sociale est encore plus marquée : deux chambres de conciliation sont établies, dont on multiplie les pouvoirs ; pourtant on subordonne leur intervention à la demande des intéressés.

Ces deux propositions furent soumises à l'examen du conseil supérieur. M. Jacques, chargé du rapport, ne se laissa pas séduire par la nouveauté de leurs aperçus. Il soutint qu'au lieu d'apaiser les conflits, ces nouveaux comices détruiraient l'entente ; que les dépenses nécessitées par l'établissement de ces chambres, par la confection et la revision constante des listes électorales, par le paiement des indemnités aux membres des comices, dont les fonctions ne seraient pas gratuites, que d'autres difficultés d'exécution enfin, rendraient impraticable ce système de représentation.

Il s'attaqua même au principe, disant qu'on « ne comprenait guère en quoi les intérêts agricoles seraient mieux représentés par un groupe de neuf hommes que par un comice ouvert à tous, où chacun pouvait librement voter et donner son avis ».

Comme nous l'avons dit plus haut, il en revint au texte de la commission de 1894, dont il se borna simplement à modifier quelques articles.

Et maintenant le Conseil supérieur ne s'est pas encore prononcé. La question de la réorganisation des « comices agricoles » c'est-à-dire de la « représentation actuelle de l'agriculture » est toujours à son ordre du jour, mais on ne peut prévoir encore quelles seront les réformes apportées au régime existant.

Les échanges de vues sont fréquents, mais, ainsi que pouvait l'écrire récemment le distingué M. Frédéric d'Hont, secrétaire du Conseil supérieur, « il faudra nécessairement encore pas mal de discussions pour arri-

ver à un résultat qui satisfasse et les partisans du tout par l'Etat et ceux du rien par l'Etat. »

VII. — Espagne

Toute société de cinquante membres peut en Belgique, avec l'agrément du ministre, constituer un comice. En Espagne, un principe analogue préside *seul* à toute l'organisation de la représentation agricole. Ici-même plus de comices *créés* par un arrêté royal dans chaque circonscription, le décret du 14 novembre 1890 ne prévoit que la *transformation* de sociétés libres existantes en chambres officielles (1).

Du reste toute association présentant un caractère permanent, fondée par des sujets espagnols pour défendre les intérêts de l'agriculture et des industries rurales peut, quelle que soit la forme qu'elle ait revêtue, recevoir le titre de chambre officielle. Il lui faut seulement pour cela se conformer aux dispositions des articles 2 et 3 du décret.

Sa constitution doit être approuvée par décret royal, sur la proposition du ministre de l'agriculture, et la reconnaissance officielle ne peut lui être refusée, si ses statuts sont conformes aux règles d'organisation imposées par l'article 3.

Ses membres doivent être de nationalité espagnole. Ils peuvent du reste cesser d'appartenir à la chambre par

1. *Diccionario de la adminitracion espanola* de Marcelo Martinez, Alcubilla. 5^e édition. Madrid, 1892.

démission volontaire, décision de la junta ou comité directeur et sentence judiciaire entraînant perte ou suspension des droits civils.

La junta ou comité de l'association doit se composer d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier et d'au moins six membres avec un secrétaire général. A cette junta sont éligibles seulement « les membres de la chambre qui figurent dans la moitié supérieure de la hiérarchie, établie entre tous les membres, inscrits à titre individuel ou comme représentants d'une société ou d'une entreprise agricole ». C'est l'assemblée générale qui nomme pour trois ans les membres de la junta par l'élection directe.

La junta et l'assemblée générale doivent se réunir toutes les fois que le gouvernement le demande et aux époques fixées par les règlements. Plusieurs juntas ou plusieurs chambres peuvent se grouper pour délibérer sur des intérêts communs dans les cas également prévus ou sur l'autorisation du gouvernement.

Les chambres restent au surplus maîtresses de leur règlement, elles sont libres d'organiser à leur guise leur régime intérieur : tenues d'assemblée générale, cotisation, convocation.

Elles reçoivent en retour le droit de solliciter des *Cortes* toutes les mesures qu'elles jugent utiles à l'élevage ou aux progrès de l'agriculture ; de proposer au gouvernement, à sa requête ou d'office, les réformes qu'il leur paraît indispensable d'apporter aux lois ou aux règlements en vigueur, touchant la propriété rurale, les travaux utiles, les méthodes d'exploitation.

On doit les consulter sur les projets de traités ou lois de commerce, de navigation, de transport, sur les tarifs douaniers, la législation du crédit rural, l'organisation et le programme de l'enseignement agricole.

A côté de ce rôle représentatif, elles jouent celui de nos comices et de nos syndicats, s'occupant d'organiser des expositions, des concours, de distribuer des prix, de monter des fermes-modèles, de fonder des caisses de prêts, d'assurances, de retraites, d'acheter ou de revendre des semences, du bétail, des machines. Elles cherchent également à faire accepter leur arbitrage dans les différends entre commerçants et agriculteurs, fermiers et propriétaires, producteurs agricoles et consommateurs. On leur donne même le droit exceptionnel d'exercer devant les tribunaux l'action criminelle contre les falsificateurs et tous ceux qui faussent les cours des marchés (1).

VIII. — Autriche

Nous trouvons ici la représentation agricole diversement organisée. Nul texte ne l'institue d'une façon uniforme pour tout l'Empire ; ici créée par une loi, plus loin elle reste indépendante ; chaque pays de l'Autriche a pu la composer différemment et la former à sa guise.

1. Un décret du 7 juillet 1871 avait créé en Espagne un conseil supérieur de l'agriculture (*consejo de agricultura*) et des conseils provinciaux composés de fonctionnaires et de députés. *Annuaire de législation étrangère*, 1872, page 380.

Deux décrets de 1887 ont approuvé le règlement pour la constitution du conseil supérieur (12 mai) et organisé une commission consultative agronomique (11 août), *id.*, 1887, page 507 et 508.

Toutefois, en groupant les divers pays d'après le système général de représentation adopté, nous pouvons les répartir en deux catégories.— La Haute-Autriche, le Tyrol, l'Istrie, la Dalmatie, la Bohême et la Moravie, qui ont *légalement* établi des *Conseils d'Agriculture* formeraient la première classe.

Les autres gouvernements (Basse-Autriche, Salzbourg, Vorarlberg, Styrie, Carinthie, Carniole, Trieste, Görz, Silésie, Galicie et Bukowine) nous donneraient un second groupe, car la défense des intérêts ruraux s'y trouve remise à des *Sociétés Impériales Royales d'Agriculture* de fondation ancienne, qui, ces derniers temps, sont devenues plutôt des associations *libres* de cultivateurs.

Comme type de *conseil d'agriculture* nous avons celui que la loi du 9 mars 1886 établit dans la Haute-Autriche (1). Il doit « veiller sur les intérêts agricoles dans le pays, les faire progresser et les représenter ». Il sert d'intermédiaire obligatoire aux cultivateurs qui veulent faire parvenir des réclamations au gouvernement ou au conseil du pays; il doit donner son sentiment sur les pétitions qu'il transmet. Spontanément il peut fournir à l'administration des rapports sur tous les sujets intéressant l'agriculture.

Il tient annuellement une assemblée générale et des séances extraordinaires en cas de nécessité. Son bureau se réunit tous les trois mois ou même plus fréquemment.

Son président est nommé par l'empereur pour six ans.

1. Gesetz vom 9 märz 1886, wirksam für das Erzherzogthum Oesterreich ob der Enns.

Il comprend en outre un membre du conseil (*Laudesausschuss*), qui peut s'adjoindre un ingénieur, deux membres nommés par le ministre de l'agriculture, deux nommés par le conseil et choisis parmi les agriculteurs ou les sylviculteurs.

Mais, à le juger d'après ces divers éléments, on se tromperait sur son caractère et sur sa véritable nature. Le conseil supérieur est surtout le couronnement des sociétés agricoles que la même loi de 1886 organise ; il compte en effet parmi ses membres leurs présidents et d'autres délégués d'associations agricoles. Ces sociétés sont instituées à raison de une ou deux par district suivant les besoins. Elles doivent réunir trente membres : propriétaires cultivateurs ou fermiers, payant une cotisation. Elles renseignent le conseil d'agriculture qui reçoit mission spéciale de les « protéger » et, dans leur district, elles représentent les intérêts ruraux et les défendent. Les autorités politiques, les conseils municipaux et les sociétés existantes s'entendent au sujet de leur création.

Le *Conseil d'agriculture* créé par la loi du 19 mai 1897, dans le margraviat de Moravie, remplit dans son pays le rôle qui est assigné dans la Haute-Autriche à celui que nous venons d'étudier. La composition seule diffère.

Il comprend en Moravie deux sections, l'une tchèque, l'autre allemande, réunies par un collège central qui s'occupe des affaires communes. Ses membres sont élus par les sociétés agricoles, d'après les règles établies par ordonnance du gouverneur en date du 4 octobre 1899. On ne donne point au conseil ou au ministre le droit d'y

déléguer. La représentation n'émane cette fois que des associations d'intéressés (1).

Les *sociétés impériales royales d'agriculture*, dans les autres pays, sont aussi les véritables organes de défense et de protection des classes rurales. Les districts agricoles leur communiquent leurs plaintes et leurs vœux. Elles les remettent ensuite avec leurs rapports au gouvernement ou aux autorités compétentes. Le ministère de l'agriculture en retour et l'administration s'en servent, comme des conseils d'agriculture du reste, pour distribuer leurs subventions et communiquer avec le monde des campagnes.

Cette représentation a paru cependant insuffisante. Des sociétés libres se sont créées, comme l'importante *Union des Agriculteurs de Basse-Autriche*. Dans le Tyrol, on se préoccupe depuis 1886 de créer des sociétés obligatoires. En Styrie, l'on veut créer des sociétés analogues aux Conseils d'agriculture. Dans la Basse-Autriche, la Diète, le 12 février 1894, a pris connaissance d'un rapport sur la formation d'une commission spéciale, qui serait chargée de la conseiller sur les matières agricoles et serait composée de délégués du gouvernement, de membres de la Diète et de délégués de la société agricole de Vienne ou d'autres associations subventionnées par les fonds nationaux (2).

Mais, dans le cours des temps, le besoin s'est fait sen-

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1897, page 420.

2. Erläuternde Bemerkungen zu dem gesetzentwurfe, betreffend die Errichtung von Berufsgenossenschaftender Landwirte, III. 26. Session 1896.

tir surtout non plus seulement d'organisations particulières, spéciales aux divers pays, mais d'institutions plus larges s'étendant à tout l'Empire.

Pour entrer dans cette voie nouvelle, on a déjà récemment, en 1898, créé le *Conseil Supérieur d'Agriculture*, qui est un organe officiel, accrédité près du gouvernement central pour le conseiller sur toutes les matières intéressant l'agriculture et l'économie forestière. Il est composé de délégués des associations agricoles.

Mais toutes ces sociétés, qui sont à la base de l'organisation de la défense rurale, tous ces comices, qui — directement ou par l'entremise des Conseils d'agriculture que leurs délégués constituent — soutiennent auprès des pouvoirs les revendications des campagnes, toutes ces associations diverses ne donnent pas encore à l'agriculture la vraie représentation à laquelle elle doit prétendre.

Leur caractère facultatif en éloigne trop de travailleurs des champs, pour qu'elles puissent parler au nom des populations rurales. Le Conseil supérieur lui-même ne peut être l'organe que des sociétés appelées à le composer. Les cultivateurs qui ne sont inscrits dans aucun groupe, manquent donc de représentation. Au dernier congrès international des syndicats, tenu dans l'hôtel de la Société des Agriculteurs de France, en 1900, M. Erth, conseiller aulique, délégué du ministère de l'agriculture d'Autriche, apportait sur ce sujet des communications bien intéressantes à ses collègues.

En avril 1891 déjà, l'on s'était en Autriche inquiété d'une réforme à introduire par voie législative. Dans le

discours d'ouverture du Parlement, on avait fait une allusion directe aux mesures à prendre pour compléter et corriger le système en vigueur. Mais des difficultés d'ordres divers empêchèrent qu'on s'inquiétât immédiatement de la solution désirable.

Deux ans plus tard seulement, en 1893, le gouvernement apportait le texte promis. L'accueil, qui lui fut fait, ne fut pas le même partout, bien que l'idée d'une organisation définitive et complète de la classe des paysans soulevât tous les enthousiasmes.

Le conseil d'agriculture se saisit de la question en 1895, il étudia longuement et en détail tous les articles du projet et il dut reconnaître, après cet examen sérieux et approfondi de ses dispositions, que des obstacles insurmontables s'opposaient à son adoption.

Le gouvernement reprit donc son projet, il le retoucha d'après les vues et les indications du conseil d'agriculture et, ces modifications opérées, il le représenta en 1896. Il renonçait momentanément à trancher certaines questions délicates ou irritantes (1).

Ce projet est encore actuellement soumis au Parlement. On s'est proposé surtout de faire une « loi-cadre » qui, en jetant les grandes lignes d'une organisation générale pour toute l'Autriche et, en établissant un régime uniforme pour l'Empire, permettrait cependant aux divers pays d'adopter des solutions spéciales sur certains points secondaires de réglementation.

La loi, proposée « sur la formation de sociétés d'agri-

1. Bericht des landwirtschaftlichen Ausschusses. 1. Session 1896.

culture » porte l'établissement d'une société par district judiciaire et pour ce district et d'une autre société par pays et pour toute l'étendue de ce pays (1).

Telle est du moins la règle générale ; les lois particulières peuvent y déroger. On peut ainsi former une société pour une région seulement d'un pays ; on peut en créer plusieurs par district judiciaire ; au contraire deux ou plusieurs districts peuvent se réunir pour en former une seule ; un pays peut avoir aussi plusieurs sociétés ; enfin des groupes de cultivateurs ayant des intérêts spéciaux peuvent se constituer en associations particulières. On laisse aux législations diverses la liberté de se prononcer souverainement sur la dissolution ou la réunion des sociétés existantes.

Le but des corporations qu'on organise est d'amener une amélioration dans la situation « matérielle et morale » des agriculteurs. Pour arriver à ces fins, elles doivent s'efforcer de développer les idées de mutualité et l'instruction, conserver et augmenter l'esprit de corps, et elles sont chargées de pourvoir à la représentation de la classe, dont elles doivent défendre les intérêts.

Sont membres des sociétés de district ou de paroisse les propriétaires de biens sis dans le district ou la paroisse et exploités en forêt ou en culture. Partout du reste où un propriétaire possède des biens satisfaisant à ces conditions, il est membre de la société locale.

La législation de chaque pays peut subordonner le droit d'être membre d'une corporation à la possession

1. Gesetz betreffend die Errichtung von Berufsgenossenschaften der Landwirte.

d'une étendue minima de terres ; elle peut fixer également un maximum au-dessus duquel on ne fera plus partie de la société. Les autorités politiques du district et en dernier ressort celles du pays sont appelées à statuer sur les contestations relatives à la valeur des titres au grade de membre.

Font partie de l'association du pays tous les membres des sociétés de district existant dans ce pays. S'il y a plusieurs associations de cette sorte, la législation spéciale fait entre elles le partage des membres des sociétés de district. Elle peut même y faire entrer des personnes qui n'appartiendraient pas aux sociétés inférieures.

Les propriétaires peuvent déléguer à leurs fermiers leur qualité de membre de la corporation avec les droits et les devoirs qu'elle comporte. Ces droits et ces devoirs sont fixés par les lois du pays, qui déterminent notamment les conditions de l'électorat et de l'éligibilité au bureau de la société. L'État, le pays, la commune, les personnes civiles, les mineurs sont, en tant que propriétaires fonciers, représentés dans la corporation. Lorsqu'un bien donnant droit au titre de sociétaire, est indivis, les personnes auxquelles il appartient délèguent un représentant, mais elles sont solidaires pour le paiement des cotisations.

Le ministre de l'agriculture a droit à deux délégués dans les bureaux des sociétés de Pays. Les autorités d'un pays peuvent y envoyer également, avec l'autorisation du ministre, des représentants.

Les législations particulières ont à fixer le mode d'élection, la composition et les attributions du bureau qui

représente la société. Elles donnent, si elles le jugent bon, aux communes privées de sociétés le droit de prendre comme organe un « homme de confiance », elles peuvent de même accorder aux associations existantes un représentant dans les bureaux des sociétés de district ou même dans la société nationale. Les associations, les conseils d'agriculture, établis antérieurement, sont en effet conservés avec mission de concourir au but des sociétés nouvelles. Chaque législation fixe leurs règlements.

On laisse aux lois particulières le soin de reconnaître le droit d'élection à des propriétaires de biens sis en dehors de la commune, ou d'admettre dans la corporation, comme membres extraordinaires, avec suffrage, d'anciens fermiers ou d'anciens propriétaires, des professeurs ou des directeurs d'établissements d'enseignement agricole, des vétérinaires, des employés des eaux et forêts, et en général toutes autres personnes ayant rendu des services à l'agriculture.

Le rôle des sociétés ainsi constituées est multiple. On énumère longuement leurs attributions en matière d'achat et de vente ; elles doivent s'inquiéter de la fondation de caisses de prêt et d'assurances ; le crédit, l'enseignement doivent les préoccuper ; elles peuvent fournir des arbitres pour terminer les différends entre cultivateurs.

Mais c'est leur mission représentative surtout qui nous intéresse ; or le texte leur reconnaît expressément le droit « de donner aux autorités de l'Empire ou à celles du Pays, sur leur demande ou même spontanément, sans

y être sollicitées, des avis sur les affaires agricoles » ; elles peuvent en outre « coopérer aux mesures prises par l'Etat ou les autorités autonomes dans le but de faire progresser l'agriculture notamment en matière de subventions ».

C'est sur ce rôle des sociétés qu'on fut longtemps à s'entendre. D'autres questions aussi embarrassaient. Certains allaient jusqu'à discuter le principe de l'intervention législative en cette matière et soutenaient qu'il fallait laisser, comme par le passé, les sociétés se former spontanément. Pourquoi ne pas se contenter de la représentation obtenue par des sociétés libres, qui fonctionnaient à merveille et pouvaient être considérées comme de véritables organes des populations rurales ?

D'autres voulaient au contraire introduire une réglementation à outrance ; ils demandaient, sans tenir compte des différences profondes qui existent entre les divers pays d'Autriche, de créer partout des sociétés identiques, d'un modèle uniforme et dont la constitution eût été fixée par la loi jusque dans les moindres détails.

Entre ces deux opinions extrêmes, une troisième s'était fait jour ; ses partisans, tout en demandant à une loi d'instituer dans tout l'Empire des associations agricoles d'un type identique, voulaient laisser aux diverses législations le droit de modifier le modèle qu'on leur aurait proposé. Mais alors des difficultés naissaient : quels caractères immuables donner aux sociétés à créer ? Sur quels points au contraire permettre aux lois des divers

pays de la façonner à leur guise suivant les nécessités locales ?

C'est au milieu de toutes ces discussions, après maintes retouches faites pour essayer de concilier les divers systèmes que le texte du gouvernement vint proposer sa solution. Il semble bien qu'il assurera le triomphe de l'opinion moyenne.

En 1896, le Conseil d'Agriculture examinait le projet tout après son dépôt et le rapport qui fut alors dressé lui était entièrement favorable. Malgré la triste situation dans laquelle se trouve l'agriculture, constatait le rapporteur, les cultivateurs sont encore « isolés, sans organisation, sans influence ». Pourtant les charges hypothécaires pèsent plus lourdement, le nombre des émigrations augmente, la concurrence étrangère grandit sur le marché.

Dans les autres nations, des sociétés se fondent, on essaie d'encadrer ces forces éparses ; on veut « garder les agriculteurs de l'isolement et du découragement ». L'Autriche doit se laisser entraîner, dans ce grand mouvement, disait-il. Une loi est nécessaire pour grouper les populations rurales pour la défense.

Elle ne suffira pas sans doute pour réaliser toutes les réformes nécessaires, mais elle les aura toutes préparées ; ce sera « le premier pas vers une situation meilleure ». Il faut donc former des sociétés qui puissent parler au nom des paysans. Elles représenteront leurs intérêts et, comme elles exprimeront les idées du monde agricole, leurs avis seront entendus.

Mais pour qu'elles puissent donner tous ces avantages,

il faut qu'elles soient instituées *légalement* ; « elles doivent être *obligatoires*, si elles veulent atteindre leur but ». Alors, au lieu de traiter les affaires isolément, comme les sociétés existantes, elles combineront leurs efforts, et, tout le pays sera pris dans le « réseau de leurs associations » (1).

Un autre rapporteur vient, en 1899, d'aboutir encore aux mêmes conclusions. Après nous avoir tracé de la situation de l'agriculture un tableau très sombre, il reconnaît que depuis dix ans une foule d'associations ont été créées pour parer à la crise. Mais elles forment une « troupe bigarrée, sans règlement uniforme et sans unité ».

Pour prouver l'insuffisance de ces associations libres, on n'aurait, à défaut d'expérience personnelle, qu'à interroger les exemples donnés par l'étranger. L'organisation légale prend un rapide et large développement dans tous les autres pays d'Europe. Les masses elles-mêmes sentent de plus en plus le besoin de se grouper, et comme l'idée de mutualité se répand chaque jour davantage, l'association apparaît « comme une graine promettant les plus belles fleurs et les plus beaux fruits et qui ne demanderait qu'à être soignée ».

Cette graine féconde, le rapporteur veut qu'une loi la sème par tout l'Empire ; il ne faut pas compter seulement, pour la porter dans toutes les provinces, sur le caprice des libres brises et sur le souffle indépendant des zéphyr.

1. Bericht des landwirthschaftlichen Ausschusses... Wien, 5 november 1896.

L'intervention légale est nécessaire et la loi doit rendre « *obligatoires* » les sociétés qu'elle créera. « Ce mot « obligatoire » ne doit effrayer personne du reste. Il n'implique pas la contrainte ; il marque seulement la consécration officielle d'un mouvement libre et spontané. « N'est-ce pas un des plus beaux devoirs du gouvernement que de s'apercevoir à temps des courants populaires et de les favoriser » (1).

Ainsi donc on semble enfin s'être mis d'accord sur la nécessité d'une représentation légale qu'assureront des sociétés dans lesquelles les cultivateurs se trouveront de droit embrigadés. Le projet a scellé l'entente sur ces points divers.

Il a, d'autre part, satisfait tous ceux — et ils étaient nombreux — qui redoutaient le vote d'un texte trop tyrannique et trop précis. Il laisse en effet aux législations particulières une grande latitude. Elles peuvent se mouvoir à l'aise dans les limites qu'on leur trace.

Il suffit de se reporter au texte pour voir de quelles libertés jouissent les Parlements de chaque Etat. Ne leur laisse-t-on pas le soin de déterminer notamment quels seront les membres des associations agricoles ? Suffira-t-il d'être propriétaire de biens fonciers quelconques pour faire partie de la « corporation », ou bien faudra-t-il pour cela remplir certaines conditions ? C'est aux lois différentes de le décider.

Doit-on considérer encore comme agriculteurs les pro-

1. Referat betreffend die zweckmäßige organisation einer landwirtschaftlichen Interessenvertretung. Professor Dr Braf, Berichterstatter. Wien, im märz 1899.

priétaires de très petites parcelles de terrain ? Ils ont plutôt peut-être le caractère d'ouvriers et leur grand nombre pourrait avoir sur les décisions une funeste influence. Au contraire faut-il ouvrir les associations aux chefs de grandes exploitations agricoles, qui, pour la plupart, ont su trouver des débouchés, organiser leur production et qui n'ont guère besoin en somme de s'affilier à un groupement, dans lequel les petits trouvent au contraire force et assistance. Les lois particulières répondent encore : elles peuvent fixer un minimum et un maximum, au-dessous et au-dessus duquel on n'appartiendra pas à la corporation.

On s'en remet à elles du soin d'établir le mode d'élection, la composition et les attributions du bureau représentant les sociétés agricoles. Le texte général donne le droit électoral à tous les membres ; mais par des dispositions spéciales, elles peuvent créer des classes d'électeurs basées sur l'impôt, l'étendue des propriétés, etc.

Elles peuvent accorder aux sociétés déjà existantes la faculté de se faire représenter dans le bureau des sociétés nouvelles, cela pour amener les agriculteurs déjà groupés à agir de concert avec les nouveaux fédérés. Ainsi les anciens « *casinos* » peuvent contribuer à la représentation des intérêts de leur classe et l'union se fait entre sociétés libres et groupements officiels ; ce qui peut apaiser les résistances des adversaires du projet, partisans d'une représentation complètement libre et opposés au principe même de la loi.

Elles se prononcent sur le montant de la cotisation exigible. Celle-ci du reste est perçue comme les impôts

royaux par les agents du pouvoir central... Elles donnent ou refusent aux autorités le droit de déléguer dans le comité de chaque société. C'est encore d'elles que dépend l'admission de membres extraordinaires.

En un mot, pour ne rappeler ici que quelques-unes des libertés principales qui leur sont laissées, elles peuvent, dans l'intérieur de leur pays, modifier assez la composition, l'organisation, le rôle des sociétés agricoles, pour que celles-ci se plient aux exigences locales et se prêtent aux besoins du pays (1).

Restait un point essentiel sur lequel les projets précédents ne s'étaient pas bien expliqués. Quel serait le rôle des sociétés qu'on créait et quelles attributions leur reconnaîtrait-on ? Le texte sur ce point restait vague. Aujourd'hui le texte a précisé. Les sociétés qu'on veut instituer auront un rôle économique à jouer, une mission sociale à remplir.

Elles chercheront les débouchés nécessaires à l'écoulement des produits ; elles fonderont des magasins ; elles pourront acheter pour leurs membres des fournitures, des engrais. On demande seulement que certaines précautions soient prises pour les éloigner des entreprises hasardeuses. En même temps, elles créeront des œuvres d'assistance, elles apaiseront les conflits nés entre leurs membres.

Mais quel sera leur pouvoir de représentation ? Le

1. Erläuternde Bemerkungen zu dem Gesetzentwurfe, betreffend die Errichtung von Berufsgenossenschaften der Landwirte, Session 1896. Conseil d'agriculture. Protokollen des Abgeordnetenhauses.

projet cette fois les désigne formellement comme les corps auprès desquels les autorités centrales ou du pays devront se renseigner, lorsqu'elles auront à prendre des décisions intéressant l'agriculture ; et il leur reconnaît expressément le droit de donner spontanément leur avis aux mêmes autorités. Il les appelle enfin à « coopérer aux mesures prises par l'Etat ou les pouvoirs autonomes dans l'intérêt de l'agriculture, surtout lorsqu'il s'agit de subventions ou d'indemnités à accorder ».

On croit avoir ainsi réalisé l'« agrarpolitischer Selbstverwaltung », c'est-à-dire qu'on croit avoir donné de cette façon à l'agriculture l'administration politique, autonome dont on parle depuis si longtemps.

Mais le conseil d'agriculture, dans sa session de 1899, ou tout au moins son rapporteur, trouve que la réforme n'est pas assez complète, que les droits des sociétés sont indiqués « avec de trop faibles contours ».

On leur permet bien de formuler un avis, de contrôler l'attribution des subventions, mais on ne leur accorde pas « le droit de décider elles-mêmes, ou du moins d'avoir un suffrage dans la décision. Et pourtant il est clair qu'à cause du nombre et des connaissances spéciales de leurs membres, en raison de la complexité même des affaires à traiter, ce serait une cause de progrès que de laisser la décision aux personnages compétents, ou de les faire intervenir avec droit de vote dans la décision des autorités ».

C'est peut-être du reste la seule critique du projet qu'on trouve dans tout le long rapport et il est probable qu'avec un peu d'insistance, le conseil d'agriculture ferait adopter

facilement son opinion et accroître les pouvoirs jusqu'ici purement consultatifs, attribués aux sociétés agricoles officielles. Pourtant, depuis 1896, la loi soumise au Parlement n'est pas encore votée.

L'opposition ne vient pas cependant des agriculteurs. Depuis 1894, les corporations, les sociétés, les diètes, qui se préoccupent de la question sont en grande majorité favorables aux réformes contenues dans le projet.

On ne trouve guère, au début et encore avant le dépôt du nouveau projet, que la Galicie, la Haute-Autriche, la Bohême et la Moravie qui se montrent un peu hostiles ou hésitantes.

En Galicie les avis sont partagés, les uns demandent la création de sociétés obligatoires ; d'autres prétendent qu'elles ne serviront qu'à troubler les sociétés établies et dont la situation est florissante.

Le conseil d'agriculture national de la Haute-Autriche, le 5 juin 1894, n'accepte aussi qu'incomplètement la réforme, il veut bien que la loi crée des associations dans le pays là où il n'en existe pas, mais il déclare que, dans les districts qui possèdent déjà des sociétés, il serait inutile et même nuisible d'en instituer d'obligatoires.

En Moravie, dans une séance de section de la diète, le député de Skene réclame, le 17 janvier 1898 qu'on s'entende avec le gouvernement impérial royal pour que ce dernier présente à la diète générale un projet de loi sur la formation d'un conseil d'agriculture dans lequel les intérêts des deux nationalités seraient représentés.

Il consent volontiers à la création de chambres d'agriculture, qu'on chargerait de veiller aux progrès de l'en-

seignement, à l'organisation de concours, mais qui surtout recevraient la mission de conseiller le Gouvernement et les représentants du pays. Et la section, après discussion, accepte la résolution suivante : que la diète de Moravie soit priée de préparer un projet de loi pour la *constitution de sociétés d'agriculteurs*.

On veut des sociétés et non des conseils, parce qu'on pense que l'association est la meilleure forme d'organisation pour la classe des paysans et parce que des chambres ou des conseils seraient plus « bureaucratiques », moins indépendants et plus coûteux.

Il est vrai qu'on ne discute pas encore le nouveau projet de réforme général et qu'on réclame alors simplement la refonte de la représentation autonome, qu'on désire conserver à cause des services rendus. Mais le projet actuel, surtout avec les libertés qu'il accorde aux législations particulières, répond assez aux désirs exprimés par la diète de Moravie pour qu'on puisse espérer que celle-ci ne lui serait plus hostile.

Les autres pays font encore moins de réserves ou d'opposition. La Dalmatie se prononce nettement en faveur de l'institution de sociétés obligatoires, les 1^{er} et 2 mars 1894. Le projet reçoit le même bon accueil en Silésie, les 4 et 5 avril 1895. La diète du Voralberg vote le 5 février 1896, une motion demandant l'institution de sociétés ayant pour but de « conserver la classe des paysans ».

En Bohême, où les agriculteurs réunis avaient en 1894 critiqué vivement le premier texte qui leur était soumis et demandé sa revision, la diète dans sa séance du 19

janvier 1896, met à l'étude une proposition comportant la création d'associations obligatoires.

Le Tyrol s'est déjà le 20 janvier 1895 prononcé pour la réforme ; en 1896, deux propositions différentes, émanant de deux partis politiques opposés, y sont déposées sur le bureau de la diète et toutes deux réclament des sociétés agricoles obligatoires. Celle du D^r Schöpfer notamment insiste sur la nécessité de cette institution ; il veut seulement que l'administration des sociétés soit laissée aussi libre que possible, mais il réclame énergiquement que la classe des laboureurs obtienne enfin l'influence et les droits politiques qu'on lui refuse indûment.

Les associations agricoles adoptent volontiers les mêmes résolutions. Du 7 au 9 mars 1895 les sociétés de Vienne, Linz, Salzbourg, Graz, Klagenfurth, Laibach, Prague, Brünn, Lemberg, Krakau et Troppau, le conseil d'agriculture de Bohême, celui du Tyrol, l'association centrale agricole allemande de la Bohême, la ligue agricole et forestière pour la Silésie du Nord-Ouest, l'association centrale des ligues agricoles de Galicie, le Club des agriculteurs et des forestiers de Vienne, la société des agriculteurs autrichiens, la société pour la diffusion des connaissances agricoles, la ligue autrichienne de pomologie et d'autres sont réunies en une sorte de congrès national.

Ce sont des sociétés libres qui sont assemblées ainsi. Pourtant, avant de se séparer, elles votent une motion réclamant qu'une loi crée des associations agricoles et impose aux cultivateurs l'obligation d'en faire partie.

Simplement elles demandent qu'on respecte le plus possible les groupes agricoles existants. Quant au rôle des nouvelles sociétés, elles adoptent les dispositions du projet. Pour bien marquer l'intérêt qu'elles portent à la réforme, elles chargent même leur commission agraire d'intervenir auprès du gouvernement pour en obtenir qu'il soumette son texte aux débats parlementaires (1).

Voilà donc l'opinion d'un grand congrès d'agriculture, où sont représentées les associations les plus importantes de toute l'Autriche. Nous lisons d'autre part dans une étude de 1896 que « des centaines et des milliers d'agriculteurs considèrent la formation obligatoire de sociétés agricoles comme la première condition de toute réforme agraire ».

La situation agricole ne s'est pas améliorée ; la crise rend chaque jour le remède plus nécessaire, mais les impatiences ont beau s'exaspérer avec le temps, les réclamations des campagnes se font en vain plus unanimes et plus pressantes, l'Autriche n'a pas encore complété l'organisation de sa représentation agricole et « malgré les vastes enquêtes, les études préliminaires approfondies, le vœu des populations, il ne faut pas encore considérer cette affaire comme réglée », le Parlement n'est pas encore près de combler l'attente des campagnes (2).

1. Le 5^e Congrès des agriculteurs autrichiens réunis à Vienne en mai 1895 s'est prononcé en faveur du caractère obligatoire des sociétés à créer. G. Blondel, *Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire*, page 355.

2. Dr Zimmeraner, conseiller au ministère de l'agriculture à Vienne.

IX. L'Allemagne.

La représentation officielle de l'agriculture s'est très fortement organisée, ces derniers temps, dans les divers Etats d'Allemagne, mais avant que ces institutions légales se fussent constituées, des associations agricoles libres étaient puissamment formées pour la défense.

Depuis longtemps il existait des sociétés d'agriculture. Jusqu'au xix^e siècle, elles ne remplissaient guère que le rôle technique dévolu chez nous aux comices. Vers 1848, de nouveaux besoins se firent sentir; le commerce et l'industrie s'étaient armés pour la bataille économique; l'agriculture se trouvait au contraire sans grande protection. Dès cette époque on se préoccupa déjà de lui donner des chambres, mais le projet n'aboutit pas. C'est alors que naquirent en Westphalie les premières *Bauervereine* ».

En 1867, les sociétés nouvelles se groupaient en une association centrale. A leur sommet, elles placèrent, pour les diriger, un comité (Vorstand) de 60 à 80 membres et une commission. Des sociétés semblables s'organisèrent dans d'autres provinces (1).

« Le principal but des Bauervereine, c'est de créer un Bauernstand, c'est-à-dire un ordre de paysans, en prenant le mot d'ordre dans le sens qu'il avait chez nous

1. En Silésie, Poméranie, dans la Prusse occidentale, la province rhénane. — Bauerverein rhénan fondé par le baron de Loë en 1882. — Bauerverein de Trèves, fondé par l'abbé Dasbach dans un pays rongé par l'usure juive.

avant 1789 et en prenant le mot de paysan dans une acception très large, depuis le petit tenancier jusqu'au grand propriétaire.

Les Bauervereine assurent à leurs membres de nombreux avantages pratiques (crédit, instruction, assurances conseils), mais ils apparaissent aussi comme des organes de *revendications législatives*, se servant de la force que constitue leur union pour obtenir par la voie de l'intervention plus ou moins directe de l'Etat des avantages en faveur de leurs membres.

Les Bauervereine semblent donc se transformer en véritable ligues uniquement préoccupées de faire de la politique économique et de faire triompher sur le terrain électoral et parlementaire des revendications quelquefois excessives ».

Ils ont envoyé déjà siéger au Reichstag de nombreux députés, qui ont défendu les intérêts moraux et fait adopter des mesures heureuses, intéressant la propriété foncière (1).

Ce caractère nettement politique est encore plus marqué dans d'autres ligues, appelées *Bauerbünde*. « Leur but est d'arriver à constituer un parti parlementaire puissant et à obtenir du Parlement le vote de certaines mesures ».

De date plus récente, elles s'étendent à tout le pays, tandis que les autres n'ont qu'un caractère régional. Leurs adhérents s'unissent par localités et nomment des fondés de pouvoir (*Vertrauensmauner*). Ceux-ci se for-

1. Blondel. *Etudes sur les populations rurales d'Allemagne et la crise agricole*, 221-255.

ment en groupes. Les présidents de ces groupes constituent une section. Les sections nomment un comité pour chaque circonscription électorale. Au sommet enfin, avec un bureau de 14 membres, une commission de direction formée par la réunion des présidents provinciaux.

Une ligue agraire surtout a pris une grande extension et une grande importance. Le *Bund der Landwirthe*, dans lequel semble devoir se fondre tous les autres groupes, réunissait déjà lorsqu'il tint, en 1895, sa troisième assemblée générale, plus de deux cent mille membres.

Ainsi s'est constitué un parti puissant, dans lequel toutes les classes du monde des campagnes sont représentées et où toutes les factions politiques se rencontrent. « Plus de controverses ; conservateurs et socialistes, ultramontains et libéraux doivent se souvenir qu'il faut représenter l'agriculture et constituer un parti qui n'ait d'autre épithète que celui d'agrarien. Il faut faire entrer au Parlement le plus de députés dévoués aux intérêts agricoles ». Au lieu de chercher à éclairer par des avis le corps législatif dans ses décisions, on veut l'envahir et influencer sur sa composition.

Jusqu'en 1872, les intérêts ruraux étaient débattus dans de grands congrès, où toutes les sociétés agricoles envoyaient des délégués. Depuis, à ces congrès succède le conseil de l'agriculture allemand (*Deutscher Landwirtschaftsrath*) organe central des associations agricoles de tout l'Empire.

Les statuts lui assignent la mission de représenter les intérêts généraux de l'agriculture, de donner, même

sans y avoir été invité, des avis sur les questions de législation ou d'administration, touchant aux intérêts agricoles, d'adresser au chancelier de l'Empire, c'est-à-dire au Gouvernement impérial des mémoires et de saisir le Reichstag, c'est-à-dire le Parlement, par voie de pétitions, de propositions relatives aux questions agricoles.

Le conseil de l'agriculture se compose de représentants des sociétés d'agriculture (comices) des différents Etats confédérés et le nombre de ces représentants est le même que celui des membres du conseil fédéral, c'est-à-dire de soixante-deux. La Prusse a 19 délégués représentant d'une façon assez inégale les différentes provinces. Celles où les grands domaines des hobereaux dominent sont favorisées ; c'est ainsi que la Prusse orientale et la Prusse occidentale ont chacune trois représentants ; la Poméranie en a deux, la Silésie deux, tandis que le Hanovre et la Westphalie avec une population double de celle de la Poméranie, n'en ont qu'un.

La physionomie générale de l'assemblée est celle d'une réunion de propriétaires gentilshommes et non pas de propriétaires cultivateurs. La petite principauté de Hohenzollern a un représentant. L'Alsace-Lorraine, qui en sa qualité de pays sujet, n'a pas de représentant au conseil fédéral, envoie au conseil de l'agriculture trois délégués, soit un par département.

Les sociétés d'agriculture centrales ou provinciales des divers Etats déterminent elles-mêmes le mode de nomination de leurs délégués au conseil de l'agriculture. Le bureau de ce conseil peut lui adjoindre, par voie de coopération pour trois ans, trois hommes de science qui ont

pleine voix délibérative, au même titre que les membres délégués par les sociétés d'agriculture.

Le siège du conseil est à Berlin. Le conseil est dirigé par un bureau nommé pour les trois ans et qui, en désignant lui-même les rapporteurs pour les différentes questions portées à l'ordre du jour, influe sur les débats en leur imprimant d'avance une certaine direction.

On voit par ces détails que le conseil de l'agriculture ne forme pas un rouage dans l'administration de l'Etat. Il n'a aucune qualité officielle. Son caractère est volontairement officieux. C'est une espèce de chambre dont la constitution ne repose que sur le règlement qu'elle s'est donné et qui s'interpose comme organe central intermittent, entre les sociétés d'agriculture ou comices et les pouvoirs de l'Etat pour faire valoir auprès de ceux-ci les intérêts qu'elle proclame, après débat, être ceux de l'agriculture. Les décisions de cette chambre n'engagent pas l'Etat. Il n'en prend connaissance qu'à titre de renseignement et quand ces décisions revêtent la forme de pétitions, celles-ci ne sont pas autrement traitées que celles qui émanent de particuliers ou de corporations quelconques.

Nous voyons cependant que les Gouvernements prêtent parfois une grande attention à ses délibérations. C'est ainsi que la Prusse envoyait son ministre de l'agriculture, le Dr Lucius, aux séances du conseil de l'agriculture, qui se tinrent à Berlin dans les premiers jours de novembre 1887 et que plusieurs gouvernements confédé-

rés y envoyaient des commissaires pour suivre les débats (1).

Mais à côté de ces organes officieux, dont l'action différente peut diversement influencer sur la politique agraire générale de l'Empire, il en est d'autres que, dans l'intérieur des divers Etats de la confédération germanique, des ordonnances ou des lois ont officiellement chargés de la défense des intérêts agricoles. C'est le cas pour la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, le grand duché de Hesse, le duché d'Anhalt, la ville hanséatique de Brème, Oldenbourg, la Saxe, le grand duché de Bade.

Prusse.

C'est en Prusse que la représentation semble la plus parfaite. Dans chaque province, des chambres l'assurent et à Berlin, elle se trouve remise à un conseil central (Landesœkonomiecollegium). Celui-ci n'a pas de fondement légal, il n'existe qu'en vertu d'une décision prise par le ministre de l'agriculture « en vertu de son très haut pouvoir ». Il a la haute main sur les sociétés agricoles.

Il se composait à l'origine de dix-neuf membres élus

1. « Les décisions du conseil de l'agriculture ne lient pas le Gouvernement. Le ministre, M. Lucius a pris soin de déclarer que l'administration ne s'associerait qu'aux propositions faites à l'unanimité des membres du conseil de l'agriculture. Tel a été à peu près le cas pour le relèvement des droits. Le gouvernement impérial saisira le Reichstag de cette question. Const. Bodenheimer. 15 décembre 1887. *Journal des Economistes*.

pour trois ans par les associations les plus importantes et de neuf membres désignés par le ministre. Aux termes du règlement du 1^{er} mai 1878, il servait de conseil au ministre de l'agriculture ; il est encore investi du même rôle actuellement, mais depuis le décret du 13 novembre 1898, le nombre de ses membres est augmenté.

C'est précisément devant lui que pour la première fois en 1884, on se préoccupa de l'intérêt que présentait la création de chambres d'agriculture, mais c'est en 1892 qu'il se prononça seulement en faveur « d'une transformation facultative des sociétés agricoles en chambres d'agriculture ». En juillet 1893, la chambre des Députés de Prusse, à son tour demandait que l'agriculture fut « officiellement organisée ».

L'année suivante, la session ordinaire du Landtag prussien était ouverte le 16 janvier par le roi lui-même. Dans son discours du trône, il rappelait les souffrances de l'agriculture, insistait sur le devoir des pouvoirs publics de lui venir en aide et il exprimait le désir de la voir pourvue d'une représentation auprès de laquelle le gouvernement et les administrations pourraient trouver conseil dans l'étude des réformes de nature à ramener la prospérité dans les campagnes.

Dès le début de la session, la chambre des Députés fut saisie du projet annoncé. Le ministre de l'agriculture faisait remarquer en le déposant, que le commerce et l'industrie possédaient leurs représentants, tandis que l'agriculture, dont la misère allait croissant, n'avait que des unions éparses, plus préoccupées de questions tech-

niques que de la situation légale et économique de leur profession.

Le projet imposait la création de chambres agricoles, à raison d'une au moins par province. Elles devaient avoir pour mission de seconder le gouvernement dans l'examen des questions intéressant l'agriculture, de lui adresser toutes les communications et propositions qu'elles croiraient utiles, de créer et d'encourager, de concert avec lui, toutes institutions susceptibles de venir en aide à l'agriculture ou de favoriser ses progrès techniques.

Elles devaient être recrutées par un système assez compliqué d'élections à deux degrés, dont le but évident était d'assurer la prépondérance aux grands propriétaires ruraux. C'est ainsi que des deux membres attribués à chaque cercle, un au moins devait appartenir à l'union électorale des grands propriétaires et, dans la province de Posen, même à la classe des propriétaires de terres nobles (1).

Le projet fut mal accueilli. Les nationaux libéraux lui reprochaient de créer des chambres agricoles dans les provinces qui déjà possédaient des unions et de substituer ainsi des corps artificiels à des organismes vivants, fonctionnant par eux-mêmes et dans leur entière indépendance. Comment les premiers pourraient-ils obtenir la confiance qu'inspiraient les seconds et la confiance n'était-elle pas la première condition de leur influence ?

1. *Bulletin de la société de législation comparée*, mars 1895, page 304.

Les conservateurs surtout condamnaient le mode d'élection adopté par le projet et, qui devait assurer la prépondérance de la grande propriété sur la petite et la moyenne (1). Le centre seul n'élevait aucune objection.

Entre la deuxième et troisième lecture, un rapprochement imprévu se produisit entre conservateurs et libéraux et de cet accord naquit un contre projet, qui, malgré la vive opposition du centre, réunit la majorité pour devenir la loi du 30 juin 1894.

Cette loi n'impose plus la création d'au moins une chambre agricole par chaque province ; le soin de juger de l'opportunité de cette création est laissé au Gouvernement, qui en décide après avoir pris l'avis de la Diète provinciale (2).

Le fonctionnement des chambres d'agriculture est déterminé par des règlements, présentant dans les diverses provinces, la plus grande analogie les uns avec les autres. Ils doivent fixer le siège de la chambre d'agriculture, le minimum d'impôt foncier donnant au contribuable le droit à l'éligibilité, le nombre des membres de chaque chambre et leur répartition entre les cercles

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1895, page 241.

2. Des ordonnances successives ont, en vertu de cette loi, créé des chambres d'agriculture en 1895 dans les provinces de Prusse orientale (70 membres), Prusse occidentale (62 membres), Brandebourg (109 membres), Poméranie (93 membres), de Posen (70 membres), de Silésie (124 membres), de Saxe (112 membres), de Schleswig-Holstein (80 membres) ainsi que dans les régences de Cassel (50 membres) et de Wiesbaden (32 membres) en 1898, dans la province de Westphalie (91 membres) ; en 1899 dans le Hanovre (69 membres) et la province rhénane (117 membres).

d'élection, les droits de bureau, ceux du président, etc. Ces règlements sont soumis à l'agrément royal ; toute modification qu'on voudrait y apporter devrait être autorisée par le Gouvernement.

Les chambres doivent défendre les intérêts de la propriété rurale et forestière de la province, soutenir toutes les institutions tendant à améliorer la situation de la propriété rurale, en particulier favoriser l'organisation corporative des agriculteurs et les progrès techniques de la culture.

Elles ont le droit de présenter des motions. Elles doivent seconder les autorités administratives en leur donnant des avis et des renseignements sur toutes les questions concernant l'agriculture ou les forêts. Elles doivent enfin collaborer à toutes les mesures touchant à l'organisation du crédit rural et autres œuvres collectives.

Elles sont autorisées à absorber les sociétés existantes, à prendre en main la gestion de leur fortune, à assurer leurs obligations et à former avec tous les groupements locaux préexistants un même organisme (1).

Les membres des chambres d'agriculture sont choisis parmi les propriétaires ou fermiers d'un bien rural, situé dans la circonscription et d'une étendue suffisante pour permettre une exploitation rurale autonome, ou, s'ils s'agit de bois, payant un impôt foncier d'au moins 150 marks. L'article 6, § 2 permet aussi de les prendre parmi les individus qui ont été pendant dix ans présidents ou

1. Blondel, *id.*, page 348.

employés d'une association agricole, d'une société d'agriculture, d'une institution de crédit agricole ou qui ont rendu des services à l'agriculture.

Tous ces éligibles doivent être sujets allemands, jouir de leurs droits civils et être âgés d'au moins trente ans.

Ce sont les cercles ruraux (Landkreise) qui forment les circonscriptions électorales. Chaque Diète de cercle nomme deux ou trois membres de la chambre sous la direction du Landsrath. Les membres de la Diète représentant des villes, ne prennent part à l'élection qu'autant qu'ils sont eux-mêmes éligibles.

Les chambres peuvent du reste avec l'agrément du roi, changer le mode d'élection et décider que le corps électoral comprendra toutes les personnes âgées de 25 ans et possédant toutes les qualités requises pour être éligibles ou encore celles qui paieront un certain impôt foncier ou même les propriétaires ou fermiers de biens ruraux insuffisants pour donner l'éligibilité.

Les chambres peuvent aussi se compléter dans la proportion du dixième de leurs membres par l'adjonction de personnes compétentes ou ayant mérité de l'agriculture ; celles-ci prennent alors part aux séances avec droit de conseil.

Le bureau de la chambre est formé d'un président, d'un vice-président et d'au moins 3 membres pris parmi les plus anciens, et doublés de suppléants. Le président représente la chambre au dehors. Il doit convoquer le bureau si la moitié de ses membres le réclame et la chambre sur la demande du tiers au moins de ses membres.

Le collège économique ne peut au contraire être convoqué par son président que sur l'ordre du ministre.

La chambre a le droit de former dans son sein des comités indépendants et de leur confier des missions spéciales permanentes ou provisoires. Les décisions que prennent ces comités leur sont propres mais elles doivent être soumises à la ratification de la chambre ou du bureau.

Les membres ne sont pas rétribués, exceptionnellement des indemnités peuvent leur être accordées. Les séances sont publiques. Toutefois elles peuvent être rendues secrètes lorsque la Chambre le juge nécessaire ou que le Gouvernement a recommandé de ne pas divulguer ses communiqués officiels. Le procès-verbal de ses délibérations est envoyé au ministre dans un délai de quatre semaines.

Le ministre est également informé des jours de réunion, il peut envoyer aux séances des représentants qui ont le droit d'y prendre la parole. Chaque année, les chambres doivent le renseigner avant le premier mai sur la situation de l'agriculture dans leur circonscription et tous les cinq ans elles sont tenues de lui fournir un rapport d'ensemble sur ce même sujet.

Les frais occasionnés par les chambres d'agriculture, s'ils ne sont couverts par d'autres recettes et notamment par les subventions de l'Etat sont répartis par elles entre tous les éligibles, proportionnellement à l'impôt foncier qu'ils paient. Des surtaxes pourraient être imposées ou des détaxes accordées à certains cantons, qui, par des mesures spéciales auraient dans des proportions notables augmenté ou diminué les charges.

Le droit de participer à l'élection des chambres d'agriculture, entraîne du reste toujours l'obligation de contribuer aux frais, même lorsqu'on l'accorde à des propriétaires ou à des fermiers de biens ruraux de minime étendue.

Sur la proposition du ministre, une chambre peut être dissoute par ordonnance royale. On procède alors à l'élection dans les trois mois, et dans les six mois la nouvelle chambre doit être convoquée. Dans l'interim, le ministre donne les instructions nécessaires pour assurer la conduite des affaires et l'exercice des pouvoirs de la chambre.

Bavière.

La Prusse est un des rares pays où la représentation de l'agriculture se trouve confiée à de vraies chambres. En Bavière, pour être aussi très complète, elle n'offre pas les mêmes caractères ; nulle loi n'est intervenue pour la fonder et c'est à une association qu'est donnée la mission officielle de protéger les intérêts ruraux.

Cette « ligue agricole » dont le but est de défendre l'agriculture, a seulement vu ses statuts « hautement agréés le 25 octobre 1895 au nom de S. M. le Roi par S. A. R. le prince Léopold (1) ». Elle comprend d'une part les agriculteurs jouissant de leurs droits civils, qui consentent à payer une cotisation de 3 marks et sont admis par les comités de canton et de cercle avec appro-

1. Konigreich Bayern, Satzingen des landwirthschaftlichen Vereins in Bayern, 25 october 1895.

bation du conseil supérieur ; d'autre part, les représentants des communes, adhérentes à ses statuts, nommés par le suffrage universel de tous les citoyens et agréés par les mêmes conseils.

Elle se divise en associations cantonales (1), en associations de cercle, unies dans une association générale qui s'étend à tout le royaume.

L'organe de représentation pour les sociétés de canton et le comité cantonal (Bezirks-Ausschuss) se compose de 12 à 36 membres élus pour six ans par l'assemblée du canton, qui fixe elle-même leur nombre. Le tiers de ces membres doit être pris parmi les hommes de confiance nommés par les communes.

Le comité se renouvelle par moitié tous les trois ans. Il nomme son bureau, dont les fonctions sont gratuites. Il doit dans sa circonscription concourir au but de la ligue, défendre les intérêts de l'agriculture « en adressant aux comités de cercle et aux autorités du canton, sur leur demande des vœux, des avis, des propositions et des doléances ; il dresse un rapport annuel au comité de cercle » (article 19). Ceci ne l'empêche pas de s'occuper d'achats, de ventes, de crédit, etc.

Il se réunit au moins tous les trois mois et doit tenir par an une séance publique dans laquelle on discute des intérêts généraux de l'agriculture et surtout de ses besoins locaux.

1. D'après un tableau dressé pour l'année 1899, les 233 sociétés cantonales groupent 79.258 adhérents, en augmentation de 2.569, sur les chiffres fournis par le relevé de 1898.

La ligue de cercle possède à son tour son comité (Kreis-Ausschuss). Celui-ci se compose des membres qu'il nomme lui-même, des élus des comités cantonaux et d'un secrétaire technique. Chaque canton y délègue un membre. Le nombre des membres nommés par le comité de cercle lui-même ne doit pas être supérieur à celui des élus des comités cantonaux.

Le bureau comprend un président, un vice-président, un ou deux secrétaires. Le premier secrétaire technique peut être pris en dehors du comité. La mission, le rôle restent identiques. Sur la demande du conseil supérieur et sur celle de l'administration du cercle, le comité donne ses avis. Il fournit un rapport annuel au conseil supérieur.

Ce dernier, dont le siège est dans la ville et résidence royale de Munich, est l'organe de la ligue générale. Il est formé de 32 membres nommés par les huit comités de cercle, de 24 autres choisis par lui-même et d'un secrétaire général. Son bureau se trouve composé comme celui des autres comités.

En rapport avec toutes les autres sociétés, il est chargé d'organiser et de défendre l'agriculture dans tout le pays. Son rôle spécial est de donner des avis détaillés au ministre de l'Intérieur dans les matières agricoles, commerciales et industrielles, de lui soumettre des vœux et de le guider quant aux mesures à prendre dans l'intérêt des campagnes.

Annuellement, il fond les rapports des autres comités dans un tableau général où il résume l'état de l'agricul-

ture et l'action de la ligue agricole. Ce rapport est communiqué au Gouvernement qui le publie.

Ces divers organes de représentation doivent fournir aux administrations dont ils forment le conseil fixe, des renseignements réguliers sur chacune de leurs séances et sur leur ordre du jour. Les administrations peuvent déléguer à leurs réunions.

Le budget est constitué par des subventions du gouvernement et de l'administration, par les cotisations et les dons divers. En cas de faute grave, le Roi garde le Droit de dissoudre les comités.

Wurtemberg.

La représentation agricole dans le royaume de Wurtemberg offre beaucoup d'analogies avec celle que nous venons d'exposer. Ce sont de simples décrets des ministres de l'Intérieur et des Cultes et de l'Instruction publique, en date du 1^{er} juillet 1886, qui l'ont organisée.

Le 20 mars 1881, une ordonnance royale avait créé déjà près le ministre des Affaires étrangères un conseil auxiliaire (Beirath der Verkehrsaustalten) pour la défense des intérêts commerciaux, industriels et agricoles. Ce conseil devait se réunir deux fois par an au moins et donner des avis ou émettre des vœux. De ses 16 membres, 8 représentaient le commerce et l'industrie, les autres représentaient l'agriculture. Ces derniers étaient nommés pour trois ans par le comité central de l'agriculture et les huit premiers étaient élus par les huit chambres de commerce et d'industrie du royaume. Leurs

fonctions étaient gratuites ; on leur remettait seulement des cartes de circulation pour leur permettre de se rendre aux lieux de réunion (1).

Les décrets de 1886 (2) sont venus instituer une représentation plus large ; ils l'ont confiée à une association agricole. Celle-ci comprend des membres volontaires, payant une cotisation de montant variable, mais qui ne peut être inférieure à deux marks. Elle se divise également en sociétés cantonales et en ligues régionales et trouve son organe de défense général dans un Conseil central qui dépend directement du ministère de l'Intérieur.

Les sociétés de canton doivent se composer d'au moins 20 membres associés ; toutes personnes peuvent du reste être admises dans leur sein. Elles groupaient en 1896, 47.137 membres et en 1899, 49.397.

Chacune des douze ligues régionales a comme organe un comité régional, qui est formé de trois membres des associations cantonales de la région. Tout comité nomme un membre du conseil central.

Celui-ci se compose d'un bureau, d'employés de l'administration et de services techniques, du directeur de l'Institut agricole de Hohenheim, de membres extraordinaires nommés par le Roi et enfin de 12 conseillers délégués par l'association agricole.

Il se divise en direction, comité administratif et assem-

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1881, page 258.

2. *Königreich Württemberg-Verfügung der Ministerien der Innern und des Kirchen und Schulwesens...* vom 1 Juli 1886.

blée générale. C'est de cette dernière que font partie seulement les 12 conseillers.

Il doit s'inquiéter de toutes les mesures propres à faire progresser l'agriculture et de plus diriger et surveiller les établissements scolaires agricoles soumis à son contrôle, conseiller le gouvernement, se préoccuper de la situation des travailleurs des champs, répandre les connaissances utiles. Les frais sont supportés par la caisse de l'Etat.

C'est l'assemblée générale du conseil qui doit se réunir lorsqu'il s'agit de discuter des mesures générales intéressant l'agriculture, de donner des avis sur la législation, de se prononcer sur la solution des questions agricoles difficiles, d'examiner les propositions des associations cantonales et des ligues régionales et de statuer sur certaines matières qui lui sont expressément déférées par le ministre.

Grand duché de Hesse.

Les sociétés agricoles vont être ici plus particulièrement encore chargées d'assurer la représentation des intérêts ruraux. Des ordonnances du 4 avril 1888, avaient fixé d'abord les règlements généraux auxquels elles devaient se conformer.

Elles instituaient une union agricole par province et la chargeaient plus spécialement de provoquer les améliorations possibles dans l'industrie et le commerce des matières agricoles. Tous les propriétaires fonciers, toutes les personnes amies de l'agriculture pouvaient en faire

partie ; les communes, les sociétés ou associations avaient le droit de s'y faire représenter. Les unions, maîtresses de leurs règlements intérieurs, constituaient elles-mêmes leur bureau.

Pour la représentation de leurs intérêts communs ou celle des intérêts agricoles de tout le pays, un conseil régional (Landesauschuss) était institué, qui comprenait les présidents des unions, trois membres nommés par chacune d'elles, trois autres choisis par la représentation des assemblées locales.

Ce conseil pouvait s'adjoindre des membres des sociétés agricoles particulières, s'étendant à tout le territoire et les admettre avec droit de consultation et de vote et même de proposition. Il devait « donner son avis sur toutes les questions agricoles de législation et d'administration touchant à l'intérêt général ». On créait en outre un conseil supérieur d'économie rurale placé sous la direction du ministre de l'Intérieur. Il se composait de quatre fonctionnaires, aidés du personnel nécessaire.

Pour préciser son rôle général de protection agricole on lui donnait en particulier le droit d'examiner les plans d'amélioration agricole et d'en suivre l'exécution, de représenter l'état vis-à-vis des unions et d'avoir avec elles tous les rapports d'affaires nécessaires. Il devait en outre donner son avis motivé au ministère de l'Intérieur et de la Justice sur les matières qui lui étaient soumises, mais il pouvait de plus faire des propositions sur des questions agricoles (1).

1. *Bulletin de législation étrangère*, 1888, page 381.

L'« avis du 20 octobre 1897, concernant la constitution des unions provinciales agricoles dans le grand duché » a, depuis augmenté la part d'influence que possédaient les sociétés agricoles. Ses dispositions ont remplacé celles de l'« avis de 1888 ».

Dans chacune des trois provinces grand-ducales une union agricole (Landwirthschaftlicher Verein) est formée sous le nom d'union provinciale (Provinzialverein). Son but est « la représentation des intérêts agricoles ». Les cotisations de ses membres et des subventions lui fournissent ses ressources.

« La représentation et l'administration des intérêts communs aux Unions Provinciales, ainsi que la surveillance des intérêts généraux agricoles du Grand Duché se trouve confiée au *Conseil agricole de la Hesse* (Landwirthschaftsrath).

Celui-ci se compose des présidents de chacune des trois unions, de cinq membres désignés par le bureau de chacune d'elles, de trois autres choisis par le bureau de l'union des associations agricoles, d'un secrétaire général qu'il désigne lui-même et des secrétaires des unions provinciales. Il peut même convoquer en leur accordant une indemnité, les représentants des principales industries agricoles et leur reconnaître les mêmes droits qu'aux autres membres ou les faire participer seulement à certaines délibérations spéciales.

On l'autorise « à présenter des propositions de loi au gouvernement. Il est tenu d'intervenir comme conseiller technique du gouvernement dans les enquêtes qui lui

sont demandées sur les projets de loi et les questions de commerce, de culture et d'économie agricole ».

Il dispose à son gré de ses ressources personnelles pour provoquer les progrès de l'agriculture ; il administre certains établissements qui lui sont confiés par l'Etat. Il possède un journal. Enfin, par ses soins, tous les cinq ans, au moins, une assemblée générale des trois Unions provinciales doit être convoquée et appelée à délibérer (1).

*
* *

Dans les autres pays d'Allemagne, c'est ce corps central ici représenté par le conseil agricole, qu'on s'est déjà préoccupé d'instituer. Les Parlements ou les Gouvernements n'y ont pas eu toujours, comme en Bavière, dans le Wurtemberg ou le grand duché de Hesse le soin d'organiser d'abord officiellement des sociétés dont ce conseil supérieur n'est plus ensuite que l'émanation suprême et le couronnement.

Souvent cet organe a pris plutôt le caractère d'une chambre centrale nommée directement par tous les agriculteurs ou même par les diètes. Parfois les lois ou les règlements ont bien appelé des sociétés à concourir à sa formation. Mais ils ont plutôt ainsi consacré simplement l'existence de fait et l'importance acquise de ces associations, sans vouloir nécessairement les transformer en institutions officielles, ni les investir notamment du droit d'exercer par elles-mêmes une mission représentative.

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1897, page 295.

Duché d'Anhalt.

C'est une chambre d'agriculture qu'y a créée la loi du 13 avril 1900 (1). Son siège est à Dessau. Son rôle est assez semblable à celui des chambres prussiennes ; elle ne doit pas seulement se prononcer sur les mesures législatives ou administratives concernant les intérêts communs de l'agriculture, mais encore concourir, participer à toutes les décisions prises dans le but d'organiser le crédit rural.

Pour y être éligible, il faut jouir de ses droits civils, être sujet allemand et avoir atteint l'âge d'au moins 25 ans. Sous ces conditions peuvent y être élus les propriétaires, usufruitiers ou fermiers de domaines appartenant à la maison du côté ou au trésor, les propriétaires fermiers ou usufruitiers de bien ruraux ou de forêts, soumis à un impôt donné, leurs représentants légaux ou leurs mandataires.

Comme en Prusse, on accorde aussi l'éligibilité à ceux qui pendant dix ans, auraient été employés ou membres du bureau de sociétés agricoles ou d'institution de crédit et à ceux qui auraient été désignés par la chambre elle-même comme ayant bien mérité de l'agriculture.

Le pays comprend cinq districts d'élection, correspondant chacun à un cercle. En tout, trente membres sont élus et pour six ans : 4 pour Dessau, 9 pour Bernbourg,

1. Herzogthum Anhalt-Gesetz, betreffend die Errichtung einer Landwirthschaftskammer vom 13 april 1900.

8 pour Cokhen, 5 pour Zerbst et 4 pour Ballenstedt. Ce sont, comme en Prusse encore, les diètes de cercle (Kreistage) qui procèdent à l'élection sous la présidence du Kreisdirector. La chambre peut s'adjoindre par élection complémentaire cinq membres pris parmi les notabilités du monde agricole et ils assistent aux séances avec droit de conseil.

La chambre nomme un bureau dans lequel chaque district d'élection doit être représenté. Ce bureau s'occupe de toutes les affaires qui ne sont pas expressément réservées à la chambre par son ordre du jour ou par une décision particulière.

Le président représente la chambre au dehors. Il doit, en règle générale, lui donner connaissance de toutes les propositions et de tous les avis qui émanent de lui. C'est lui qui convoque pour les séances et dirige les discussions.

La chambre peut se constituer en comités spéciaux, avec des obligations particulières. Ces comités peuvent appeler dans leur sein des personnes n'appartenant pas à la chambre. Les délibérations qu'ils prennent n'engagent qu'eux et doivent être soumises à la ratification du bureau.

Ville hanséatique de Brème.

Ici encore les sociétés agricoles n'interviennent pas dans la constitution de la chambre d'agriculture, établie

par la loi du 1^{er} janvier 1894 (1). Cette chambre est composée de vingt agriculteurs nommés par leurs pairs.

Sont électeurs et éligibles, dans un seul district qui est celui de leur résidence, tous les agriculteurs, qui, ayant le droit de participer aux élections pour la *Burgerschaft*, possèdent au moins 3 hectares de terres dans les pinages de l'Etat libre de Brème et ont une maison d'habitation dans le pays. On n'admet les fermiers dans le corps électoral que s'ils justifient d'un bail d'au moins trois ans. La liste des électeurs dressée par les soins de la chambre et de certains magistrats municipaux, doit, quatre semaines avant le vote, rester exposée pendant huit jours dans les localités déterminées.

Le siège de la chambre est à Brème ; tous les trois ans elle est renouvelable par moitié ; les membres sortants sont rééligibles. Elle tient au moins une séance trimestrielle et se réunit aussi souvent que son président le juge nécessaire ou toutes les fois que le quart de ses membres le demande par écrit.

Elle nomme chaque année son président et son vice-président et choisit un juriste qui lui sert de conseil et rédige ses procès-verbaux. Une subvention annuelle de 3500 marks lui est accordée ; cette somme retourne au Trésor, si elle n'est pas dépensée.

Cette chambre est créée pour s'inquiéter de tout ce qui concerne l'agriculture et se préoccuper de tout ce qui peut être utile à cette industrie. Plus spécialement elle

1. Freie Hansestadt Bremen. — Sechster abschnitt der Verfassung der freien Hansestadt Bremen-gesetz, die Kammer für Landwirtschaft betreffend, publicirt am, 1 Januar 1894.

doit porter son attention sur tout ce qui intéresse les biens ruraux et le bétail. Spontanément, sans y être invitée, ou sur la demande du Sénat, elle doit donner son avis sur toutes les lois qui ont trait à des matières agricoles.

Oldenbourg.

Celle d'Oldenbourg, tout récemment instituée par la loi du 25 janvier 1900 (1), reçoit comme les autres la mission général de représenter et de défendre les intérêts de l'agriculture. On l'érige en conseil de gouvernement dans les affaires de législation et d'administration agricoles. Elle est obligée de donner au ministre les avis qu'il requiert et on l'autorise à lui présenter des vœux. Tous les ans, elle doit fournir avant la fin de juin au département de l'Intérieur, un rapport sur les progrès de l'agriculture pendant l'année précédente, les mesures employées et leur efficacité. La loi lui reconnaît les droits d'une personne civile. Son siège est à Oldenbourg.

Elle se compose de 37 membres, dont un secrétaire général. Mais cette fois, les agriculteurs isolés ne sont pas seuls à la constituer, les sociétés agricoles trouvent dans son sein une représentation assez large. Les associations qu'elle a reconnues sont en effet appelées à nommer douze de ses membres. Les 24 autres seulement sont élus par les cultivateurs à raison de 3 par district et doivent

1. Hetzogthüm oldenburg-gesetz vom 25 januar 1900, betreffend die Errichtung einer Landwirthschaftskammer.

être choisis alors parmi ceux des agriculteurs qui n'appartiennent à aucune société agricole.

Un délégué permanent du gouvernement assiste à ses délibérations et à celles de ses comités avec droit de conseil ; il a même droit de suffrage dans les décisions prises par le bureau. Le ministre pourrait envoyer plusieurs représentants aux séances mais ils n'auraient pas le droit de prendre part au vote et ne pourraient qu'y demander la parole.

Lorsque l'étude d'une question difficile exige une compétence particulière, la chambre peut faire appel aux lumières des associations spéciales en leur demandant un délégué ; de plus on l'autorise, dans certains cas à s'adjoindre des hommes expérimentés, mais ni ceux-ci, ni les délégués des sociétés n'ont alors le droit de vote.

Les membres de la chambre élus par les agriculteurs sont nommés pour six ans et renouvelables par moitié tous les 3 ans. Le collège électoral, qui les nomme, comprend tous les propriétaires usufruitiers et fermiers d'au moins six hertares de terres, cultivées ou exploitées en forêts et tous ceux qui paient au moins 50 marks d'impôt foncier.

Les femmes, les mineurs, les muets, les personnes civiles, les copropriétaires de biens ruraux ne peuvent voter, mais leurs représentants le peuvent à leur place. Tous les électeurs sont éligibles. La liste en est dressée par les autorités communales. On en exclut certaines personnes frappées d'incapacités prévues par la loi.

Le bureau de la chambre représente la chambre au dehors et près du ministre. Tous ses membres peuvent

assister aux séances des divers comités particuliers et ils ont le droit d'y donner leur avis.

Le président convoque la chambre en cas de besoins et au moins une fois par an. Il la réunit sur la demande du ministre ou du tiers des membres. Les séances sont ordinairement publiques.

La chambre placée sous le contrôle du ministre de l'Intérieur et subventionnée par le trésor. Lorsque les subventions sont insuffisantes, elle peut régulièrement percevoir 1/2 o/o de l'impôt foncier ou même davantage avec l'agrément du pouvoir. Les fonctions de ses membres sont gratuites, pourtant elle peut accorder des indemnités de voyage ou même des appointements.

Royaume de Saxe.

Les règles qui président à la constitution du conseil d'agriculture sont ici sensiblement les mêmes que celles d'après lesquelles se recrutait la chambre d'Oldenbourg. Les sociétés agricoles sont représentées dans son sein par les cinq présidents des associations cantonales, et les cultivateurs y envoient siéger 13 membres pris ou non parmi les adhérents d'une ligue agraire.

Pour compléter le conseil qui se compose de 26 membres viennent s'ajouter à ces élus et aux délégués des sociétés, 3 représentants du ministère de l'Intérieur, un secrétaire général élu, puis 4 représentants de l'agriculture proprement dites, des exploitations forestières, des écoles d'agriculture et des établissements d'expérimentation agricole.

Ce conseil d'agriculture avait été créé par un décret du 20 février 1850. La loi du 9 avril 1872 en le réorganisant est venue lui donner un fondement légal. Cette loi reconnaissait à toutes les personnes majeures, propriétaires d'au moins trois hectares de biens fonciers le droit de vote dans l'élection des 13 membres représentant les campagnes.

Depuis la loi du 13 juillet 1876, ce n'est plus sur l'étendue des propriétés qu'on se base pour déterminer l'électorat mais sur le montant des impositions (1). Il faut pour avoir le droit de vote, payer 120 unités d'impôt foncier affectant seulement des propriétés rurales.

Pour subvenir à ses frais, le conseil touche un secours fixé de la Caisse de l'Etat. Si ces subventions ne lui suffisent pas, il peut être autorisé par le Gouvernement à percevoir des cotisations, dont le montant est fixé par le ministre de l'Intérieur et qui s'ajoutent et se proportionnent à l'impôt foncier payé par les électeurs et doivent être considérées elles-mêmes comme de véritables impôts publics.

Chargé de défendre l'agriculture et d'assurer ses progrès, le Conseil a le droit de présenter des vœux au Gouvernement et de lui soumettre ses doléances; il lui sert en outre d'organe officiel d'informations, le renseigne sur tout ce qui touche à la culture du sol et le guide de ses avis quand vont être prises des mesures législatives ou administratives intéressant l'agriculture.

1. Gesets wegen abänderung einiger Bestimmungen des Gesetzes vom 9 april 1872, die Reorganisation des Landes kulturraths betz. ; vom 15 Juli 1876.

Grand duché de Bade.

Le Conseil d'agriculture établi par simple ordonnance seigneuriale du 26 décembre 1891 n'est cette fois composée que de représentants de sociétés agricoles. Ses membres sont élus exclusivement par des associations et pour 4 ans (1).

Il comprend un délégué des unions régionales (Gaüverbände) de l'association agricole et un délégué de chacune des sociétés suivantes : l'union des associations rurales de crédit du grand-duché, l'union des syndicats agricoles de consommation, l'association rurale des haras, la ligue des sociétés d'élevage, la société viticole. Un seul de ses membres, celui qui représente les cercles est désigné par les comités de cercle. Les délégués du conseil d'agriculture sont indéfiniment rééligibles.

Le ministre peut suivant les besoins y envoyer siéger des personnalités agricoles compétentes, jusqu'à concurrence de 6 et sans pouvoir dépasser ce nombre. Le président et le vice-président sont nommés pour 4 ans par décision du grand-duc (2).

Le conseil est appelé à donner son avis au ministère de l'Intérieur sur toutes les affaires concernant l'agriculture. Pour remplir sa mission, il se réunit sur la convocation du ministre ou de son président au moins une fois chaque année. Il lui appartient de se prononcer sur les questions qui lui sont soumises par les autorités

1. Landesherrliche Verordnung vom 26. december 1891.

2. *Annuaire de législation étrangère*, 1892, p. 323.

supérieures spécialement sur les mesures prévues au budget pour favoriser les progrès de l'agriculture.

C'est lui qui reçoit les plaintes et centralise les propositions suggérées par la situation de l'agriculture. Il est encore chargé d'élire les représentants des cultivateurs au conseil des chemins de fer badois. La marche de ses travaux est réglée par un ordre du jour, qui doit être approuvé du ministre.

La caisse de l'Etat pourvoit à ses dépenses. Ses membres ne sont pas payés, mais ceux que les sessions appellent loin de leur résidence ont droit au voyage gratuit et à une indemnité de douze marks par jour.

Pour permettre aux membres du conseil d'agriculture de jouer leur rôle d'informateur, on leur recommande d'entretenir d'excellents rapports avec les populations des campagnes et avec les sociétés locales d'agriculture pour connaître leurs vœux et leurs désirs, comme leurs sentiments sur les questions agraires plus délicates à trancher. En dehors de leurs sessions, les membres du conseil doivent en effet demeurer en relation avec le président pour lui donner leur avis sur les problèmes agricoles qui se posent et l'entretenir des mesures utiles aux intérêts de l'agriculture.

La constitution de ce conseil d'agriculture suppose à la base plusieurs sociétés agricoles, mais aucune d'elles n'est établie par un texte législatif. Celle d'entre elles-mêmes, qui a la plus grande importance, parce qu'elle possède l'organisation la plus puissante et que son président est le président même du Conseil d'agriculture, l'association agricole du Grand-Duché de Bade n'a pas

d'existence légale. Elle est simplement instituée sous la protection de S. A. R. le grand-duc. C'est une société d'agriculture et d'amis de l'agriculture. Pour y entrer et pour en rester membre, il faut être agréé par le bureau « jouir d'une réputation irréprochable, payer une cotisation et servir de toutes ses forces les intérêts de l'association. »

L'assemblée générale, qui groupe tous les membres et que représentent le président du conseil d'agriculture et le comité général se divise en sociétés locales, de canton et régionales.

Les premières gèrent leurs intérêts propres et nomment au bureau qui les représente auprès du comité cantonal et lui fait des rapports. Elles tiennent une réunion annuelle.

Les assemblées de canton nomment chacune deux délégués au comité régional. Elles se prononcent sur les plaintes et les vœux qui les concernent ou intéressent la ligue régionale, l'assemblée générale et le conseil d'agriculture. Elles se réunissent au moins une fois par an, ou sur la demande d'au moins 1/10 des membres. Leur bureau reçoit notamment la mission de se tenir en rapport avec le président du Conseil d'agriculture et les autorités gouvernementales.

Le comité régional se compose des délégués des sociétés de canton. Il s'occupe des intérêts communs et de toutes les affaires qui lui sont déférées par les assemblées cantonales.

Enfin les organes centraux de l'association sont le président du Conseil d'agriculture et le comité général.

Celui-ci est convoqué lorsqu'une question difficile nécessite son avis ; il se compose de délégués des sociétés cantonales.

Le président du conseil d'agriculture est nommé par le « Haut Protecteur », le grand-duc. Il est chargé de la direction de l'association agricole ; il la représente au dehors et auprès des autorités gouvernementales ; il transmet ses avis au pouvoir. C'est lui qui convoque le comité général, lui qui, sur la proposition des assemblées régionales, nomme les membres d'honneur de l'association, lui enfin qui représente l'association agricole dans le conseil de l'agriculture allemand, dont nous avons parlé.

SYSTÈMES DE REPRÉSENTATION

Nous venons de voir les diverses solutions données ou proposées par l'étranger à la question de la représentation agricole.

En France tout le monde s'accorde pour critiquer la façon dont le décret de 1852 a résolu le problème et chacun pense qu'il faut substituer de nouveaux organes aux corps inutiles qu'il a créés. On se sépare seulement lorsqu'il faut présenter un système et préciser le sens des réformes désirables.

Que ces chambres d'arrondissement, composées d'«agriculteurs notables, désignés par le préfet à raison de un par canton », soient insuffisantes : tous en conviennent. La plupart d'entre elles ne sont pas constituées, et les autres, ignorées même des campagnes, bornent leur rôle à recueillir quelques renseignements statistiques.

Qu'il soit nécessaire pourtant de donner aux agriculteurs un appui, qu'on n'a pas cru devoir refuser au commerce et à l'industrie ; chacun encore l'admet.

Mais tandis que tous les projets ou propositions de loi demandent à un texte d'instituer des chambres nouvelles, on voit, depuis quelque temps, réclamer parfois

simplement l'utilisation des sociétés agricoles existantes comme organes de représentation.

Examinons d'abord le système esquissé dans les documents parlementaires ; nous verrons ensuite comment les partisans de la représentation libre songent à l'organiser.

Représentation par les chambres d'agriculture

Le décret de 1852, en portant que les membres des chambres agricoles seraient nommés par le préfet, avait vicié l'institution même dans son essence et l'avait frappée de stérilité. Naturellement on dut songer tout d'abord à un retour pur et simple à la loi de 1851, qui admettait à la base le principe électif.

Ce fut l'objet d'une proposition de M. de Saint-Victor à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1872 (1). Il demandait la remise en vigueur de la loi de 1851 et la reconstitution des trois organes créés par elle.

Dans chaque arrondissement on établirait un ou plusieurs *comices*, dont pourraient être membres les propriétaires, fermiers, colons, ou leurs enfants âgés d'au moins 21 ans, qui auraient leur résidence ou des propriétés dans la circonscription. On permettrait du reste aux comices de se compléter jusqu'à concurrence du

1. Depuis MM. Darville (*Quelques observations sur les chambres d'agriculture*) et Deligny (*La Représentation officielle de l'agriculture*, Toul, 1884) ont notamment, dans leurs brochures, défendu la loi de 1851.

dixième de leurs adhérents, par l'adjonction de personnes ne répondant pas aux conditions exigées, mais qu'aurait admises la majorité des deux tiers des membres.

Au chef-lieu de chaque département, une *chambre* dans laquelle les comices, ou à défaut de comices le conseil général, enverrait siéger un membre par canton.

Elues pour six ans, renouvelables par tiers tous les deux ans, obligées annuellement à une session de huit jours, ces chambres recevraient des attributions précises. Elles présenteraient au gouvernement leurs vues sur toutes les questions intéressant l'agriculture. Leur avis serait demandé, sauf urgence, sur les changements à opérer dans la législation, en ce qui toucherait aux intérêts agricoles et notamment aux contributions indirectes, aux douanes, aux octrois, à la police et à l'emploi des eaux. Elles seraient nécessairement consultées sur l'établissement des foires et marchés, la distribution des fonds pour l'encouragement de l'agriculture, l'établissement d'écoles régionales et de fermes écoles.

Leur budget ferait partie des dépenses départementales et elles seraient reconnues comme établissements publics.

Chacune d'elles élirait un membre du *conseil général* d'agriculture, formé près du ministre. Ce conseil général, qui pourrait se compléter par l'élection de dix membres, serait saisi directement de toutes les questions d'intérêt général soumises aux chambres d'agriculture, donnerait son avis sur tous les points que lui soumettrait le

ministre et émettrait des vœux sur tous les sujets se rattachant aux intérêts agricoles.

C'était là l'organisation modelée par le législateur de 1851. Le décret antilibéral de 1852 l'avait fait regretter ; il en est peu cependant qui depuis se soient seulement proposés, comme M. de Saint-Victor, de la faire renaître. Chacun a notamment condamné l'élection par les comices, qui en était la caractéristique principale ; et sous les retouches successives, peu à peu, le type primitif s'est modifié, suivant le gré des auteurs de propositions

Sur le thème intéressant de la représentation agricole les imaginations législatives se sont en effet exercées à plaisir, les systèmes échafaudés se sont multipliés.

Pourtant, à prendre les diverses propositions dans leur forme définitive et dans la généralité de leurs dispositions, on pourrait presque les ramener à deux types différents : la proposition de M. Méline à la Chambre et celle de M. Calvet et de plusieurs de ses collègues au Sénat.

*
* *

La circonscription qu'elles choisissent toutes deux n'est pas la même. La première demande « qu'il soit créé dans chaque chef-lieu d'*arrondissement* une chambre d'agriculture, composée de deux membres pour chacun des cantons de l'*arrondissement*, à l'exclusion des cantons exclusivement urbains, dont la liste serait fixée par un règlement d'administration publique ».

Les projets Viger et Jean Dupuy ne font que repro-

duire cette disposition ; et M. de Pontbriand la reprend avec une variante, en réclamant « au chef-lieu de chaque arrondissement *rural* une Chambre d'agriculture composée de deux membres pour chacun des cantons de l'arrondissement » (1).

Parmi les partisans des petites circonscriptions, il n'est que M. Bouthier de Rochefort qui aille jusqu'à préférer le canton. Les autres formulent du reste cette réserve que le ministre de l'agriculture pourrait réunir les différentes Chambres consultatives d'un département en assemblée générale, toutes les fois que l'utilité de cette réunion serait démontrée (Méline, Viger, Jean Dupuy, de Pontbriand).

M. Calvet se prononce au contraire pour la chambre *départementale*. Avant lui, MM. Lespinasse et de Ladoucette l'avaient adoptée. M. Cazauvieilh, dans sa toute récente proposition vient également de la préférer.

Chacun du reste corrige la chambre départementale en la subdivisant, ou en lui adjoignant d'autres corps à compétence territoriale moins étendue.

M. Calvet veut qu'on puisse la former en plusieurs sections, si le département présente des zones de caractères agronomiques distincts ; ces sections pouvant se réunir isolément, en dehors des sessions ordinaires générales, pour l'examen de questions particulières.

En outre il donne à chaque canton un comité perma-

1. Les rapports faits au nom des commissions parlementaires par MM. Cordier et Chevalier concluent également à l'institution de chambres d'arrondissement.

nent, qui reste le lien continu entre la chambre et chacune des communes rurales, et assure à chaque région la libre expression de ses besoins professionnels.

M. Lespinasse et M. de Ladoucette déjà demandaient la formation au chef-lieu d'arrondissement de sous-comités ou de conseils, à sessions indépendantes ; et M. Cazauvieilh établit à son tour des comités consultatifs cantonaux, se réunissant sur l'avis de leur président ou celui de la chambre.

*
* *

Les divers projets soumis à l'examen des chambres ont la préoccupation commune de donner satisfaction au désir, maintes fois exprimé par l'agriculture, de voir remplacer, par la nomination à l'élection, le mode actuel de désignation des membres des chambres consultatives.

Tous ont également le souci de confier le droit de vote aux seuls intéressés. Il n'est guère que M. Lespinasse et M. Bouthier de Rochefort qui veulent attribuer aux Conseils municipaux le droit de pourvoir au recrutement des Chambres d'agriculture.

Mais tandis que M. Calvet, à l'exemple de M. de Ladoucette, forme un corps électoral restreint et ne le compose que des propriétaires ou exploitants du sol, âgés de 25 ans révolus, M. Méline étend le droit de suffrage, et l'accorde en outre aux ouvriers agricoles, sous certaines conditions, et à une quatrième catégorie de personnes, comprenant surtout des fonctionnaires spéciaux, qui ont avec l'agriculture des rapports plus ou moins directs.

M. de Pontbriand, comme M. Calvet, exclut les ouvriers et les professeurs du corps électoral. Il n'admet, lui, que les « patentés agricoles », et il entend par là non seulement tous ceux qui paient l'impôt foncier, mais encore tous les chefs de culture, agissant comme métayers, fermiers, locataires, régisseurs, colons-partiaires, qui « sont les véritables associés des propriétaires fonciers et représentent les mêmes intérêts ».

Les autres, MM. Viger, Jean Dupuy, Cazauvieilh, pensent, à l'exemple de M. Méline, qu'il est quatre classes, correspondant à des intérêts un peu différents, qui doivent être concurremment représentées dans les chambres agricoles. L'une figure le capital foncier non exploitant ; l'autre le capital uni au travail ; la troisième, le travail ; la quatrième, la science agricole.

Leurs projets reproduisent alors *sensiblement* l'art. 3 de la proposition de M. Méline, en vertu de laquelle :

Sont électeurs :

1^o Les agriculteurs, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers de profession résidant dans le canton depuis un an au moins et dont la profession unique ou principale est d'exploiter un fonds rural ou forestier, comme propriétaires, usufruitiers, usagers, régisseurs, locataires, fermiers, colons partiaires ou métayers ;

2^o Les ouvriers agricoles s'occupant constamment et exclusivement de travaux agricoles, depuis trois ans au moins, dans le canton où ils ont élu domicile ou dans les cantons limitrophes, sous la condition qu'ils auront tra-

vaillé, dans cet intervalle, deux ans au moins sans interruption sur la même exploitation ;

3^o Les propriétaires ou usufruitiers usagers d'un fonds rural, non exploitants par eux-mêmes, qui, depuis un an au moins, possèdent les dites exploitations, qu'ils soient ou non résidants dans la commune ;

4^o Les directeurs, professeurs et répétiteurs des établissements d'enseignement agricole, forestier et vétérinaire, les directeurs des établissements d'élevage de l'État et ceux des stations agronomiques, les professeurs départementaux et spéciaux d'agriculture résidant dans le département, les directeurs d'écoles primaires supérieures avec cours complémentaire d'agriculture, lorsque l'enseignement agricole, dans ces écoles, est placé sous la direction du ministre de l'agriculture, et les vétérinaires résidant dans le canton.

Les électeurs doivent être Français ou naturalisés Français, âgés de vingt-cinq ans révolus et jouir de leurs droits civils et politiques ;

Les femmes remplissant les conditions exigées par le paragraphe premier du présent article sont également électeurs, mais elles ne sont pas éligibles.

Ayant ainsi constitué son corps électoral, M. Méline lui donne la mission de nommer *directement* à raison de deux par canton, les membres des chambres d'agriculture. Ces membres sont nommés pour six ans, comme dans les autres projets, et renouvelables par tiers tous les deux ans. D'autres propositions adoptent le renouvellement par moitié tous les trois ans. De même MM. Jean

Dupuy, Viger et de Pontbriand établissent une élection directe.

D'après la proposition de M. Calvet l'élection se fait au contraire à *deux degrés*. Les propriétaires et exploitants du sol « nomment au chef-lieu de canton, au scrutin de liste, un comité central de trois membres, qui, réuni aux autres comités cantonaux du département, élit, le dimanche suivant, la chambre départementale, au scrutin de liste et à raison d'un membre par canton ».

Ces comités cantonaux reparaissent dans la proposition de M. Cazauvielh. Ils se composent cette fois d'électeurs du second degré, élus au canton en nombre égal à la moitié des communes ». Réunis au chef-lieu de chaque arrondissement, il nomment les membres de la chambre départementale « en nombre inférieur d'une unité aux cantons de l'arrondissement ».

Ils sont analogues dans leur rôle, sinon dans leur composition, aux conseils d'arrondissement que M. de Ladoucette, autre partisan des chambres départementales, faisait nommer par les électeurs du premier degré, pour les charger ensuite d'élire les chambres d'agriculture, « à raison d'un membre par dix ou fraction de dix de leurs membres. M. de Ladoucette établit du reste la proportionnalité de la représentation aux deux degrés. Chaque canton envoie siéger au conseil d'arrondissement autant de membres qu'il compte de fois « mille ou fraction de mille électeurs agricoles ».

Au surplus, beaucoup de dispositions reparaissent, *mutatis mutandis*, dans la plupart des propositions.

On ne permet aux électeurs agricoles d'exercer leur droit de suffrage que dans une seule circonscription; à leur choix, lorsqu'ils pourraient se faire porter sur plusieurs listes. « Les électeurs peuvent en effet exploiter ou posséder des fonds ruraux dans plusieurs cantons du même arrondissement ou d'arrondissements et même de départements différents : ils ne pourront exercer leur droit électoral que dans l'un de ces cantons » (Méline).

En ce qui concerne la confection des listes électorales, leur publicité, les formes et les délais à observer pour les réclamations en cas de radiation ou d'omission d'électeurs, la compétence des tribunaux et la procédure à suivre, on reprend ordinairement aujourd'hui les règles édictées par la loi relative aux élections des tribunaux de commerce.

Voici, par exemple, le système adopté par M. Méline : annuellement, dans chaque commune, une commission dans laquelle le conseil municipal et les électeurs agricoles sont représentés, dresse la liste électorale.

Celle-ci est ensuite déposée à la mairie. Tout requérant peut en obtenir communication sans frais ni déplacement et en prendre ou faire prendre copie.

Les électeurs ont un délai d'un mois pour présenter leurs réclamations ; ils les portent par simple dénonciation devant le juge de paix du canton, qui doit statuer dans les dix jours, sauf dans le cas où la demande implique le solution préjudicielle d'une question d'état.

La sentence, transmise le jour même au maire, doit

être notifiée par lui dans les vingt-quatre heures de la réception, à l'intéressé. Elle ne peut être déférée qu'à la Cour de Cassation. La Chambre des Requêtes statue définitivement sur le pourvoi, qui doit être formé dans les dix jours de la notification. Tous les actes judiciaires auxquels donnent lieu ces instances sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Quant aux formes à observer pour les élections elles varient naturellement un peu suivant le mode de recrutement adopté, la composition du corps électoral, le nombre de membres à élire ; on vote à la commune ou au canton, au scrutin uninominal ou au scrutin de liste, suivant qu'on a plusieurs délégués à élire ou un seul.

Nous passons aussi rapidement sur les règles secondaires régissant les demandes en nullité des élections. On reprend la plupart du temps celles qui sont adoptées en matière d'élections municipales. C'est alors le conseil de Préfecture qui statue, dans le mois, sur les demandes en nullité formées par les électeurs ou le Préfet. Contre sa décision les réclamants peuvent se pourvoir devant le conseil d'État, dans un délai de trois mois.

« En pareil cas la compétence judiciaire ne se justifierait pas pour les élections des chambres d'agriculture, et il est préférable, bien que ces chambres ne soient ni des corps politiques, ni des conseils administratifs, d'attribuer la compétence aux conseils de préfecture » (Proposition Méline).

Les dispositions pénales, édictées par la loi du 15 mars 1849, assurent la liberté et la sincérité des élections. On prévoit le cas où des décès ou des démissions nécessi-

teraient le recours à des élections complémentaires en dehors du renouvellement ordinaire.

On ne se sépare guère que lorsqu'il faut déterminer les conditions de l'éligibilité. Nous ne parlons pas de MM. Lespinasse et Bouthier de Rochefort, qui, restreignant leur corps électoral et ne le composant que des conseillers municipaux, doivent au contraire élargir les cadres de l'éligibilité (1).

Les autres auteurs de propositions ont une tendance à conférer le droit d'être éligibles à tous ceux qui ont droit de suffrage. MM. Méline, de Pontbriand et de Ladoucette adoptent le principe, sans y apporter d'exception ; tout au plus exigent-ils, comme tous les autres du reste, des conditions d'âge nouvelles de leurs électeurs, qui devront avoir 30 ans au lieu de 25 pour pouvoir être valablement élus.

MM. Jean Dupuy, Cazauvieilh et Viger adoptent la même règle, avec un petit tempérament toutefois : comme M. Méline, ils excluent de l'éligibilité les femmes, mais

1. « Les divers cantons nommeront, pour faire partie de la chambre, un propriétaire ou un agriculteur résidant dans le canton » (Lespinasse).

M. Bouthier de Rochefort admet comme éligibles les *exploitants*, sous certaines conditions : agriculteurs, arboriculteurs, horticulteurs pépiniéristes, jardiniers, maraîchers de profession (la culture doit être leur profession unique ou principale — ou bien ils doivent exercer par eux-mêmes leur industrie dans la commune depuis au moins un an) — les *propriétaires* — et divers *professeurs*, directeurs ou répétiteurs. — Les ouvriers agricoles seuls ne figurent donc pas dans ces catégories d'éligibles.

ils excluent aussi les *fonctionnaires* (1), qu'ils avaient pourtant admis à l'électorat (2).

M. Calvte adopte encore sur ce point un système particulier ; tandis qu'il donnait droit de vote d'une façon large à tous les propriétaires ou exploitants du sol, il ne prend comme éligibles que ceux d'entre eux qui ont à leur charge un impôt foncier agraire et figurent nominativement au rôle de la contribution foncière de la propriété non bâtie.

Cela n'est qu'une conséquence de son système général. Comme ses Chambres départementales votent leurs budgets par des taxes sur le principal de l'impôt foncier agraire, il lui a semblé que le vote de cet impôt spécial ne devait appartenir qu'à qui le payait.

Un impôt trop faible même ne donne pas l'éligibilité. « Toutefois les électeurs de cette catégorie ont la faculté de réclamer leur inscription parmi les éligibles, à condition d'acquitter une taxe minima, annuelle, déterminée pour chaque période décennale d'enquête agricole par décret rendu sur l'avis du Conseil supérieur ».

Voilà pour la formation, la composition des Chambres. Des règles à peu près identiques président, dans toutes les propositions, à leur fonctionnement.

Elles doivent se réunir annuellement une fois (propo-

1. L'exclusion tomberait si les fonctionnaires étaient électeurs à un autre titre.

2. M. Cazauvieilh permet à ses chambres de s'adjoindre par voie de cooptation quelques savants ou quelques spécialistes, qui auraient été négligés par les suffrages et dont la compétence notoire serait utile à leurs délibérations.

sitions Lespinasse et de Ladoucette) (1), ou deux fois (propositions Méline, Bouthier de Rochefort, Viger, Jean Dupuy), ou trois (propositions Cazauvieilh), ou même quatre (propositions Calvet et de Pontbriand). Tous les projets leur permettent aussi de tenir des sessions extraordinaires à la demande du ministre ou d'une partie notable de leurs membres.

Elles élisent leur bureau. — Le préfet ou le sous-préfet est avisé de leur réunion. Elles lui soumettent leur ordre du jour, comme après, elles lui communiquent leur procès-verbal. Elles correspondent par leur président, avec le ministre, le préfet et le sous-préfet. Ordinairement on leur permet de se diviser en commissions, qui ont alors le droit de se réunir dans l'intervalle des sessions, pour étudier certaines questions particulières.

On donne au préfet et au sous-préfet et à certains fonctionnaires : inspecteurs d'agriculture ou d'enseignement agricole, ou même simples professeurs d'agriculture, le droit d'assister aux séances des Chambres et d'y prendre la parole. Elles pourraient également appeler dans leur sein les personnes qu'il leur paraîtrait utile d'entendre.

Enfin on les reconnaît comme établissements d'utilité publique, et on leur permet, en cette qualité, d'acquérir, de recevoir, de posséder et d'aliéner, après y avoir été dûment autorisées.

*
* *

1. Mais les conseils d'arrondissement de M. de Ladoucette doivent avoir deux sessions annuelles.

Mais si, sur tous ces détails secondaires d'organisation et de fonctionnement, les diverses propositions se sont la plupart du temps accordées, la question importante des *attributions* à conférer aux Chambres va les diviser à nouveau.

Les Chambres seront consultatives. Sur ce point tous les projets s'accordent. Les uns seulement accroissent l'importance de leurs avis, tandis que d'autres la restreignent. Certains font des Chambres les conseillères du gouvernement et du conseil général ; d'autres ne leur donnent la mission que d'éclairer le gouvernement.

Pour quelques-uns leur avis ne peut être que facultatif : « Les Chambres consultatives d'agriculture présentent au gouvernement et au conseil général de leur département les vues sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture.

Elles *peuvent* être consultées par le ministre de l'agriculture et le préfet du département sur toutes les questions concernant l'agriculture, qu'ils jugent à propos de leur soumettre » (Projet Viger).

« Elles présentent leurs vues, dit simplement aussi M. Lespinasse, sur toutes les questions agricoles et de plus sur les questions législatives, financières et économiques, qui touchent aux intérêts de l'agriculture ».

M. Méline va rendre déjà nécessaire leur consultation « sur la création dans le département, des établissements d'enseignement agricole ou vétérinaire, des stations agronomiques, ainsi que des foires ou marchés ». M. Jean Dupuy, dans son projet, reprendra textuellement cette disposition.

Y ajoutant un peu, M. Cazauvieilh demandera que leur avis soit obligatoire aussi « sur les questions douanières ».

M. Bouthier de Rochefort ira plus loin encore. On devra, d'après lui, consulter également les Chambres sur tous les changements législatifs intéressant l'agriculture et notamment la police rurale, les contributions indirectes, les douanes, les octrois, les secours à distribuer...

Leurs fonctions s'accroîtront encore avec M. Calvet, qui ne bornera pas ainsi leur rôle à conseiller sur les seuls changements de la législation. La proposition veut que leur avis soit forcément demandé « en ce qui concerne leur région, sur tous les points qui sont obligatoirement soumis aux délibérations du conseil supérieur, aux termes de l'article 5 », soit d'une façon générale, sur les projets ou propositions de loi, les décrets ou les règlements d'intérêt agricole.

M. de Pontbriand ne se contente pas d'une formule aussi générale, il énumère et précise les cas où « l'avis *doit* être demandé ». C'est : « d'abord sur les changements projetés dans la législation agricole et douanière », et « sur toutes les questions agricoles intéressant leur circonscription », mais en particulier : « sur tous les tarifs et règlements de transports concédés par l'autorité publique, intéressant les produits de l'agriculture ou les engrais dont elle a besoin ; sur la création des tribunaux d'agriculture ou des conseils de prud'hommes agricoles dans leur circonscription, au cas où ces tribunaux ou conseils seraient institués par une loi ; sur les projets de règlements locaux en matière agricole ; sur les projets

de travaux publics de leur région qui intéressent l'agriculture, comme les canaux, chemins de fer d'intérêt général ou local ; sur la création, dans le département des établissements d'enseignement agricole ou vétérinaire, des stations agronomiques, ainsi que des foires et marchés ; enfin sur les modifications à apporter aux circonscriptions des concours régionaux ».

Nous retrouverons presque la même énumération dans la proposition de Ladoucette, qui pourtant exige encore un avis des chambres sur : la rédaction du code rural, la répartition des subventions du département et de l'Etat entre les syndicats et les comices, le reboisement ou le déboisement, les modifications réclamées à l'assiette des impôts directs et indirects, et le service des prestations (1).

Même, pour sanctionner ces dispositions, M. de Ladoucette veut que les préfets soient tenus de rendre compte de la suite donnée par eux aux décisions des chambres communiquées à l'administration.

Tous les projets chargent du reste les chambres d'agriculture du soin de la statistique.

*
* *

Mais leur rôle doit-il être seulement de fournir des renseignements et de donner des avis ? Certains ne l'ont

1. Les conseils établis par M. de Ladoucette dans chaque arrondissement ont mêmes attributions, mais les chambres départementales doivent se prononcer sur les avis, les vœux qui émanent d'eux.

pas pensé. M. Calvet notamment, se séparant encore ici de la proposition de M. Méline, que nous avons choisie comme type, et de la plupart des autres projets, veut donner en outre aux chambres des attributions économiques.

M. de Ladoucette avait admis en principe déjà qu'elles pourraient fonder, administrer et gérer des établissements utiles à l'agriculture ; M. de Pontbriand ensuite était venu leur reconnaître le même droit, en énumérant les cas dans lesquels elles pourraient l'exercer.

Son article 32 portait « les chambres d'agriculture peuvent être autorisées par le ministre de l'agriculture, soit à fonder, soit à administrer, soit à gérer des établissements ou services à l'usage de l'agriculture, tels que : crédit agricole, entrepôts réels, appareils d'outillage agricole, magasins généraux, salles de vente, musées agricoles, écoles d'agriculture, écoles professionnelles, cours pour la propagation des connaissances agricoles, expositions. Elles déterminent, sauf homologation du ministre, les tarifs ou règlements de ces établissements ou institutions ». Il leur permettait aussi d'administrer des établissements, institutions ou services de même genre, créés par l'administration ou par l'initiative privée.

M. Calvet vient de donner à ce système son plein développement. Dans son organisation des chambres d'agriculture, il montre le même souci de déterminer leurs fonctions consultatives et de fixer leurs attributions économiques ; il accroît ces dernières, il les précise. Les chambres pourront, après autorisation du ministre et

avis du Conseil supérieur, créer ou subventionner des caisses, des docks, des entreprises de transport, des pépinières, des cours.

Mais, bien plus, elles pourront être « admises à participer, par voie d'avances ou de fonds de concours, à l'exécution de travaux publics, entrepris par l'Etat, le département ou les communes, ou d'entreprises d'intérêt collectif agricole, tels que canalisations, aménagements d'eau, création de massifs boisés dans l'intérêt de l'agriculture, dessèchement, revision du cadastre, etc... »

*
* *

Pour faire face à ce vaste programme, des ressources spéciales sont nécessaires. Les autres projets se contentaient d'indiquer que les chambres dresseraient elles-mêmes leur budget et le feraient viser par le préfet ; et ils chargeaient simplement le conseil général de pourvoir aux frais d'établissement des listes électorales et aux menues dépenses de bureau, toutes sommes placées parmi les dépenses obligatoires et votées chaque année.

M. Calvet doit au contraire établir un budget spécial, ou plutôt deux budgets : l'un, ordinaire, pour faire face aux frais de fonctionnement et, au besoin, à l'excédent des dépenses d'entretien sur les recettes des établissements d'intérêt agricole, dont les chambres ont la gestion ; l'autre, extraordinaire, pour permettre la création d'œuvres d'intérêt collectif ou la participation des chambres à des travaux publics d'intérêt agricole.

Le premier est assuré par une taxe proportionnelle

sur le principal de l'impôt foncier de la propriété non bâtie agraire. On pourvoit au second, par l'emploi des réserves du budget ordinaire ; au besoin par un emprunt amortissable dans un délai donné. Des annuités, recouvrées par une taxe supplémentaire, s'ajoutant à la taxe annuelle du budget ordinaire, permettent de le solder. Une autorisation législative serait nécessaire si les centimes additionnels devaient dépasser dix.

*
* *

Telles sont les chambres, à rôle plus ou moins étendu, dont on veut doter l'agriculture. Il est pourtant encore une mission qu'on leur confie dans la plupart des propositions récentes : c'est celle de nommer les membres ou du moins une partie des membres du Conseil supérieur, qu'on institue près du ministre.

La loi de 1851 avait déjà créé semblable Conseil. Chaque chambre d'agriculture y envoyait siéger un membre. Mais actuellement, s'il subsiste encore, c'est le gouvernement qui le nomme exclusivement et son origine suffit à lui enlever son autorité.

Voilà pourquoi beaucoup pensent qu'il est nécessaire de le reconstituer sur des bases nouvelles pour lui donner la force dont il a besoin pour remplir sa haute mission. Il n'est guère, après M. Lespinasse, qui voulait le composer simplement de trois employés du ministère, que M. Bouthier de Rochefort, qui n'ait pas appelé les chambres d'agriculture à participer à son élection. Outre quelques membres de droit, il y faisait entrer dix délé-

gués du Sénat, dix de la Chambre et vingt notabilités nommées par le gouvernement. M. Viger est seul à ne pas s'en préoccuper dans son projet de loi.

Les autres veulent le rattacher directement au monde des campagnes par l'intermédiaire des Chambres consultatives. Sans doute on admet bien dans son sein des membres choisis encore par le gouvernement, au nombre de quarante (proposition Ladoucette), de trente (projets Méline et Jean Dupuy) ou seulement de vingt (proposition de Pontbriand); sans doute on y fait entrer des délégués de sociétés savantes (proposition Ladoucette) ou plutôt des membres de droit comme dans les propositions Méline, de Pontbriand et Jean Dupuy; mais c'est surtout aux Chambres d'agriculture qu'on demande de le constituer.

Elles y enverront chacune un délégué (propositions Méline, Calvet, Jean Dupuy, Cazauvieilh); ou bien elles se formeront par région, par groupe de quatre au moins pour y nommer un représentant (prop. de Pontbriand); ou elles y éliront un délégué pour dix de leurs membres ou fraction de dix membres (proposition de Ladoucette); mais partout ce sont elles qui fourniront l'appoint principal.

Le conseil supérieur ne se compose même que de leurs élus dans la proposition de M. Cauzavieilh; et M. Calvet n'y admet presque aussi que leurs représentants, puisqu'il leur adjoint seulement onze membres, qui devront être désignés par le conseil supérieur lui-même d'accord avec le ministre.

Ce conseil complètera l'action des chambres. Placé

sous la présidence du ministre, il devra se réunir au moins une fois par an ; M. de Ladoucette seul exige deux sessions annuelles ; des assemblées extraordinaires seront du reste toujours possibles. Dans l'intervalle des sessions, une commission permanente, remplacera le conseil en cas d'urgence.

On lui reconnaît ordinairement la mission de donner son avis sur toutes les questions que le gouvernement jugera bon de lui soumettre ou qu'il croirait au contraire devoir lui-même signaler au gouvernement (projets Méline, Bouthier de Rochefort. Jean Dupuy, Cazauvieilh). Mais certaines propositions veulent en outre que sa consultation soit parfois de droit ; ainsi M. de Pontbriand l'exige sur les changements à la législation agricole, aux tarifs de douanes, et aux traités de commerce et de navigation ; M. de Ladoucette ajoute encore à cette énumération et M. Calvet demande que les décrets et règlements d'intérêt agricole lui soient également soumis.

Il n'y a que M. Calvet qui lui donne en outre des attributions économiques. M. de Ladoucette le chargeait d'une sorte de contrôle sur les travaux des chambres. M. Calvet veut qu'il donne son avis « sur les projets d'organisation d'établissements ou d'œuvres utiles à l'agriculture en préparation dans les chambres départementales. »

Représentation par les Sociétés Libres.

Cette fois l'organisation est complète. La représentation officielle, telle que la veulent établir les projets de loi, possède tous ses éléments.

Mais, comme en Autriche, lorsqu'on propose de créer des sociétés obligatoires ; comme en Belgique, où les partisans du « rien par l'Etat » s'opposent à la réorganisation des comices agricoles, certains protestent en France contre le principe même de l'institution, en invoquant aussi l'intérêt des sociétés existantes.

« Les agriculteurs verraient avec regret une réglementation officielle remplacer leur action libre et spontanée », disait déjà M. de Tocqueville dans un rapport en 1870. Et il ajoutait : « Les chambres d'agriculture marquées de ce cachet officiel n'auraient ni la vitalité, ni l'action des organes libres (1) ».

La représentation par des comices, créés par la libre initiative des agriculteurs dans tous les départements, voilà déjà ce qu'il réclame ; et d'un mot il a justifié ses préférences : des corps officiels nuiraient aux sociétés indépendantes et seraient sans utilité.

A la même époque M. Tisserand, rapporteur de la commission supérieure dans la grande enquête agricole, ne pense pas davantage qu'il y ait lieu de constituer des chambres d'agriculture. Il en donne d'abord comme raison que les cultivateurs ne s'exposent pas volontiers à

1. Rapport de M. de Tocqueville, 1870. — *Société des agriculteurs de France*. Mémoires sur l'agriculture. Auteurs divers, n° 1.

des voyages dispendieux et que leur séjour à la ville sera gêné par les travaux des champs.

Mais ce ne seraient là sans doute que des inconvénients secondaires, bien que cela lui paraisse « autant d'obstacles à ce que ces institutions puissent jamais rendre des services ».

Il est probable que son opinion se fonde plutôt sur cette considération finale que la création des chambres d'agriculture ne ferait qu'ajouter « une complication inutile » et qu'*affaiblir* l'expression des sentiments et des idées du monde agricole.

Les sociétés libres, qui se multiplient, ne sont-elles pas préférables aux institutions officielles ! Plus de cent mille agriculteurs sont déjà groupés dans les comices et les sociétés ! « Quelle création nouvelle pourrait jamais égaler en vigueur et en autorité ce merveilleux ensemble, né sur tous les points du territoire, et qui, sans concert préalable, réalise cependant la représentation vivante de l'agriculture ! (1) ».

A ce moment les syndicats, favorisés par la loi de 1884, n'avaient pas cependant pris encore leur magnifique développement. Les comices de 1870 ne comptaient que cent mille membres ; plus de six cent mille agriculteurs sont enrôlés aujourd'hui dans plus de deux mille syndicats. On devine ce qu'inspirerait à M. Tisserand semblable constatation.

On n'a du reste pas négligé l'argument. C'est lui sur-

1. Rapport de M. Eug. Tisserand. — Enquête agricole. Séance de la Commission Supérieure du 18 mars 1870. — Président de M. Louvet, ministre.

tout qu'on fait valoir. Dans son remarquable rapport à la Chambre des Députés, M. Chevallier l'a parfaitement mis en valeur, sans du reste lui sacrifier ses préférences personnelles.

On ne doit pas certes mépriser les 1.200 sociétés ou comices, dont les 152.000 adhérents s'occupent surtout d'améliorer la pratique agricole et de favoriser les progrès techniques des cultivateurs. « Mais il n'est peut-être pas dans l'histoire sociale de notre pays, de mouvement plus curieux que celui de la formation et du développement des *syndicats agricoles* ».

« Inconnus il y a seize ans, ils sont aujourd'hui légion. Cette institution se sert d'une loi qui ne devait servir qu'au commerce et à l'industrie et qui fut seulement complétée en fin de discussion. Elle s'en sert en en étendant le sens et elle prend au début une forme que le législateur n'avait pas envisagée ; puis, peu à peu, elle se dépouille de cette forme pour prendre un caractère mieux approprié aux dispositions de la loi. Elle est en effet à l'origine une société coopérative et ne devient qu'après coup une société corporative ; de société d'affaires, elle se transforme presque en institution philanthropique ».

Le rôle modeste des syndicats au début fut, en effet, d'assurer à leurs adhérents des achats avantageux et notamment de leur procurer avec économie et garanties de dosage les engrais du commerce. Ils achetaient pour leurs membres tous les objets utiles à leur profession, ils vérifiaient les livraisons et se préoccupaient aussi de

découvrir de nouveaux débouchés pour la vente des produits agricoles.

Puis ils voulurent « s'élever au rôle d'association philanthropique » ; ils cherchèrent à organiser le crédit, l'assurance, l'arbitrage, l'assistance et à fonder des caisses de prêts, de secours ou de retraites.

Enfin, s'attribuant le rôle de défense professionnelle, que jusqu'alors les comices et les sociétés avaient trop modestement rempli, ils songèrent, à défaut de chambres officielles, à représenter les intérêts agricoles auprès du Parlement et de l'administration, et ils inscrivirent dans leurs statuts qu'un de leurs buts principaux devait être d'intervenir dans les réformes législatives ou autres intéressant l'agriculture(1). Ainsi peu à peu, s'était en fait constituée par eux une représentation spontanée des vœux et des besoins des populations rurales.

« Les intérêts de toutes les catégories de producteurs, de tous les exploitants du sol et auxiliaires de la culture, sont défendus par eux avec autant d'autorité que de compétence ; leurs revendications sont portées, par voie de démarches, de pétitions et de vœux devant les administrations et les pouvoirs publics.

Elles ont pour objet les réformes législatives de toute nature, les tarifs de douane et de transport, les dégrève-

1. Ex. Le syndicat central agricole et viticole de la Haute-Marne, auquel ses statuts donnent comme but principal, notamment d' : « examiner toutes les mesures économiques et les réformes législatives, administratives et financières, que peut exiger l'intérêt de l'agriculture ; en poursuivre la réalisation auprès des pouvoirs et administrations publics et compétents ».

ments d'impôts et toutes mesures économiques touchant les intérêts agricoles ; elles s'exercent au profit de la collectivité des membres des syndicats et de l'agriculture tout entière (1) ».

Déjà d'utiles mesures furent par eux obtenues. On cite notamment les conséquences heureuses de leur congrès de 1889, qui, par son programme de réformes soumis aux députés, obtint le vote de certains tarifs douaniers, un dégrèvement partiel de l'impôt foncier, le retrait d'un projet d'impôt sur la circulation des fruits de pressoir.

De telles constatations et de semblables résultats expliquent que certains, répudiant les chambres officielles voient, dans les syndicats agricoles l'élément essentiel et nécessaire d'une vraie représentation de l'agriculture. Mais si l'on veut les multiplier à la base, ils ne doivent être, pris ainsi isolément, que les premiers organes, indispensables mais insuffisants, de la représentation libre qu'on veut constituer.

Pour discipliner leur action, augmenter leur puissance, accroître leur crédit, il faut qu'ils se groupent eux-mêmes par département ou par région. La loi leur permet de se fédérer. On obtiendra de cette façon des « Unions de syndicats », fortes et vigoureuses, qui formeront le second degré de la représentation.

1. III^e Congrès national des syndicats agricoles de France tenu à Orléans les 5, 6 et 7 mai 1897. — *Le mouvement syndical et l'agriculture*. Rapport présenté au congrès par le comte de Rocquigny, p. 20.

De semblables unions se sont établies déjà. Sans parler de celles qui se confinent dans les limites d'un département, M. de Rocquigny pouvait en 1897, en citer déjà neuf, régionales, embrassant soixante départements et réunissant 342 syndicats (1). Il souhaitait alors d'en voir encore trois autres se former, les trois dernières, nécessaires pour « compléter la délimitation de la France rurale en douze circonscriptions » et pour enserrer les départements épars. Depuis ce vœu, la dixième union s'est formée. C'est dire que le second degré de la représentation libre serait à peu près constitué.

Enfin, pour la couronner, un organe central serait nécessaire. Et voila déjà qu'il semble formé. Le 3 mars 1886, se fondait à Paris « l'Union des Syndicats des Agriculteurs de France », doublée d'un syndicat central. C'est une fédération de 936 syndicats, comprenant de 400.000 à 500.000 membres.

Elle tient annuellement une assemblée générale. Chaque syndicat y est représenté par son président et un nombre de délégués variant suivant son importance ; (trois pour les syndicats départementaux ou régionaux ; deux pour ceux d'arrondissement ; un pour les autres).

On y discute les questions intéressant l'agriculture ; on y résume les besoins des campagnes, on y expose leurs revendications, on y émet des vœux. Dès 1893, M. de Roc-

1. Celles : du Sud-Est, ayant son siège à Lyon ; de Bourgogne et de Franche-Comté, à Dijon ; du Centre, à Orléans ; du Nord, à Boulogne-sur-Mer ; de Normandie, à Caen ; de Bretagne, à Rennes ; de l'Ouest à Angers ; du Sud-Ouest, à Bordeaux ; des Alpes et de Provence, à Marseille.

quigny la saluait déjà comme « le Conseil Supérieur libre de l'agriculture » émané de ces chambres libres que sont les syndicats (1).

Pourquoi nous préférons les chambres d'agriculture ?

La représentation libre se trouve donc ainsi pourvue de tous ses organes : d'abord des syndicats de commune, de canton ou d'arrondissement ; ensuite des syndicats ou des unions de département ; au-dessus des unions régionales, groupant les délégués des sociétés de la province, et au sommet l'union centrale des syndicats.

Pourtant cette dernière « Union » elle-même, et la Société des Agriculteurs de France, cette autre association centrale si puissante étaient jusqu'à ces derniers temps les plus ardents champions des chambres d'agriculture.

En 1896 seulement nous les voyons formuler leurs premières réserves. Elles réclament encore une représentation officielle, mais elles déclarent ne pouvoir reconnaître comme telle que celle « qui serait élue d'après les mêmes principes que la représentation de l'Industrie et du Commerce ».

L'intérêt des syndicats n'est pas seul à les guider ; on ne l'invoque même pas alors. Mais le projet, soumis à cette époque à la Chambre, exclut du corps électoral les propriétaires qui ne cultivent pas et y introduit les instituteurs ; la proposition, déposée sur le bureau du Sénat,

1. *Les syndicats agricoles et le Socialisme agricole*, par le Comte de Rocquigny.

autorise les chambres d'agriculture à faire des emprunts et « à recourir encore à la bourse des agriculteurs par l'application de centimes nouveaux ». C'est contre cela qu'on proteste.

On veut bien encore d'une représentation officielle, mais, à celle « qui serait ou ainsi faussée dans sa constitution, ou ainsi rendue onéreuse dans ses conséquences », on déclare préférer « la représentation libre, indépendante et gratuite qu'on possède actuellement dans les sociétés, comices et syndicats agricoles » (1).

Même vœu, l'année suivante, et pour les mêmes raisons. Un orateur demande, à l'assemblée générale, de s'opposer sans aucune réserve à la création de chambres d'agriculture, qui seraient fatales aux sociétés indépendantes et enlèveraient aux syndicats leur plus beau privilège. L'assemblée se refuse à un vœu si catégorique, elle se contente de repousser le projet de loi spécial, qui refuse le droit de vote aux propriétaires non-exploitants, et elle souhaite simplement que les sociétés, comices et syndicats soient toujours consultés lorsque les intérêts agricoles se trouveront engagés.

On a même, dans la discussion, entendu soutenir cette opinion que « la représentation de l'agriculture par les syndicats risquerait de détourner ces utiles institutions de leur objet *naturel* ».

Enfin, en 1898, la section d'Economie et de Législation rurales de la société des Agriculteurs de France s'oc-

1. *Annuaire de la société des agriculteurs de France*. Assemblée générale. — Séance du 6 mars 1896.

cupe encore de la question, dans sa séance du 5 mars. Son rapporteur lui résume tous les arguments invoqués contre la représentation officielle. Celle-ci serait moins indépendante, moins compétente et moins étrangère aux passions politiques que les sociétés libres ; elle chercherait à supplanter les syndicats et à diminuer leur utile influence, elle serait inutile, car les syndicats se montrent à la hauteur de leur tâche, et des institutions officielles acquerraient difficilement l'autorité qu'ils sont parvenus à conquérir.

Sur les observations d'un de ses membres, la section pense cependant qu'il serait « un peu prématuré de dire que la représentation qui résulte des syndicats est pleinement suffisante » et elle se borne à émettre le vœu « que l'organisation des chambres d'agriculture soit *ajournée* jusqu'au moment où il sera possible de les établir sur la base des associations professionnelles ; et qu'en attendant, les Unions Régionales soient consultées sur les questions ayant trait aux intérêts généraux de l'agriculture (1) ». C'est le dernier vœu de la société des Agriculteurs de France.

Nous nous sommes à dessein appesantis sur les délibérations des grandes sociétés libres. Elles devaient être les premières à réclamer et à défendre la représentation des cultivateurs par les associations indépendantes. Et pourtant nous voyons qu'après avoir demandé pendant longtemps l'institution de chambres officielles, elles hésitent à condamner leurs vœux anciens.

1. *Id.* Section d'Economie et de législation rurales, séance du 5 mars 1898.

Elles critiquent les projets ; elles semblent respecter le principe. Tandis que certains de leurs membres défendent avec énergie le dogme intégral de la représentations libre, elles y apportent des tempéraments et ne se résignent qu'à une application partielle.

Et si cette constatation ne nous suffit pas pour proclamer déjà que des chambres d'agriculture sont indispensables, du moins si nous remarquons ailleurs, à l'étranger, en Autriche par exemple, que les plus fortes associations agricoles réclament elles-mêmes l'organisation d'une représentation légale, la création de corps nouveaux officiels de défense ; si en Hongrie, malgré la puissance des sociétés existantes, les agriculteurs demandent encore une autre organisation ; si les sociétés portugaises, influentes cependant puisqu'elles pénètrent les commissions officielles et sont parfois les agents du pouvoir, laissent encore regretter les chambres d'agriculture ; si partout, en Italie, en Belgique, en Autriche, en Allemagne, des ligues nombreuses, jouissant d'une autorité réelle et jouant un rôle consultatif officieux, n'ont pas empêché de désirer ou même d'organiser en dehors d'elles une représentation légale et officielle, on comprend mieux qu'on hésite à se priver du concours de chambres d'agriculture et qu'on ne se hâte point de s'en remettre aux seuls syndicats du soin d'assurer la défense des campagnes.

Nul plus que nous ne se félicite de l'admirable épanouissement des syndicats agricoles ; nous sommes aussi les premiers à reconnaître l'utilité de leurs efforts généreux et les bienfaits de leur féconde initiative. Mais, de

tous ceux qui réclament du Parlement l'organisation des chambres officielles, aucun ne se refuse non plus à remercier les sociétés libres de ce qu'elles ont fait pour l'agriculture.

M. Méline et M. de Pontbriand rendent hommage aux grands services qu'elles ont rendus et qu'elles rendent encore. M. Chevallier a, dans son rapport, résumé leur action dans les lignes les plus élogieuses. Et pourtant il demande à son tour, la création de chambres d'agriculture.

C'est que, si les syndicats ou les comices ne puisent, que dans les statuts qu'ils se sont librement donnés, leur droit d'intervention dans les réformes législatives ou autres, leur autorité paraît bien diminuée. Les pouvoirs seront-ils volontiers portés à suivre des conseils, que rien ne les obligerait même à accueillir ! Il semble bien que de grands mouvements d'opinion, toujours lents à créer, pourront seuls sûrement forcer l'attention et imposer des idées et des réformes.

Et alors même qu'un texte investirait les sociétés libres d'une mission consultative et les chargerait officiellement de conseiller l'administration ou les Chambres, nous penserions encore qu'elles seraient insuffisantes pour assurer une représentation *complète*, à moins qu'une réglementation à outrance ne vint les transformer, en ruinant leurs énergies et leur vigueur, puisqu'elle leur enlèverait la liberté.

D'un mot, écartons les comices. « L'entrée des comices étant ouverte à quiconque verse sa cotisation, on peut rencontrer dans ces assemblées des hommes appartenant

aux professions libérales, industrielles ou commerciales, qui souvent même y prennent une influence prépondérante, sans avoir une attache quelconque avec l'agriculture et peuvent même y représenter des intérêts qui lui sont contraires (1). On ne pourrait utiliser les comices, qu'en remaniant, en contrôlant leur composition.

Les syndicats, par leur origine professionnelle, auraient certainement beaucoup plus de raison qu'eux de revendiquer l'honneur de parler au nom des intérêts agricoles. Mais, quel qu'ait été leur succès prodigieux dans les campagnes, ils n'ont pu grouper tous les cultivateurs ; beaucoup sont restés en dehors de leurs cadres, qui pourtant auraient droit à une représentation.

Ils ne peuvent parler qu'au nom de leurs membres. Intermédiaires de quelques uns dans l'achat et la vente, intervenant dans l'œuvre de la production et de la réalisation des produits, ils servent des intérêts particuliers, communs à des adhérents.

Ils sont deux mille, ils embrigadent six cent mille membres ! Mais sait-on qu'avec les chambres d'agriculture, en appelant à l'électorat les seuls exploitants, c'est plus de quatre millions d'agriculteurs que nous représentons ; en donnant le droit de vote aux ouvriers agricoles et aux propriétaires non exploitant, nous permettrions aux chambres de parler au nom de plus de six millions et demi d'électeurs. (2).

1. Proposition de loi de M. le Comte de Pontbriand, p. 2.

2. Exactement, dans le premier cas : 4.193.739 membres seraient représentés ; et, dans le second, 6.655.155. *Statistique décennale de 1892.*

« Les membres qui les composent représentent à peine le vingtième de ceux qui, à un titre quelconque, peuvent être considérés comme dirigeant des exploitations agricoles et qui ont *le droit* incontestable d'apporter leur contingent à l'œuvre de progrès qui s'impose à l'agriculture tout entière, écrivait déjà M. Méline en 1898.

« Ces exclus volontaires ou involontaires vont être, grâce aux mesures libérales que nous vous proposons, appelés à faire entendre utilement leur voix dans les Conseils de l'agriculture, en sorte que l'impulsion, qui est actuellement confinée presque exclusivement dans certaines sphères, partira désormais de tous les points du pays et fera régner partout l'activité et la vie » (1).

Vouloir représenter l'agriculture par les syndicats, ne serait-ce pas vouloir les rendre obligatoires. Pour qu'ils puissent se recommander de tous les agriculteurs, ne faut-il pas qu'ils les comprennent tous, et par suite, ne faut-il pas qu'on impose à chacun des intéressés l'obligation d'en faire partie.

C'est à cette conséquence qu'on arrive en Autriche. Les sociétés puissantes y ont pris la défense des intérêts ruraux, mais leur caractère facultatif les empêche de donner à l'agriculture une véritable représentation. Une partie des campagnes leur échappe et l'on demande par tout l'Empire qu'elles soient désormais obligatoires. Nous avons constaté l'unanimité des pays autrichiens à réclamer cette satisfaction.

Rendre les associations obligatoires, c'est le seul

1. Proposition de loi de M. Méline, 1898, p. 2.

moyen qu'on ait trouvé là d'assurer « la constance de leur organisation fondamentale et du nombre des membres, la permanence de leurs ressources », et d'obtenir « une *représentation indiscutable de toute la classe agricole* avec un plus haut degré de devoir et de responsabilité » (1).

Il faut choisir entre une représentation incomplète et l'enrôlement forcé. Nul ami des syndicats ne voudrait leur faire acquérir ainsi des attributions nouvelles au prix de la liberté. « Quelque séduisante que soit l'idée de donner aux associations libres un droit officiel à être consultées, on doit se demander s'il ne s'ensuivrait pas une ingérence plus ou moins grande de l'Etat dans le fonctionnement de ces associations et par conséquent une sorte de main-mise sur les libertés dont elles jouissent », disait M. Dupont dans une réunion de commission à la société des Agriculteurs de France.

L'« ingérence » serait encore plus forte qu'il ne le soupçonnait. Pour donner à l'agriculture une vraie représentation par les syndicats, il ne suffirait pas à la loi d'embrigader de force les agriculteurs dans les rangs des sociétés établies par l'initiative privée, elle devrait intervenir pour créer obligatoirement des associations partout où il n'en existerait pas.

Faute de recourir à ce moyen, on laisserait certaines contrées privées de toute représentation, tandis que d'autres, mieux pourvues de syndicats, en auraient une

1. Referat betreffend die zweckmäßige organisation einer landwirtschaftlichen Interessenvertretung. — Vienne, 1900, p. 83.

assurée. « Les associations libres sont du reste distribuées fort inégalement sur l'ensemble du territoire, écrivait M. Cordier dans son rapport à la Chambre sur diverses propositions de loi. Trop multipliées dans certains départements, elles existent à peine ailleurs ».

M. de Pontbriand est frappé par la constatation : « Mais toutes les régions de la France n'ont pas de syndicats. Dans certains départements ils sont nombreux, dans certains autres, au contraire, ils sont rares,... Il y aurait alors des régions représentées et par conséquent consultées par les pouvoirs publics et d'autres qui ne pourraient faire entendre leurs revendications.

« La représentation ne serait pas *complète*. Il faut donc chercher ailleurs un moyen de combler l'*énorme* lacune qui existe dans la représentation des intérêts la plus vraie et la plus féconde ».

C'est par une semblable considération que nous voyons en Belgique un rapporteur se déterminer pour le maintien des chambres de commerce : « Les associations libres, émanées de l'initiative des citoyens, vaudraient mieux qu'un corps officiel, nous dit-on. — Mais peut-on affirmer que chaque centre commercial (ou agricole) verrait se former une société ayant pour but non seulement la défense d'intérêts privés, mais l'étude de questions générales. Et si l'on ne peut affirmer que la libre association pourra suppléer à l'organisation gouvernementale, on enlève peut-être au gouvernement l'institution qui devait le guider (1) ».

1. Maintien ou suppression des Chambres de commerce en Belgique (Rapport).

Que reproche donc aux sociétés libres belges M. Le-grand, dans son rapport sur les projets de représentation agricole, sinon de ne pas avoir une organisation uniforme, d'être très développées dans certaines régions du Brabant, du Limbourg et de la province d'Anvers, et d'avoir peu d'importance dans d'autres provinces (1)?

En France, si nous voyons des départements pourvus de 97 syndicats, comme l'Isère, ou de 135, comme le Doubs, ou de 169 comme l'Indre-et-Loire, groupant respectivement 9807, 11760, ou 12882 membres; nous en trouvons d'autres comme l'Ariège, le Puy-de-Dôme, la Haute-Savoie, qui n'en possèdent que 2, réunissant un peu plus de 2000 adhérents, ou comme l'Aveyron, le Cantal, la Corrèze, la Haute-Loire, qui n'ont que 4 syndicats avec un chiffre d'adhérents flottant de 741 à 6208.

Concluons donc avec M. Chevallier : « Peut-être si le mouvement syndical s'était *partout* généralisé, le problème de la représentation agricole serait résolu. Groupant *tous* les cultivateurs de la région, qui élisent à leur tour les hommes appelés à diriger la société, certains syndicats peuvent être regardés à la fois comme un corps électoral et un corps élu de l'agriculture, *mais* si, dans telle contrée, il y a beaucoup de syndicats, dans telle autre il y en a pas ou peu. Ici ils comptent beaucoup de membres et ailleurs un très petit nombre ». Il faut donc les compléter.

1. Conseil supérieur de l'agriculture. Session de 1898-1899. Réorganisation des comices agricoles : Rapport de M. G. Jacques, présenté à la 2^e section. — Bruxelles, 1900.

Nous arrivons à ces conclusions, sans avoir à rechercher si, comme le dit M. Maurin, « les syndicats, intermédiaires excellents pour les transactions, sont encore bien malhabiles à défendre les intérêts généraux » (1), ou si, comme le soutient M. Méline, les associations libres doivent être écartées, parce que « leurs réunions sont trop rares, leurs membres trop éloignés les uns des autres, trop absorbés par leurs occupations personnelles pour qu'on puisse exiger d'eux des efforts suivis et persévérants » (2).

Pour nous résumer avec le Comice de Cadillac : « les associations agricoles n'existent pas partout où il y a des intérêts agricoles à défendre ; — là où elles existent, elles ne représentent pas tous les agriculteurs » (3), voilà qui suffit à nous faire préférer des Chambres d'agriculture.

Ajoutons du reste, avec le même comice, que le commerce possède aussi ses sociétés et ses syndicats et que « pourtant les Chambres de Commerce sont considérées comme indispensables ».

« Au nom de l'égalité, la création de Chambres d'agriculture s'impose au législateur », disait aussi M. de Pontbriand. Et M. Chevallier, reprenant la même idée, écrivait dans son rapport : « D'ailleurs le commerce et l'industrie, qui ont leurs syndicats professionnels, ont en même temps leurs Chambres. Pourquoi seule l'agri-

1. *La Représentation de l'agriculture*, par G. Maurin, 1896.

2. Proposition de loi de M. Méline, p. 2.

3. Etudes du Comice de Cadillac (Gironde) sur la représentation de l'agriculture.

culture resterait-elle privée du bénéfice de ces Chambres ?... »

Libres, les associations agricoles sont donc sans mandats pour représenter. *Obligatoires*, elles perdent peut-être avec leur liberté tout le secret de leur force ; elles acquièrent un pouvoir consultatif, mais elles brisent peut-être le ressort de toute vigueur agissante. Préférons-leur les Chambres d'agriculture ; celles-ci « sorties de l'élection, ayant une existence assurée de la permanence, sont les seules auxquelles s'attache le caractère de corps vraiment représentatifs, parce qu'elles sont la réunion de professionnels jugés dignes par leurs pairs de représenter d'une façon compétente leurs intérêts » (1). Les détails seuls de leur organisation présentent quelques difficultés, que nous essaierons de résoudre, ou peuvent prêter à certaines critiques, que nous nous efforcerons d'éviter.

Circonscription

Et d'abord quelle circonscription donnerons-nous aux nouvelles Chambres ?

En Prusse on a choisi la province ; en Belgique on adopte le canton. Chez nous la loi de 1851 avait établi des Chambres départementales ; le décret de 1852 en a créé dans chaque arrondissement. La loi récente sur les Chambres de Commerce porte, sans préciser autant, qu'il devra y en avoir une au moins par département.

1. Rapport de M. Chevallier.

Les propositions sont aussi diverses que les textes. Il n'en est pas cependant qui demande l'institution de Chambres d'étendue variable. Cela peut-être possible pour le négoce et l'industrie, qui se concentrent sur certains points, mais l'agriculture est partout ; on la trouve même à côté des grandes villes avec la culture maraîchère, il lui faut des Chambres identiques par toute la France aussi (1). Pour elle l'unité de division territoriale s'impose. Laquelle choisir ?

Le *canton* a des partisans. M. Bouthier de Rochefort se prononçait en sa faveur, et c'est lui qu'adoptait en principe le Conseil Supérieur de l'Agriculture. C'est en effet au *canton* que « la vie agricole est la plus intense ». Des Chambres y seraient plus près des intéressés. On peut s'y réunir plus facilement et plus fréquemment, puisque, pour s'y rendre, on ne s'expose pas à des déplacements longs et onéreux.

Mais à cet émiettement les Chambres ne peuvent gagner en influence, avec des facilités moins grandes de recrutement, parlant au nom d'un petit noyau de cultivateurs, elles ne peuvent acquérir une autorité bien grande.

Il ne faut pas multiplier les Chambres d'une façon exagérée, si l'on veut leur conserver du crédit. C'est ce qui ressort des avis émis par le Conseil d'Etat au sujet de diverses demandes de création de Chambres de commerce, qu'il croyait devoir repousser.

1. *Les Chambres d'agriculture*, par A. Gairal, professeur. Lyon, 1890.

Citons, par exemple, l'avis de la Section des Travaux Publics et du Commerce du 23 octobre 1883 : « La section persiste à penser que, pour conserver toute leur autorité aux avis des Chambres, et pour ne pas les faire descendre au rôle d'organes d'étroites localités, il convient de conserver à leur circonscription une certaine étendue et par suite de ne pas multiplier leur nombre... »

Aussi, mus par de semblables considérations, beaucoup ont préféré choisir le *département*. Le crédit d'une assemblée départementale, qui réunit beaucoup plus de compétences et représente beaucoup plus d'intéressés, doit être en effet bien supérieur. N'est-ce pas au chef-lieu qu'on place les principaux fonctionnaires et que siègent « le corps électifs auxquels on veut donner une importance sérieuse ». L'agriculture serait de cette façon sur le pied du commerce, avec, par département, une Chambre siégeant à côté du Préfet et du Conseil général.

Mais n'est-il pas à craindre que l'éloignement des chefs-lieux interdise à certains l'accès des chambres et en éloigne des cultivateurs expérimentés, que retiendrait chez eux les frais et les longueurs d'un voyage et d'un séjour à la ville ?

Bien que les voies de communication soient maintenant plus rapides et moins coûteuses, beaucoup se sont laissés convaincre par cette raison et ils ont demandé des chambres d'arrondissement. Moins influentes, mais plus proches que les chambres départementales, elles seraient plus puissantes, mais aussi plus éloignées que

celles de canton. La chambre d'arrondissement offrirait donc ainsi de moindres avantages, mais elle présenterait aussi de plus faibles inconvénients que les deux autres. MM. Méline, Viger, de Pontbriand, Dupuy, Cordier et Chevallier l'ont adoptée.

Pourtant il semble qu'au lieu de s'arrêter ainsi à une solution intermédiaire, on eût pu chercher à fusionner les deux systèmes extrêmes, pour les corriger et les compléter l'un par l'autre.

Sous ce rapport, il est bon peut-être de s'instruire à l'exemple des syndicats agricoles. Leurs types varient avec les milieux : ici le syndicat englobe un département plus loin il ne s'étend qu'à un arrondissement ; dans d'autres endroits il se borne à un canton.

Départemental, il est plus puissant ; cantonal, il est plus uni, mais moins influent. Aussi propose-t-on souvent de les combiner tous deux et recommande-t-on d'organiser des syndicats départementaux, subdivisés en sections cantonales (1). Pourquoi n'aurait-on pas des chambres de département ainsi subdivisées ?

C'est en somme à peu près ce que rêvaient MM. de Ladoucette, Calvet et Cazauvieilh.

Dans chaque chef-lieu de canton rural, on pourrait donc établir un conseil d'agriculture, dont les membres « en nombre égal à la moitié des communes » (2) seraient élus au scrutin de liste par les électeurs agricoles du canton.

1. *Les syndicats agricoles et le socialisme agricole*, par le Comte de Rocquigny. 1895.

2. Proposition de M. Cazauvieilh.

A notre avis, ces conseils, mieux renseignés sur les besoins spéciaux de la contrée, devraient être consultés plus particulièrement sur tous les sujets concernant l'agriculture locale, sur les questions agricoles d'intérêt départemental. Ils seraient ainsi les comités consultatifs désignés du préfet et du conseil général.

Placés plus près, on n'aurait pas à craindre que leurs réunions fussent délaissées par certains agriculteurs et que, seuls, vinssent les fréquenter « des hommes de loisir à peu près étrangers à la pratique agricole ». On pourrait aussi rendre leurs sessions plus fréquentes, en établir quatre par an au moins : dont l'une en août, précédant la réunion du conseil général, puis l'autre en février, la troisième et la quatrième en mai et novembre, avant les sessions de la chambre départementale.

Leurs membres seraient appelés à former la chambre de département. A cet effet ils se réuniraient au chef-lieu d'arrondissement, pour nommer au scrutin de liste un nombre de membres de la chambre départementale, inférieur d'une unité à celui des cantons ruraux de l'arrondissement.

C'est le système d'élection préconisé par M. Cazauvieilh, d'après un projet de la chambre consultative de la Gironde. Ce mode de recrutement permet, et c'est son avantage, de ruiner une critique dirigée souvent contre l'institution des chambres d'agriculture.

On peut en effet éviter par lui « l'inconvénient très grave, au point de vue politique, que présentent divers projets avec le principe de la nomination par canton de deux membres de la chambre. La correspondance de ce

contingent avec celui des mandats de conseiller général et de conseiller d'arrondissement, fait entrevoir facilement les rivalités et les concurrences, qui ne manqueraient pas de s'établir entre deux mandats d'ordre tout différent ». Il diminue la part de la politique et des petites passions locales dans le choix des électeurs, et c'est pour cela aussi que nous l'adoptons.

La chambre départementale ainsi constituée tiendrait deux sessions annuelles ; des réunions extraordinaires seraient du reste toujours possibles. Des sessions plus fréquentes entraîneraient trop de frais de déplacement ou de séjour ; elles seraient du reste moins utiles, puisque, dans l'intervalle, les conseils cantonaux se seraient régulièrement réunis et que leurs délibérations auraient simplifié la tâche de la chambre centrale.

Celle-ci, appelée à connaître des vœux de ses conseils de canton, aurait à se prononcer plutôt sur toutes les questions d'ordre général. Ses décisions, transmises au ministre ou au Conseil supérieur, auraient alors tout le poids qui s'attache aux votes d'une assemblée compétente et nombreuse. Sa place auprès des grands corps électifs et des principaux services faciliterait sa tâche et augmenterait son importance.

Les partisans des Chambres d'arrondissement veulent bien prévoir la possibilité, dans certaines circonstances, d'une assemblée départementale (1), mais nous croyons

1. « Ces propositions admettent, il est vrai, que les conseils d'agriculture d'arrondissement pourront se grouper dans des circonstances exceptionnelles, au chef-lieu du département. Mais

devoir faire la règle, de ce qu'ils ne voudraient tolérer qu'à l'état d'exception, et c'est surtout parce que nous voulons donner aux vœux des campagnes un interprète plus fort et plus puissant (1).

L'arrondissement n'est du reste pas sacrifié par nous. Il a sa représentation particulière au sein de la Chambre, puisque c'est par arrondissement que nous formons le collège électoral du second degré et que nous groupons les cantons.

Si l'on voulait davantage, il serait toujours possible, comme le demande M. Calvet, de former la Chambre en sections pouvant se réunir isolément correspondant à des zones de caractères agronomiques distincts.

Et ainsi s'évanouirait un second reproche souvent formulé par les adversaires des Chambres d'agriculture « on ne serait plus fondé à dire que l'intérêt d'une minorité, ayant des besoins spéciaux par suite des conditions agronomiques particulières, risquerait d'être sacrifié ».

Et ainsi nous croyons avoir satisfait aux deux préoccupations qui nous assiégaient : nous avons, se fortifiant et se complétant, des Chambres cantonales et des

ce droit leur serait strictement mesuré et son exercice soumis à la volonté du ministre, qui fixerait le nombre et la durée des séances. L'agriculture serait par là soumise à la loi du bon plaisir, ce n'est pas le régime voulu par les cultivateurs ». — Proposition de Ladoucette.

1. « Sans cette assemblée, le conseil supérieur, au lieu de n'avoir à connaître que de 86 délibérations, en recevrait 363 de tous les points de la France.... Comment pourrait-il, au milieu de cette multiplicité de décisions, résumer la volonté de la France agricole ? » — Proposition de Ladoucette.

Chambres de département ; les premières, plus commodés, plus voisines des électeurs et des élus ; les secondes, plus influentes, plus fortes, et d'une plus grande autorité.

Electorat

En esquisant l'organisation des Conseils cantonaux, nous avons marqué déjà que leurs membres devraient tenir leurs pouvoirs du suffrage direct des intéressés.

Le principe de l'élection s'impose, puisqu'il s'agit de mandat à confier, de représentants à désigner. On ne concevrait pas que l'on contraignît les cultivateurs, pour exprimer leurs vœux et défendre leurs intérêts, à se servir d'intermédiaires ; qu'ils n'auraient pas librement choisis. La représentation suppose forcément une délégation du représenté.

Du même coup se trouve légitimée l'élection directe par les agriculteurs eux-mêmes. « Elle a pour elle les avantages de la *logique* et de la simplicité ; elle répond aussi mieux aux vœux des populations rurales ».

Ajoutons que les deux systèmes d'élection indirecte qu'on propose : par les Comices ou par les Conseils municipaux, sont, à notre avis, inacceptables.

Nous avons indiqué déjà pourquoi, par les Comices, on ne peut arriver à une vraie représentation des classes agricoles. Ces sociétés comptent trop peu d'adhérents pour parler au nom de la masse. De plus, avec leur recrutement large, elles n'ont pas un caractère nettement professionnel ; en versant une cotisation, chaque indi-

vidu pourrait « faire dépendre de sa volonté sa qualité d'électeur ». Tout homme compétent, qui n'est pas membre d'un Comice, est écarté du corps électoral ; au contraire, tout homme, même incompetent, qui s'y inscrit, acquiert droit de suffrage.

Si ceux qui veulent confier aux Conseils municipaux la mission de désigner les membres des Chambres d'agriculture, pensent ainsi s'épargner la peine de former un corps électoral agricole, ils ne peuvent pas du moins, s'ils désirent conserver à l'institution son caractère professionnel nécessaire, éviter la difficulté de constituer des cadres d'éligibles.

La solution qu'ils proposent ne se recommande donc pas au point de vue pratique par une plus grande simplicité. D'autres raisons empêchent de l'adopter.

On peut être, en effet, moins optimiste que M. Lespinasse qui, proposant le premier la nomination des Chambres d'agriculture par les assemblées municipales, pensait que toujours « l'amour du bien », à défaut d'intérêt personnel, suffirait à leur dicter de bons choix.

Ne doit-on pas plutôt craindre un peu que l'élection, par des hommes bien souvent indifférents à la solution des problèmes agricoles, ne soit pas seulement influencée par des considérations professionnelles ? M. Lespinasse reconnaissait lui-même que « dans les communes où l'agriculture serait plus effacée par l'industrie, *naturellement* les choix exciteraient moins la sollicitude des Conseils municipaux ».

Beaucoup siègent dans les assemblées municipales, qui n'ont aucune attache avec l'agriculture, pourquo

donc les charger de choisir les représentants des agriculteurs ? Donne-t-on aux cultivateurs la mission de nommer les membres des chambres de commerce.

En Prusse, où l'on a cru devoir confier à des assemblées locales le soin de constituer le corps de défense agricole, on a tempéré d'abord le pouvoir des diètes en permettant seulement à ceux de leurs membres, qui seraient eux-mêmes éligibles, de participer à l'élection ; et surtout on a laissé aux chambres la liberté de constituer un autre corps électoral et d'appeler au droit de suffrage tout ou partie des agriculteurs.

Chez nous enfin, « les populations rurales veulent elles-mêmes désigner leurs mandataires ».

*
* *

Comment allons-nous composer le corps électoral ? La difficulté naît ici de ce que manque le signe matériel, qui permettra de déterminer ceux auxquels on devra donner le droit de vote.

Avec la patente, qui les distingue, on dresse facilement une liste de commerçants. On se tromperait si l'on ne voulait, par analogie, se baser que sur le paiement de l'impôt foncier, pour former la classe des agriculteurs. M. de Pontbriand, qui veut admettre à l'électorat les seuls « patentés agricoles », doit vite élargir ses cadres et appeler, concurremment avec les propriétaires fonciers, les chefs de culture agissant comme métayers, fermiers, locataires et régisseurs.

Ces chefs de culture, les « exploitants », ce sont même les seuls que tous s'accordent à reconnaître comme les

vrais électeurs des chambres, les véritables professionnels. Cè sont d'après M. Méline, « les agriculteurs, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers de profession, résidant dans le canton depuis un an au moins, et dont la profession unique ou principale est d'exploiter un fonds rural ou forestier, comme propriétaires, usufruitiers, usagers, régisseurs, locataires, fermiers, colons partiaires ou métayers ».

« Il ne saurait y avoir aucune difficulté à l'admission de cette première catégorie d'électeurs, car ce sont eux qui donnent au corps électoral son caractère professionnel ». Mais ne faut-il admettre qu'eux ?

Il est d'abord des propriétaires qui n'exploitent pas, devons-nous les exclure ? — Il apparaît déjà que le paiement d'un impôt foncier, s'il ne doit pas être exigé de tous les électeurs agricoles, semble du moins toujours devoir conférer l'électorat. C'est un lien forcé qui unit à la terre. Tout ce qui concerne l'assiette, la répartition de cette contribution, si importante pour l'agriculture, doit être au premier plan des préoccupations des chambres agricoles, comprendrait-on que ceux qui la paient fussent empêchés de participer à l'élection de ces chambres ?

Nous sommes donc amenés d'abord à donner droit de suffrage à tous les propriétaires qui, par leurs baux ou contrats, n'auraient pas mis l'impôt foncier à la charge de leurs fermiers ou métayers.

Si les chambres doivent vraiment représenter tous les intéressés, nous ne pensons pas qu'on puisse davan-

tage exclure de l'électorat les autres propriétaires non-exploitants.

On dit bien qu'habitant la ville, ils se préoccupent tous fort peu de leurs propriétés rurales et ne songent guère qu'à toucher régulièrement le prix de leurs fermages.

Mais on a tort peut-être de généraliser le reproche et de l'adresser à toute la classe des propriétaires.

Sans compter que beaucoup d'entre eux, rentiers modestes, citadins moins endurcis et moins indifférents, sont d'anciens agriculteurs, qu'ils vivent au milieu même des populations rurales et « qu'ils ont souvent des connaissances agricoles supérieures à celles de leurs fermiers », il semble bien que, tirant leurs revenus de la terre, ils sont tous, puisque leur fortune est en jeu, trop évidemment intéressés aux questions soulevées devant les chambres d'agriculture, pour qu'on leur refuse le droit de participer à leur constitution.

Sans aller jusqu'à dire, avec la société des Agriculteurs de France, « qu'ils représentent la portion la plus active des défenseurs de l'agriculture française », on peut tout au moins reconnaître avec M. de Pontbriand, que, pour la plupart, « ils suivent pas à pas les progrès agricoles et travaillent eux-mêmes à les développer ».

« Sous l'empire d'une inéluctable nécessité, constatait M. Cordier dans son rapport, la classe des propriétaires insouciants aura bientôt disparu, car il est chaque jour plus nécessaire pour le possesseur du sol de s'intéresser d'une manière spéciale à la terre, dont le revenu diminue d'une façon si inquiétante. Il est obligé d'y mettre du

sien, autant et parfois plus que son associé qui cultive ».

Aussi voyons-nous qu'à l'étranger il est rare qu'on ne les appelle pas comme électeurs ou comme membres à former les corps de représentation agricole. Si, en Belgique, M. Niezette ne leur donne pas de délégués dans ses chambres, M. Denis complète la proposition de son collègue et crée pour eux une quatrième classe, dans laquelle il les fait entrer seuls. — En Autriche, on les appelle les premiers dans les sociétés obligatoires qu'on veut créer, on n'admet même les fermiers que sur la délégation des propriétaires. — En France, nul projet ne les exclut.

Pourtant il est certain que, si nous les admettons en raison même de l'*intérêt* qu'offre pour eux la solution des questions agricoles, nous ne devons pas considérer comme ayant droit à l'électorat ceux qui, propriétaires d'une simple parcelle, seraient médiocrement intéressés à la formation des chambres d'agriculture.

Nous exigeons des exploitants qu'ils fassent de la culture du sol, leur profession unique ou principale ; il est juste que nous ne reconnaissons pas le droit de vote aux propriétaires du moindre lopin de terre.

En Prusse on ne donne l'éligibilité qu'à ceux qui justifient d'une exploitation assez grande pour être autonome. Nous demanderons, avec M. Méline, que soient pris aussi pour électeurs seulement « les propriétaires de fonds ruraux cultivés dans des conditions telles qu'on puisse dire qu'il y a exploitation agricole ».

Seulement, au lieu de nous en remettre, comme lui, aux commissions électorales du soin de fixer les carac-

tères d'une exploitation agricole, nous demanderons, pour éviter l'arbitraire et faire adopter une règle plus uniforme, que, pour chaque période décennale d'enquête agricole, ce soit un décret, rendu sur l'avis du Conseil Supérieur, qui les détermine (1).

Nous aurons donc une seconde catégorie d'électeurs comprenant « les propriétaires ou usufruitiers usagers d'un fonds rural, non exploitants par eux-mêmes, qui, depuis un an au moins, possèdent lesdites exploitations, qu'ils soient ou non résidants dans la commune ».

Si les propriétaires, dont nous venons de parler, fournissent à l'exploitant la terre qu'il cultive ; les ouvriers agricoles lui donnent leur travail, aussi certains ont voulu les admettre également à l'électorat.

On distingue pourtant entre les nomades et les sédentaires et l'on ne donne ordinairement le droit de vote qu'à ceux qui, pendant deux ans au moins, sont restés attachés à une exploitation.

Quelle que soit cependant notre sympathie pour ces utiles auxiliaires des agriculteurs, pour ces laborieux obscurs et méritants, dont le travail acharné « fait vivre la nation tout entière », nous ne pensons pas qu'il faille leur attribuer l'électorat.

Parmi ceux qui l'ont demandé pour eux, il n'est guère

1. En Prusse on considère comme formant une exploitation autonome, les terres payant un impôt foncier de 50 thalers, s'il s'agit de biens ruraux, et de 25, 35 ou 40 thalers, suivant les régions, s'il s'agit de bois ou forêts. En France, le décret pourrait indiquer ainsi le minimum d'impôt nécessaire, suivant les contrées et la nature des cultures, pour donner à une propriété le caractère d'exploitation.

que M. Bouthier de Rochefort et M. Méline, qui aient essayé de justifier leur proposition. Le premier, — qui conclut du reste à l'entière participation au vote de tous les citoyens sans exception — invoque plutôt en leur faveur des raisons politiques : « leur exclusion serait contraire au principe fondamental du suffrage universel ». Le second veut surtout ainsi leur marquer ses sympathies simplement et les remercier de leur attachement à la terre, en leur donnant un *titre* nouveau.

Nous pensons aussi qu'il est bon de leur témoigner sa sollicitude, et ce n'est pas comme indignes que nous les excluons. Mais peut-être y a-t-il autre chose à faire dans leur intérêt, que de leur donner l'électorat aux chambres d'agriculture.

Si les chambres devaient jouer le rôle social, que veulent leur attribuer les députés socialistes belges, nous serions les premiers à y appeler les ouvriers agricoles, mais elles n'auront guère que des attributions d'ordre économique. M. de Pontbriand va jusqu'à dire que les ouvriers « n'auront pas le moindre intérêt direct aux questions qui leur seront soumises ». Et nous pensons un peu comme lui qu'elles n'auront pas à se préoccuper souvent du sort des gens de culture et des domestiques de ferme.

« Nous demandons, en effet, à ces chambres, des indications sur des mesures générales à prendre, sur des questions économiques spéciales, destinées à aider ou favoriser nos agriculteurs, qui mettent dans leur culture non seulement leur travail, mais encore bien souvent leur fortune tout entière. C'est donc à eux seuls qu'il

nous semble devoir donner la parole. Les ouvriers des usines n'ont pas à trouver l'écoulement des produits qu'ils fabriquent, à suivre les cours du monde entier..., ils ne font pas partie du corps électoral des chambres de commerce. Ce qui est vrai pour le commerce, est vrai pour l'agriculture, absolument ».

M. Méline n'est pas loin d'être de l'avis de M. de Pontbriand. « La loi n'admet que les commerçants patentés, et les motifs qui ont dicté cette mesure au législateur semblent s'opposer avec la même autorité à ce que les ouvriers agricoles soient admis à l'électorat ». On sait pourtant à quelle considération cède M. Méline pour accorder aux ouvriers la satisfaction *morale* du droit de vote.

Nous pensons, pour notre part, que la loi sur les syndicats professionnels leur fournira des moyens autrement efficaces de défendre leurs intérêts. C'est par les syndicats qu'on les attachera vraiment à la terre, car c'est là qu'ils trouveront les avantages de nature à les solliciter plus vivement : la coopération, le crédit, l'assurance, l'assistance.

« Il y aurait un haut intérêt au point de vue social, disait au congrès national de 1895 M. de la Bouillerie, à mettre les ouvriers agricoles à même de jouir, eux aussi, du bénéfice de l'association ». Déjà certains syndicats, pour les attirer, ont en leur faveur abaissé le montant de leur cotisation. C'est de ce côté que doit porter l'effort.

Du reste, nous pensons qu'on devrait leur accorder quelques facilités d'entrer dans le corps électoral dès

chambres d'agriculture, et que pour eux le titre de propriétaire foncier devrait entraîner toujours l'accès au droit de suffrage. Ce serait encore un excellent moyen de les pousser à l'acquisition de la terre.

Si nous ne nous inquiétons pas alors des domestiques de ferme, nous voyons que, pour les journaliers, la discussion perd déjà de son importance : dès 1892, près de la moitié d'entre eux étaient propriétaires, et, depuis, les propriétaires se sont encore accrus dans leurs rangs (1).

Nous nous arrêterons moins sur la quatrième catégorie d'électeurs qu'on propose et qui comprend les directeurs, professeurs, répétiteurs des établissements divers d'enseignement ou de pratique agricole, les professeurs départementaux d'agriculture, les vétérinaires et les instituteurs.

M. de Ladoucette les exclut brutalement, parce qu'il voit en eux « les agents de la candidature officielle politique », et parce qu'il pense que « les cultivateurs veraient avec peine ces électeurs ne partageant ni leurs charges, ni leurs souffrances et dont les intérêts sont parfois contraires à ceux des ruraux ».

Sans avoir à examiner si leur qualité de fonctionnaire rendrait un peu suspecte leur intervention, disons simplement qu'ils ne justifient pas d'un intérêt suffisant pour être admis. Que l'on soit intéressé directement à la créa-

1. La statistique de 1892 indique 1.852.174 domestiques de ferme non-propriétaires, et 621.131 journaliers non-propriétaires contre 588.950 journaliers-propriétaires.

tion des Chambres d'agriculture et à leur constitution, c'est là le criterium auquel nous avons distingué les électeurs. Quel intérêt ont donc les professeurs à la constitution des Chambres?

On dit bien qu'ils représentent la science et que leurs avis compétents pourraient parfois éclairer une discussion. On les fait électeurs pour les avoir comme éligibles (proposition Méline).

Mais, parmi ceux-là mêmes, qui leur donnent le droit de vote, la plupart maintenant leur refusent l'accès des Chambres, et leur enlèvent l'éligibilité, ne leur laissant que l'électorat (projets Viger, J. Dupuy, Cazauvieilh). A quel titre pourraient-ils donc encore voter?

Ils sont la science ; permettons alors aux chambres de faire appel à leurs lumières, admettons-les au besoin à titre consultatif, mais refusons-leur le bulletin de vote, auquel ils ne peuvent avoir droit, que s'ils satisfont aux autres conditions exigées des électeurs.

Nous n'avons pas entendu parler jusqu'alors des vétérinaires, qu'on mêle à la catégorie de tous ces fonctionnaires. Nous les excluons pour des raisons identiques : ils manquent d'intérêt direct. On peut les admettre dans les comices belges, qui s'occupent de pratique agricole ; les chambres ne sont pas des comices.

Nous avons ainsi formé le corps électoral chargé de désigner les membres de nos petites chambres de canton. On sait pourquoi, malgré nos préférences pour le suffrage direct, nous n'avons pas cru devoir lui confier aussi le soin de constituer les chambres départementales.

« Le choix à faire correspondant alors au contingent des mandats administratifs, confiés par le même canton au conseiller général et au conseiller d'arrondissement, comme disait la chambre consultative de Bordeaux, ou bien ce seraient les mêmes hommes qui seraient nommés à la chambre d'agriculture, ou c'en seraient d'autres. Dans le premier cas il n'est pas prouvé que le conseiller général et le conseiller d'arrondissement fussent aussi les agriculteurs les plus compétents ; dans le second il n'est pas douteux que l'ardeur des luttes politiques ne mit en échec permanent les élus aux assemblées départementales et les élus aux chambres d'agriculture ».

Moins pessimistes que les agriculteurs de la Gironde, nous avons voulu tenir compte cependant de leurs observations, et, comme M. Cazauviehl, nous avons cherché le moyen de diminuer la part de la politique dans le choix des électeurs et d'augmenter les garanties professionnelles dans la personne des élus.

Car c'est le grand reproche que certains adressent aux chambres, recrutées par le suffrage large des agriculteurs, d'être des corps plutôt politiques que professionnels. « Les chambres d'agriculture officielles, c'est le suffrage universel..., c'est l'agriculture livrée aux passions politiques », lisait-on naguère dans un rapport à la société des agriculteurs de France.

Mais, comme si l'affreuse politique devait fatalement envahir et gâter les meilleures institutions, les adversaires de la représentation par les sociétés libres prétendent à leur tour que les syndicats et les comices ne sont

que de petites chapelles où s'enferment les dévôts d'un parti.

Sans nous mêler à ces discussions, il nous suffira peut-être, pour dissiper certaines préventions élevées contre les chambres, telles que nous les avons formées, de répondre avec M. Martin-Feuillée, plaidant, comme garde des sceaux, pour l'élargissement de l'électorat des chambres de commerce : « on nous oppose deux objections principales. D'une part on semble craindre que la politique ne fasse invasion dans les élections des juges consulaires, si elles ont lieu par le suffrage universel des commerçants; et d'autre part on redoute que les urnes ne soient abandonnées par l'indifférence des électeurs. Il suffit de rapprocher ces deux objections pour établir qu'elles se détruisent l'une par l'autre. »

*
* *

Pour le surplus des dispositions intéressant la confection des listes électorales, la forme des élections, la procédure à suivre pour les réclamations... etc., nous adoptons les règles posées par M. Méline avec les modifications nécessaires cependant pour les concilier avec le système de M. Cazauvieilh.

C'est dire que, pour les conseils cantonaux, les électeurs voteront à la commune, chacun d'eux n'ayant qu'un droit de suffrage et ne pouvant figurer que sur une liste électorale. Agés de trente ans et résidants dans l'arrondissement, ils seront tous éligibles aux conseils de canton comme aux chambres départementales.

Le collège électoral du premier degré nommera, par

scrutin de liste, pour le canton un nombre d'électeurs du second degré égal à la moitié du nombre des communes du canton (1). Il faudra, pour être élu, réunir au premier tour sur son nom le quart des électeurs inscrits, ou obtenir au second, une majorité relative.

Le collège électoral du second degré sera réuni au chef-lieu d'arrondissement pour élire ceux des membres de la chambre qui devront y représenter l'arrondissement. Ceux-ci seront nommés au scrutin de liste, et leur nombre, pour chaque arrondissement, sera inférieur d'une unité au nombre des cantons de cet arrondissement, déduction faite des cantons exclusivement urbains.

Elus pour six ans, renouvelables par moitié tous les trois ans, les Conseils cantonaux auront, comme nous l'avons expliqué, quatre sessions par an ; ils nommeront dans leur sein un président et deux secrétaires ; leurs réunions pourront être suscitées par les Chambres de département.

Celles-ci, élues pour six ans et renouvelables comme les Conseils cantonaux, tiendront deux sessions ordinaires en mai et novembre ; elles nommeront leur bureau. Elles pourront se grouper par région, avec l'autorisation du ministre, pour former comme une sorte de représentation provinciale.

Elles correspondront entre elles, avec le ministre, le préfet ou le sous-préfet par leur président. Elles pourront se diviser en commissions spéciales, notamment en sections par zones agricoles. Le préfet aura droit de

1. Si les communes étaient en nombre impair, on supposerait une unité de plus.

délégation ou d'entrée dans leurs séances. Elles pourront s'adjoindre, à titre consultatif, certaines personnes compétentes, notamment des inspecteurs ou professeurs d'agriculture. Elles communiqueront leurs procès-verbaux au préfet. Enfin nous les reconnaitrons comme établissements d'utilité publique, ayant pouvoir d'acquérir, de recevoir, de posséder, d'aliéner.

*
* *

Il nous reste à déterminer quelles seront leurs attributions. Les Chambres seront consultatives. Elles doivent pouvoir présenter leurs vues sur tous les sujets intéressant l'agriculture. Mais si nous ne voulons pas avoir créé simplement un nouvel organisme inutile et infécond, il faut que, dans certains cas au moins, leur avis soit obligatoire. Pour qu'elles puissent exercer une légitime influence, il faut, puisqu'on ne leur accorde pas le droit de participer à la décision, qu'elles aient du moins celui de s'imposer dans la délibération.

Permettre simplement au préfet ou au ministre de les consulter à son gré, sur les sujets de son choix, ne serait-ce pas peut-être borner leur rôle à donner des avis sur les seuls points, où l'administration serait assurée d'obtenir une réponse favorable à ses désirs. Il faut que leur avis soit parfois nécessaire et que même, pour mieux marquer l'importance des conseils qu'elles donneront, le préfet soit tenu de les informer de la suite donnée à leurs décisions.

Sur quoi seront-elles alors obligatoirement consul-

tées ? Nous avons indiqué déjà que, tout en permettant aux Conseils cantonaux des vœux sur des sujets d'intérêt général, nous leur réservions plus spécialement la connaissance des questions locales. On devrait alors leur soumettre les projets de règlements locaux en matière agricole, les questions agricoles intéressant leur circonscription, les projets de travaux publics de leur région, la création dans le département d'établissements d'enseignement agricole, de stations agronomiques, ainsi que de foires et de marchés.

Comme le voulait M. de Ladoucette, une des fonctions les plus importantes des Chambres de département serait certainement de réunir, de coordonner, d'appuyer les vœux émis par les Conseils du premier degré et de les transmettre avec leur avis, suivant les cas, au préfet ou au Conseil supérieur.

Mais le gouvernement devrait être en outre forcé de prendre leur avis sur les changements à opérer dans la législation, en ce qui touche aux intérêts agricoles et notamment en ce qui concerne les tarifs de douanes et l'impôt foncier ; sur les tarifs et règlements de transports.

Ainsi les Chambres seraient investies d'une autorité réelle, et l'on ne pourrait plus opposer l'importance du corps électoral, dont elles seraient issues, à l'exiguïté des attributions qui leur seraient concédées.

Nous ne leur confions donc point la mission économique, que réclamait pour elles M. Calvet. Ces larges perspectives ne conviennent peut-être pas à des institutions naissantes. Et puis, comme l'écrivait M. Chevallier :

« serait-il politique de donner à un corps chargé de défendre l'agriculture, le droit de la grever de nouvelles charges ! ».

Le rapporteur de 1896 à la société des Agriculteurs de France s'exprimait avec raison dans le même sens : « Où les chambres prendront-elles les ressources pour ces fondations qu'on leur permet ? Le projet les autorise à recourir encore à la bourse des agriculteurs... Or, on ne peut ignorer que les communes sont déjà surchargées. Les centimes additionnels, qui ne doivent pas normalement dépasser le chiffre 12, sont portés à 20 et 25. Pour les chambres d'agriculture, ils pourraient être portés à 10 et même doublés, c'est pourquoi, en présence du taux écrasant des impôts, on ne peut admettre le projet d'une création nouvelle de charges, qui pèseraient encore sur l'agriculture ».

A défaut des chambres les sociétés seront là pour remplir cette mission féconde. Ce sera là le domaine de l'association libre. Les syndicats apporteront dans cette tâche autant d'ardeur et plus de souplesse, et les chambres ne seront pas détournées de leur vrai rôle qui doit être de conseiller.

Nous n'avons donc plus à constituer de budget extraordinaire. Pour couvrir les faibles dépenses entraînées par la confection des listes électorales et les frais de bureau, si les ressources des chambres elles-mêmes sont insuffisantes, le Conseil général du département les inscrira parmi les dépenses obligatoires votées chaque année.

*

*

*

Enfin, au-dessus des chambres, les complétant, plus près du gouvernement, nous avons presque découvert un autre organe. C'est la Royale Association en Portugal, la Chambre Centrale en Angleterre, la Société du Pays en Hongrie, le Conseil Supérieur en Belgique, en Autriche et en Allemagne ; au sein même de l'Empire Allemand, la Bavière a son Conseil Supérieur, le Wurtemberg, son Conseil Central ; la Hesse, son Conseil agricole. Les duchés de Bade, d'Anhalt, d'Oldenbourg, le royaume de Saxe, la ville de Brème ne possèdent même que ce Conseil.

On pourrait dire qu'en France, tous les auteurs de projet demandent aussi la restauration de cet organe central, nous nous associons à eux pour la réclamer, car, avec eux, nous pensons que ce Conseil supérieur est nécessaire pour coordonner et appuyer l'action des chambres départementales. Celui qu'actuellement l'agriculture possède, a, malgré son vice originel, rendu trop de services pour qu'on puisse discuter l'utilité de ce corps central. Il nous reste à en parler et à dire comment nous en comprenons le rôle et la constitution.

Présidé par le ministre, il devra sans doute continuer à donner ses avis sur toutes les matières, que le gouvernement jugera bon de lui soumettre, ou qu'il croira lui-même devoir spontanément aborder ; mais, pour les raisons mêmes que nous invoquions plus haut en parlant des chambres d'agriculture, il faut qu'on soit tenu de l'interroger sur certains sujets. Avant de modifier les lois agricoles, de prendre des règlements généraux inté-

faisant l'agriculture, de signer des traités de commerce ou de navigation et d'engager ainsi des intérêts qui sont dominants dans le pays, il faut que le gouvernement sache les vœux et les besoins des populations rurales et s'instruise de leurs désirs près de leurs mandataires autorisés.

Les chambres déjà seront consultées sur la plupart de ces sujets, le Conseil supérieur alors résumera leurs travaux et se prononcera sur leurs délibérations avant de les transmettre au ministre, qui visera cette délibération motivée dans les décrets, arrêtés ou décisions d'exécution.

Le Conseil Supérieur ne tiendra qu'une session annuelle, mais, sur la demande de la moitié de ses membres ou sur celle du ministre, il pourra toujours être extraordinairement convoqué. Une commission permanente de quinze membres, qu'il élira dans son sein, le suppléera dans ses fonctions en cas d'urgence.

Ce Conseil existe déjà, pourtant avec des attributions moins étendues, mais on critique surtout la façon dont il est composé. Pour augmenter son crédit et fortifier son action, ses membres ne doivent plus être désignés par le gouvernement, il faut qu'ils soient eux aussi les représentants des campagnes auprès du pouvoir, les mandataires du pays agricole ; aussi nous donnons à chaque chambre départementale le droit d'y envoyer un délégué, qu'elle nommera pour six ans. Puisque l'élection est à la base, on doit la garder au sommet.

Beaucoup voudraient à ces délégués élus adjoindre des membres désignés par l'autorité. Reconnaissons seule-

ment au gouvernement le droit d'envoyer siéger au milieu d'eux, à titre consultatif, dix personnes choisies parmi les hauts fonctionnaires du département de l'agriculture ou les spécialités agronomiques et scientifiques. Ainsi le droit de conseil restera tout entier aux mandataires des campagnes ; l'administration ne fera qu'éclairer leurs délibérations et leur fournir des éléments d'investigation et de décision.

*
* *

Pourtant il est d'autres délégués que nous voudrions voir admettre à côté de ceux du gouvernement et au même titre qu'eux. Les sociétés libres ne nous ont point paru pouvoir assurer seules la représentation de l'agriculture ; pourtant nous ne pouvons oublier les services qu'elles rendent, les intérêts, les forces, les compétences qu'elles groupent, et surtout le rôle économique important, la mission sociale élevée, que nous avons voulu leur réserver tout entiers, sans en distraire quelque part au profit des chambres d'agriculture. Elles ont aussi le droit de se faire entendre.

A l'étranger, les principales législations, qui ont aussi créé d'autres organes de représentation officielle, ont essayé de les fortifier par l'appui des sociétés libres. On sait qu'en Belgique, ces sociétés fournissent déjà neuf membres du conseil supérieur, qu'on propose de leur en laisser désormais l'élection et même qu'on parle de porter à 18 le nombre de leurs délégués à ce comité central, en leur permettant de désigner en outre le quart des membres des commissions provinciales.

En Allemagne, où les chambres les absorbent, elles constituent seules le Conseil Supérieur officieux. Si les agriculteurs nomment vingt-quatre membres à la chambre d'Oldenbourg, les sociétés y envoient siéger douze membres. Elles ont cinq délégués au Conseil de Saxe, à côté des seize représentants des agriculteurs. Enfin, dans le projet autrichien, on permet expressément aux bureaux des sociétés obligatoires qu'on crée, d'admettre des délégués des sociétés anciennes.

Nous pensons aussi que, comme le disait M. Jacques dans son rapport au Conseil Supérieur belge : « tout en maintenant aux chambres leur situation privilégiée, ce sera faire justice que d'assurer aux sociétés libres le moyen de faire connaître leurs *desiderata* et de réclamer les mesures qu'elles jugeraient utiles ».

Ne voyons-nous pas déjà que M. Jean Dupuy, parmi les membres de droit qu'il appelle à siéger au Conseil Supérieur, fait figurer le président de la Société des Agriculteurs de France. Pourquoi ne permettrait-on pas à l'Union des Syndicats de France et à chacune des Unions régionales de syndicats d'envoyer aux séances du Conseil Supérieur un délégué, qui aurait le droit d'y prendre la parole ?

Nous voudrions même voir cette fusion des sociétés libres et des chambres officielles se produire aux degrés inférieurs. Pourquoi les syndicats départementaux n'auraient-ils pas droit à un délégué dans les chambres de département, et les syndicats cantonaux, à un délégué dans les conseils de canton ? Alors au lieu d'avoir des in-

stitutions rivales, nous aurions des groupes travaillant de concert à la solution des mêmes problèmes.

L'agriculture posséderait ainsi, s'harmonisant et se fondant, tous les organes nécessaires pour assurer ses progrès et la défense de ses intérêts. Les comices s'occuperaient de pratique agricole, et constitueraient des groupements d'études techniques ; les syndicats seraient des centres d'action : ils chercheraient les débouchés, organiseraient le crédit et l'assistance, se préoccuperaient d'augmenter le trafic, de créer des magasins, des docks, ils pacifieraient les différends entre les propriétaires, les fermiers et les ouvriers ; enfin les chambres et le conseil supérieur, mêlés à la vie administrative, collaboreraient aux actes du Parlement et du Pouvoir.

Le gouvernement, instruit par eux des besoins des agriculteurs, prendrait, il faut du moins l'espérer, des mesures utiles au bonheur des campagnes, et leurs avis, alors même qu'ils ne seraient pas écoutés, auraient toujours du moins le grand avantage de renseigner et d'instruire tous ceux dont émanent les décisions, car, selon le mot de Madame Swetchine « s'il faut souvent demander conseil, ce n'est peut-être pas toujours pour le suivre, mais c'est du moins toujours pour s'éclairer ».

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	I
HISTORIQUE	
AVANT LE XVIII ^e SIÈCLE.....	1
DEUXIÈME MOITIÉ DU XVIII ^e SIÈCLE.....	10
XIX ^e SIÈCLE	42
<i>Sociétés</i>	44
<i>Conseils, Chambres d'agriculture</i>	48
LA REPRÉSENTATION A L'ÉTRANGER	
I. — ANGLETERRE	71
II. — ETATS-UNIS.....	78
III. — HONGRIE	82
IV. — PORTUGAL	86
V. — ITALIE.....	90
VI. — BELGIQUE	95
VII. — ESPAGNE	111
VIII. — AUTRICHE	113
IX. — ALLEMAGNE.....	133
<i>Prusse</i>	138
<i>Bavière</i>	145
<i>Wurtemberg</i>	148
<i>Grand duché de Hesse</i>	150
<i>Duché d'Anhalt</i>	154

	Pages
<i>Ville hanséatique de Brême</i>	155
<i>Oldenbourg</i>	157
<i>Royaume de Saxe</i>	159
<i>Grand duché de Bade</i>	161

SYSTÈMES DE REPRÉSENTATION

<i>Représentation par les chambres d'agriculture</i>	166
<i>Représentation par les sociétés libres</i>	187
<i>Pourquoi nous préférons les chambres d'agriculture</i>	192
<i>Circonscription</i>	203
<i>Electorat</i>	210

VU :

Le Président de la thèse,
PILLET.

VU :

Le Doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

